

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DES LETTRES

DEUX REGISTRES (H.1520-H.1521)
DU CONTROLE GÉNÉRAL
DES FINANCES
AUX ARCHIVES NATIONALES
(1730-1736)

CONTRIBUTION
A L'ÉTUDE DU MINISTÈRE D'ORRY

THÈSE COMPLÉMENTAIRE POUR LE DOCTORAT ÈS-LETTRES
présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

par André J. BOURDE
Agrégé d'histoire et géographie

1959

IMP. LOUIS-JEAN — GAP

DEUX REGISTRES (H.1520-H.1521)
DU CONTROLE GÉNÉRAL
DES FINANCES
AUX ARCHIVES NATIONALES
(1730-1736)

CONTRIBUTION
A L'ÉTUDE DU MINISTÈRE D'ORRY

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DES LETTRES

DEUX REGISTRES (H.1520-H.1521)
DU CONTROLE GÉNÉRAL
DES FINANCES
AUX ARCHIVES NATIONALES
(1730-1736)

CONTRIBUTION
A L'ÉTUDE DU MINISTÈRE D'ORRY

THÈSE COMPLÉMENTAIRE POUR LE DOCTORAT ÈS-LETTRES
présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

par André J. BOURDE
Agrégré d'histoire et géographie

IMP. LOUIS-JEAN — GAP

UNIVERSITEIT DE PARIS
FACULTE DES LETTRES

DEUX REGISTRES (H.1520-H.1521)
DU CONTRÔLE GÉNÉRAL
DES FINANCES
AUX ARCHIVES NATIONALES

(H.1520-H.1521)

CONTRIBUTION
À L'ÉTUDE DU CONTRÔLE GÉNÉRAL



TROIS COMPLÉMENTS
présentés à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

par André J. BOUQUET
docteur en lettres

PARIS - LEYDEN - GENEVE

INTRODUCTION

Les études économiques, les publications de documents relatifs au long ministère de Philibert Orry (mars 1730-décembre 1745) ne sont pas extrêmement nombreuses. Abondants pour le premier et le dernier tiers du XVIII^e siècle, les résultats de la recherche se font plus parcimonieux, quant à l'économie du moins, dès qu'il s'agit de cette période du « règne » de Fleury que l'on a un peu tendance à considérer comme étale.

Il ne s'agit là, néanmoins, que d'une pénurie relative. Et on ne saurait certes oublier les travaux de G. Martin (1), H. Sée (2), P.-M. Bondois (3), F. Bacquié (4), E. Labrousse (5), E. Coornaert (6), etc. (7) et plus récemment, ceux de B. Gille (8), P. Léon (9) ou de P. de Saint-Jacob (10) qui soulignent les activités du Contrôle général sous la direction de son chef consciencieux et autoritaire. Déjà Montyon dans ses *Particularités et observations sur les ministres des finances de France*, Londres, 1812, n'accordait qu'une note (copieuse il est vrai) à ce ministère de quinze années, entre deux chapitres consacrés à Law et à Machault (10). L'historiographie postérieure semble parfois avoir ratifié cette façon de considérer les choses (11). Elle a multiplié les études sur

(1) *La grande industrie sous Louis XV*, Paris 1900.

(2) *Histoire économique*, Paris, 1939, vol. I ; *La France économique et sociale au XVIII^e siècle*, Paris, *L'évolution commerciale et industrielle de la France sous l'ancien régime*, Paris, 1929.

(3) *Le privilège exclusif au XVIII^e siècle*, RHES, 1933.

(4) *Les inspecteurs des manufactures sous l'ancien régime*, Paris, 1927.

(5) *Esquisse du mouvement des prix... au XVIII^e siècle*, Paris, 1932.

(6) *Les corporations en France avant 1789*, Paris, 1941.

(7) Multitude d'articles ou de fragments d'ouvrages relatifs à la période. Importants, M. MARION, *Histoire financière*, vol. I ; G. SCHELLE, *Vincent de Gournay*, 1897 ; E. LEVASSEUR, *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France avant 1789*. Paris 1901, 2 vol. ; et *Histoire du commerce de la France*, Paris, 1911, 2 vol.

(8) *Les origines de la grande industrie métallurgique*, Paris, 1947.

(9) *La naissance de la grande industrie en Dauphiné*, Gap, 1954, t. I.

(10) « Dans quinze années de ministère il n'a rien fait de fort utile, rien de nuisible ». *Particularités*, p. 115. note a.

(11) M. Marion consacre cependant des pages nourries à Orry. *Histoire financière*,

les ministres réformateurs : Law (1) Machault (2) plus tard, Terray et Turgot, Calonne, Necker (3). Aucune, pourtant, qui soit particulière à la longue période qui s'étend de Law à Machault. Et ce sont encore les pages de H. Carré dans l'*Histoire de France* de Lavis (4) qui proposent une synthèse (mais combien insuffisante) de l'œuvre économique du « bœuf » (5).

Regret pieux, dira-t-on à la lecture des pages qui suivent, puisqu'elles ne comblent point cette lacune. Il ne nous appartenait pas de le faire, cependant, car ce n'est ici qu'un document parmi bien d'autres qui demeurent de cette administration, que nous désirons présenter (6). Mais avant de le commenter et d'en souligner l'intérêt, il faut tenter de définir, rapidement, quelques unes des raisons qui peuvent expliquer la négligence apparente dont pâtit ce moment de l'histoire économique française.

Il y a d'abord l'incontestable, et inévitable, séduction qu'offre l'étude des périodes au cours desquelles des transformations économiques se manifestent avec éclat. A ne nous en tenir qu'au règne de Louis XV, il faut bien reconnaître que les idées, l'action, le brio de ce précurseur génial mais téméraire que fut John Law, avaient de quoi tenter les historiens. L'œuvre économique et financière du tenace Machault d'Arnouville avec sa remarquable organisation technique, sa résolution réformatrice et sa tentation d'équité, son échec même (partiel mais significatif), justifient l'importance qu'on a attachée à cette période de l'ancienne administration économique. Et non seulement séduisent les époques régies par des hommes dont le gouvernement reflète l'intuition qu'ils eurent des sourdes volontés de l'économique et du social, ou la

I, p. 150-169. Par contre dans son *Histoire économique*, H. Sée dit bien peu de choses sur le ministre.

Signalons toutefois la notice, biographique surtout, de Margaret B. Ross-Orry, Philibert Orry (1689-1747) Contrôleur général des finances de Louis XV, *L'information historique*, janv.-fév. 1957, p. 14-18.

(1) Nombreux ouvrages de P. Harsin, G. Oudard, Trintzius, pour ne citer que les auteurs les plus récents.

(2) M. MARION, *Machault d'Arnouville*, Paris, 1891.

(3) R. GIRARD, G. SCHELLE, D. DAKIN, E. LAVAQUERY, E. CHAPUISAT, P. JOLLY, etc.

(4) T. VIII, p. 97-110.

(5) Egalement dans P. MURET, *La prépondérance anglaise*, 1937, p. 223-227.

(6) Impossible de signaler ici toutes les sources manuscrites qui permettraient de l'éclairer ou de le compléter. Du seul point de vue industriel, agricole et commercial, citons seulement les *Rapports des inspecteurs des manufactures*, à partir de 1715 AN F 12, 158-165 ; la *Correspondance du Contrôleur Général avec les intendants du Commerce*, F 12 141-148 ; les *Plumitifs des séances du Bureau du Commerce* à partir de 1715 - * F 12 41-50.

conclusion qu'ils surent en tirer ; mais la description, l'analyse quantitative et le fonctionnement de ces forces économiques anonymes quand elles commencent à évoluer de façon perceptible. Tous les problèmes de ces périodes plus mouvantes attirent, légitimement, de toujours plus nombreux chercheurs (1). Mais est-ce-à-dire que l'époque d'Orry soit dépourvue de ces prestiges ? Il semblerait presque ; et pourtant, on le sait du reste, il n'en est rien.

Les travaux sur le mouvement des prix en France au XVIII^e siècle placent justement leur point de départ pendant cette période (2). Des changements révélateurs dans le domaine de l'organisation et de la production industrielles, du commerce, des voies de communications se font sentir dès 1730 (3). Mais il demeure légitime de regretter qu'à ces études dont seuls des fragments découvrent les quinze années 1730-1745 ne puissent en être ajoutées d'autres qui eussent pour objet la vigoureuse et pourtant toujours négligée personnalité d'Orry (4), l'évaluation globale de son œuvre, ses relations avec le cardinal-ministre, l'analyse des rouages de son administration et leur fonctionnement. Il y a là, évidemment, matière à recherches et à découvertes.

Par delà même ces enquêtes souhaitables sur le travail et le succès d'un grand commis, combien d'autres mériteraient d'être envisagées elles aussi. Daniel Trudaine, par exemple, dont l'activité essentielle prend alors son essor, Trudaine remarquable administrateur économique, non plus complètement inconnu, mais dont ce que nous savons de lui demeure très insuffisant (5). Fagon, même, incarnation de l'esprit réglementaire à son absurde paroxysme, dont le travail, pourtant, et les idées, systématiquement analysées, vaudraient peut-être qu'on s'y at-

(1) Séduction de l'analyse des « tournants » de la vie économique. Nombreuses études et controverses récentes sur les « révolutions » industrielle, agricole, démographique (Quelques titres : M. REINHARD, *Histoire de la population*, Paris 1949 ; J. V. NEF, *The industrial revolution reconsidered*, Journ. of econ. history, 1943 ; D. FAUCHER, *La révolution agricole des XVIII^e-XIX^e siècles*, Bull. Soc. histoire moderne, Février 1956), etc.

(2) E. LABROUSSE, *Esquisse*, p. 140. La hausse est née entre 1732 et 1735. P. LÉON, *op. cit.* I, p. 105, 286, 287.

(3) P. LÉON, *op. cit.* I, p. 175 (aussi p. 137 et suiv.). Nombreux détails dans A. RÉMOND, *John Holker*, Paris, 1945. F. BACQUÉ, *op. cit.*, B. GILLE, *op. cit.*

(4) Montyon vante sa « capacité », son « cœur droit », son « amour du bien de l'Etat ». *Ibid.* Pages intéressantes dans M. Lhéritier, *Tourny*, 1920, p. 185-188.

(5) Mince monographie par CHOULLIER (1884), S. DELORME, *Revue d'hist. des sciences*, 1950. Importance de son rôle relevée par P. M. BONDOIS, *Le privilège exclusif*, *op. cit.*, p. 148. M. BLOCH, *L'individualisme agraire*, AHES, 1930, p. 351-363. Également notations dans L. PASSY, *Histoire de la société nationale d'agriculture*, Paris 1914, vol. I ; A. RÉMOND, *op. cit. passim*.

tache encore pour en dresser enfin une évaluation équitable (1). Autres sujets de travaux, encore : la composition et la marche des grands organismes directeurs de la vie matérielle du royaume. Assez bien connus, la Compagnie des Indes, le Bureau du Commerce (2). Mieux définis désormais, mais depuis peu, les Conseils, dont le rôle économique n'est pas à négliger (3). Mais la grande lacune c'est le Contrôle Général lui-même (4). De ses activités, on a fort naturellement surtout étudié sa politique et son organisation fiscale. Mais combien d'autres choses furent discutées, mises en forme et en œuvre, dans ce grand ministère de l'économie nationale dont Marc Bloch et E. Labrousse ont suggéré la diversité et l'importance (5). Combien manquent encore les précisions sur l'organisation et la vie de ses bureaux et de ses comités, sur leurs chefs, sur les mémoires qui s'y rédigent ou s'y reçoivent. On sait mieux ses relations avec les intendants ou les inspecteurs des manufactures (6), mais là encore, tout n'est pas connu. Quels documents imprimés relient les célèbres publications de Boislisle à celle de Pigeonneau et de Foville (7) ? L'ouvrage cité de Bonnassieux et Lelong, pour une part. Mais Rémond, dans son *John Holker* qui fait une si large part à ces questions, regrette avec juste raison que les procès-verbaux intégraux

(1) Condamnation dans G. MARTIN, *La grande industrie sous Louis XV*, p. 25-30. Mais analyse rapide.

(2) H. WEBER, *La Compagnie française des Indes*, Paris, 1904. A. LOUGNON, *Classement... du fonds de la Compagnie des Indes des Archives départementales de la Réunion*, 1956. A. GIRARD, *Réorganisation de la Compagnie des Indes*, RHM, t. IX. G. MARTIN, *Nantes et la Compagnie des Indes*, RHES, 1926, 1927. BONASSIEUX et LELONG, *Conseil de Commerce et Bureau du Commerce 1700-1791. Inventaire analytique des procès-verbaux*, Paris, 1900. L. BIOLLAY, *Etudes économiques sur le XVIII^e siècle, L'administration du commerce*, Paris, 1885. G. MARTIN, *La grande industrie ... sous ... Louis XV*, 1900.

(3) M. ANTOINE, *Les comités de ministres sous ... Louis XV*, *Revue Hist. de droit français et étranger*, 1951, p. 214 ; *Le Conseil des dépêches ... Louis XV*, *Bibl. de l'Ec. des Chartes*, 1953, p. 153-157, *Le fonds du Conseil d'Etat du Roi*, Paris, 1955, p. 8, 14, 19, 64. *Les Conseils des finances sous le règne de Louis XV*, RHMC, 1958, p. 161.

(4) H. de JOUVENCEL, *Le Contrôleur Général des finances sous l'ancien régime*, Paris, 1901, est bien superficiel et insuffisant, M. MARION, *Machault*, op. cit. s'attache surtout aux problèmes fiscaux et financiers. M. ANTOINE, *Les Conseils des finances*, p. 166, n. 1, parle de « politique envahissante du contrôle général » et met en relief son rôle économique.

(5) E. LABROUSSE, *Esquisse du mouvement des prix ... au XVIII^e siècle*, Paris, 1932, p. 21-61. *La crise de l'économie française à la fin de l'ancien régime*, Paris, 1943, p. 7. M. BLOCH, *L'individualisme*, AHES, p. 350 et suiv. Rennes, 1953, vol. I.

(6) BACQUIÉ, op. cit., passim. Détails neufs dans Fréville. *L'intendance de Bretagne*, Rennes, 1953, vol. I.

(7) A. DE BOISLISLE, *Correspondance des Contrôleurs Généraux, 1783-1715*, Paris 1874-1897, 3 vol. PIGEONNEAU et de FOVILLE, *L'administration de l'agriculture au Contrôle Général des Finances*, Paris 1882.

— et si aisés à reproduire (1) — du Bureau du Commerce, n'aient toujours pas trouvé d'amateurs.

En vérité il reste énormément à découvrir dans ce domaine et il est superflu d'insister sur la valeur que des spécialistes de l'ancien régime sauraient accorder à de tels travaux.

Mais il faut constater que la période a toujours paru relever plus volontiers de l'érudition que de l'histoire (au sens « dramatique » où ce mot est parfois reçu (2). Le cardinal de Fleury, « politique » au premier chef, amateur de discipline, de travail sans hâte et d'attitudes « conservatrices », n'excite guère l'imagination ni les sentiments (3). Les cures de repos nationales contraignent moins l'analyse que les accès de fièvre ou les délires. Les événements y sont petits ; les crises, de dimensions médiocres. On pourrait aisément contester l'équité d'une telle attitude envers l'évêque de Fréjus et son gouvernement. Mais le Contrôle Général sous Orry qui assure avec fermeté, et malgré d'anachroniques intransigeances, une prospérité réelle, mérite-t-il la réserve qui continue de l'entourer ? Cette prospérité, elle n'existe pas sans doute dans tous les secteurs de l'économie et de la société. Mais il semble incontestable que le bilan final ait été positif (4).

Le conservatisme des méthodes, l'imagination bornée des solutions, les vices anciens persistants devraient-ils limiter l'intérêt et la valeur que l'on peut accorder à cette période ?

En fait, un certain nombre de travaux contemporains ont attiré l'attention sur certains aspects de ce qui, sans avoir été un « grand » ministère, fut néanmoins un « bon » ministère d'ancien régime (5). La présente publication toute limitée qu'elle est, souhaite apporter elle aussi, une contribution à ces études, et fournir en même temps des éléments de réponse, croyons nous, à un certain nombre des questions soulevées plus haut ; du moins elle peut inciter à en approfondir les solutions. Très rarement signalé, ce document n'est toutefois pas inconnu des historiens (6). Comme on le verra, sa valeur informative sur certains

(1) AN. F 12* 51 à 108. 1700-1791. Gros registres très clairement rédigés et écrits.

(2) Notation de E. PRÉCLIN dans *Clio, Le XVIII^e siècle*, I, p. 21 (concerne surtout l'histoire politique, mais est valable aussi bien pour l'histoire économique).

(3) Il n'aimait, selon Montyon, que « les gens de routine ».

(4) PRÉCLIN, *op. cit.*, p. 13. P. MURET, *La prépondérance anglaise*, éd. 1949, p. 237-243.

(5) C'est l'opinion de H. CARRÉ, P. GAXOTTE, P. MURET, M. LHÉRITIER.

(6) Les sources des études sur le Contrôle Général ignorent ainsi que celles sur l'administration du commerce. H. SÉE, cependant, l'a utilisé dans *La vie économique et les classes sociales en France au XVIII^e siècle*, Paris, 1924, p. 94, n. 1 ; 95, n. 2 ; 96, n. 1.

problèmes économiques n'est pas à négliger. Elle précise, complète (ou abrège en la synthétisant) les connaissances que nous avons d'autre part. En outre, le document n'est non plus sans valeur comme source d'histoire administrative, de cette administration trop négligée du Contrôle Général en tant que ministère de l'économie nationale.

*
**

Qu'est-ce que ce document ?

Nous le décrirons plus exactement dans un moment. Qu'il suffise dès maintenant de dire qu'il s'agit de deux cahiers cartonnés (H. 1520-H. 1521) contenant essentiellement :

1° le résumé de *certaines des résultats* d'une enquête économique prescrite aux intendants par le Contrôleur général le 12 juillet 1730 ;

2° les notes et réflexions d'Orry en commentaire à quelques-unes de ces rubriques ;

3° l'examen de points particuliers par les commissaires du Conseil au Bureau du Commerce (1). Avant d'analyser plus en détail le contenu de cette enquête, il faut indiquer déjà un motif de la trouver intéressante.

L'enquête est, on le sait, un procédé d'information systématique employé par les Contrôleurs généraux depuis Colbert, lequel avait été le premier à exiger des intendants des renseignements suivis (2). Certes, la correspondance entre le Contrôle et les généralités est constante et l'accumulation des « détails » qu'elle renferme est, en fait, une enquête continue. Mais les bureaux des finances et le ministre ont besoin de temps à autre de faire le point sur telle ou telle question, d'obtenir une synthèse commode de certains faits. Une circulaire le réclame alors des intendants. Et malgré l'inégalité des réponses, le résultat d'au moins

(1) H. 1520 contient les extraits de la correspondance Contrôle-Intendances. H. 1521 ceux des objets soumis à l'examen des Commissaires du Conseil. Mais les deux documents sont inséparables, le fonds des enquêtes d'intendants se partageant presque également entre l'un et l'autre cahier. Aussi parlerons-nous, le plus souvent du document.

(2) P. BOISSONNADE, *Colbert*, Paris, 1932, p. 17. C. W. COLE, *Colbert and a century of French mercantilism*, N. Y., 1939, I, p. 520. P. CLÉMENT, *Lettres ... de Colbert, 1859-1882*, 7 vol. G. B. DEPPING, *Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV*, Paris, 1850-1855, 4 vol. A. DE BOISLISLE, *op. cit.* ; et *Mémoires des intendants sur l'état des généralités*, Paris, 1881, t. I. Signalons que ces premières enquêtes furent accompagnées et amplifiées par des publications qui complétaient leurs résultats. Ainsi le *Tableau où l'on voit la description et l'histoire de chaque province du royaume*, Paris, 1694. Le *Dictionnaire de Moréri*, 1699, 4 vol. De PIGANOL DE LA FORCE, la *Description de la France*, 1718, etc...

une de ces enquêtes, celle de 1698, est demeuré justement célèbre en tant que source historique essentielle (1). L'analyse d'autres enquêtes (malgré le désordre ou la dispersion des documents) a permis, il n'y a guère, d'approfondir certains aspects de l'histoire agraire ou industrielle de la France (2).

L'enquête systématique destinée à fournir un tableau d'ensemble homogène est donc sinon une institution régulière, du moins un moyen assez souvent employé par le gouvernement pour connaître l'« *Etat de la France* » (3). Mais ici encore, entre les grands rapports à l'usage du duc de Bourgogne, et 1750 environ, l'information est plus lacunaire. Boislisle, pour la généralité de Paris, signale quelques enquêtes de 1724 et 1745-1750 (4). Il pense qu'elles durent être plus nombreuses, « de plus en plus approfondies et intéressantes » mais qu'elles ont dû disparaître, « vendues au poids ou envoyées au pilon » comme la plupart des archives administratives. Quelques-unes pourtant (souvent par une confrontation des fonds provinciaux d'intendance) sont retrouvées par l'historiographie contemporaine. Le P. de Dainville étudie une enquête d'Orry sur la population (5) ; B. Gille utilise l'enquête de 1744 et il signale aussi l'existence de mémoires isolés « rédigés par certains intendants pour des causes diverses » mémoires contenant « de remarquables précisions au point de vue économique » (6).

Certains de ces mémoires, existent en province et ce sont eux, justement, qui constituent une bonne partie des résultats de l'enquête de 1730 dont on retrouve des extraits dans notre document (7). Quelques-uns sont déjà connus : tel, celui de Fontanieu, intendant de Grenoble,

(1) H. SÉE. *Les mémoires des intendants de 1698 et leur valeur comme source de l'histoire économique*, Econ. History Review, 1928.

(2) M. BLOCH, *L'individualisme agraire*, A H E S, 1930, p. 552-554 (enquêtes de Bertin et d'Ormesson). M. ROUFF, *Les mines de charbons*, op. cit. p. 1 (une enquête a précédé l'important arrêt de 1744 définissant le statut des mines).

(3) Suivant le titre de l'ouvrage du Comte de BOULAINVILLIERS, *Etat de la France*, 1727, 2 vol. qui reproduit beaucoup des mémoires de 1698.

(4) *Mémoires des intendants*, p. LXIV, LXV. L'enquête de 1745-1750 couvre la plupart des aspects de l'activité économique de la généralité de Paris. Ibid. p. 444 et 650-657.

(5) *Un dénombrement inédit du XVIII^e siècle. L'enquête du Contrôleur général Orry (1745), Population*, 1957.

(6) *Les origines de la grande industrie métallurgique*, Paris, 1947, p. XV.

(7) FONTANIEU (Grenoble) 1730 B.N. Ms. fr. 8359. LE PELETIER DE BEAUPRÉ (Champagne), 1732. A.D. MARNE C. 2054. LA TOUR (Bretagne) 1733. B.N. Ms. fr. 8153. Egalement (mais hors des limites de notre document). PELOUX (Alsace) 1735 B.N. Ms fr. 8153. ANON. (Pau) 1739. AN. K. 1162. ANON. (Besançon) 1758 AN. KK. 1106.

de La Tour, intendant de Bretagne ou de Lallemand de Lévignen, intendant d'Alençon (1). Leur richesse, l'abondance de leurs détails, témoignent donc de l'importance de l'information réclamée par Orry le 12 juillet 1730, importance que le document que nous présentons permet aussi d'évaluer mieux.

Le 29 mai précédent, un règlement avait établi le « dernier né des conseils de gouvernement », le Conseil royal de Commerce (2). Cet organisme devait en principe siéger tous les quinze jours et devait, en principe encore, être pour le Commerce l'équivalent du Conseil des Finances pour les affaires financières. Il demeura cependant plus un simple « décor » qu'un véritable « rouage » de gouvernement (3). Le Conseil de 1730 d'une technicité aussi grande mais moins noble, peut être, que celui des Finances, n'intéressait guère certains des grands personnages qui devaient le composer (4). Et les questions économiques demeurèrent le domaine d'administrateurs spécialisés, ceux qui composaient le Bureau du Commerce (5) dont on sait le rôle directeur pendant toute la fin de l'ancien régime.

Les considérants du règlement du 29 mai 1730 dénotent pourtant une sollicitude véritable pour le développement du « commerce » (lisons : de l'économie générale) du royaume auquel « le Roi » (Orry en l'occurrence) désire donner « une attention suivie et une protection particulière ». Le Bureau du Commerce établi par les arrêts des 29 juin 1700

(1) H. SÉE, *L'industrie et le commerce de la Bretagne dans la première moitié du XVIII^e siècle d'après le mémoire de l'intendant des Gallois de la Tour*, Annales de Bretagne, 1921-1923, p. 187, 433. G. DUBOIS, *Une enquête de l'intendant Dauphinois Fontanieu : « Mémoires généraux sur les productions et le commerce du Dauphiné »*, Grenoble, 1932. L. DUVAL, *Lallement de Lévignen, intendant d'Alençon*, Caen, 1910. Les rapports de La Tour et de Fontanieu ont été utilisés par H. SÉE, H. FRÉVILLE, M. EGRET, P. LÉON dans leurs travaux sur la Bretagne et le Dauphiné. Voir plus loin.

(2) M. ANTOINE, *Le fonds du Conseil d'Etat*, op. cit. p. 8.

(3) BIOLLAY, *Essai sur l'Administration du Commerce*, p. 344. Sur les organismes qui depuis 1700 tentent de diriger les affaires du commerce (Conseil du 29 juin 1700), nouveau Conseil de Commerce, 4 janvier 1716, Bureau du Commerce, 21 Novembre 1715 puis, après la dissolution du Conseil de 1716, nouveau Bureau du Commerce le 22 juin 1722 — qui possède en fait, les attributions du Conseil de 1700, mais sans le titre — voir Bonnassieux et Lelong, *Inventaire... du Conseil du Commerce*, Paris, 1900, p. V-LXXII ; G. MARTIN, *La grande industrie en France sous Louis XV*, Paris, 1900, p. 13-30 ; M. ANTOINE, op. cit. p. 8, 19.

(4) Le cardinal de Fleury ; le maréchal de Villars, le duc d'Orléans ; le chancelier d'Aguesseau ; le comte de Maurepas, Secrétaire d'Etat de la Marine ; Bauyn d'Angervilliers, Secrétaire d'Etat de la Guerre ; Fagon, président du Bureau de Commerce ; Orry, Contrôleur Général des Finances. Ce Conseil ne rendit pas 10 arrêts au cours de son existence, 1730-1787. BONNASSIEUX-LELONG, p. XIV.

(5) Fagon, son président et les quatre intendants du commerce qui rapportent, d'Hauteroche, Rouillé, Angran, Lévignen, seuls commissaires qui siègent en permanence.

et 22 juin 1722 examinera et discutera « toutes les matières ordinaires du commerce, tant intérieur qu'extérieur et maritime » dont les délibérations seront rapportées par les intendants du commerce chacun pour les matières dont ils ont le département, auprès du Contrôleur général et du Secrétaire d'Etat de la marine quand ceux-ci n'auront pu y assister. Mais, dit encore le règlement, comme il faut qu' « un même esprit » gouverne et dirige le commerce intérieur, le commerce extérieur et maritime, un Conseil de commerce établira « une relation qui leur est si naturelle », et donnera à Sa Majesté tous les avis qui conviendront au commerce « sur tout ce qui conviendra de faire pour son entier rétablissement et son augmentation ». L'organisme nouveau aura un pouvoir de décision (et non pas seulement consultatif comme le Bureau) (1) afin « de rendre cet établissement utile à tous les marchands et négociants, et les Règlements concernant les manufactures y seront confirmés et arrêtés ».

Ce fut afin d'éclairer le nouveau Conseil et lui permettre de se mettre au travail que fut inaugurée l'enquête de juillet 1730 (2). Nous allons dire sous quelle forme elle se présente dans notre double document. Mais il peut être utile de reproduire (3) auparavant la circulaire par laquelle Orry la prescrivait aux intendants. On verra déjà l'ampleur des recherches demandées par le Contrôleur général :

« Monsieur, je vous ai envoyé le règlement du 29 mai dernier portant établissement d'un Conseil royal de commerce. La simple lecture a dû vous faire connaître l'attention et la protection particulières que Sa Majesté veut donner à cette partie du gouvernement; et afin que tous ses sujets puissent profiter des avantages de ce règlement, elle m'a chargé de vous demander des mémoires de la situation actuelle de votre province ou généralité. Premièrement, par rapport aux productions du sol, Sa Majesté désire être instruite si la récolte y est toujours suffisante

(1) Il n'expédie pas d'arrêts comme le Conseil. Ses avis, cependant, généralement suivis par le Contrôleur Général, sont formalisés en arrêt du Conseil d'Etat (au rapport du Contrôleur général ou du Secrétaire d'Etat intéressé). Le Bureau peut juger souverainement en évocation après arrêt rendu en Conseil des Dépêches, mais il se transforme alors en Commission extraordinaire du Conseil.

(2) A vrai dire l'idée semble avoir déjà appartenu à Le Peletier des Forts, puisque dès 1727 Lallemand de Léviguen, intendant d'Alençon faisait parvenir au Contrôleur, sur la demande de celui-ci, un mémoire sur l'état de la généralité. Voir plus loin, p. 56, n. 2. Orry aura repris ce souci d'information. H. FRÉVILLE souligne la même chose. *Op. cit.* I, p. 312.

(3) Après G. DUBOIS, *op. cit.*, p. 12-15.

pour la subsistance des habitants; si quelquefois elle ne l'est pas, et si quelquefois aussi elle donne plus de grains qu'il n'en faut pour la consommation d'une ou de deux années; quels sont les lieux dont vous tirez des blés lorsque la récolte n'est pas abondante; quels sont ceux où se portent les blés qui excèdent la consommation; leur prix actuel relativement aux mesures de Paris; le nombre des habitants de votre province ou généralité, parce que sans cette connaissance, on ne peut constater la quantité de blé nécessaire à leur subsistance.

Les éclaircissements que je vous demande par rapport aux blés doivent aussi s'étendre sur les autres productions du sol qu'il me paraît inutile de détailler ici. Marquez moi aussi la quantité de bœufs, moutons et autres bestiaux qui s'élèvent ou s'engraissent dans votre département, avec les moyens de les augmenter; même observation pour les haras et les chevaux; et vous porterez votre attention jusque sur les terres incultes ou abandonnées et sur les moyens de les remettre en valeur.

Les sub-délégués et les receveurs des tailles peuvent vous fournir, élection par élection, des mémoires sur tous les articles ci-dessus énoncés; je vous conseille toutefois de les consulter séparément, de faire la comparaison des mémoires des uns et des autres et de leur écrire ensuite sur les différences que vous y remarquerez car c'est le vrai moyen de perfectionner ce travail (1).

Secondement, par rapport aux productions de l'industrie, Sa Majesté veut être informée de toutes les manufactures et fabriques de draps, serges, et toutes sortes d'étoffes et ouvrages de laine, de velours, damas, satin, taffetas et autres étoffes et ouvrages de soie, de toile et toutes sortes d'ouvrages de fil, qui ont lieu dans votre province ou généralité; de l'état présent de toutes ces manufactures et fabriques : la qualité de leurs ouvrages, leur produit, leur consommation et leur débouchement; où se prennent les matières premières qui y sont employées; les droits d'entrée que payent ces matières et le nombre d'habitants que ces différentes constructions de l'art occupent et font subsister, le prix de la main-d'œuvre. Vous m'instruirez en même temps du nombre des manufactures et fabriques qui sont tombées, et les moyens de rétablir celles que vous jugerez nécessaires.

Vous me donnerez les mêmes éclaircissements sur les verreries,

(1) On aura noté le ton personnel et la précision appliquée de cette lettre qui est plus et mieux qu'une simple circulaire.

tanneries , papeteries et autres; parce que c'est sur ces différentes connaissances que je puis rendre compte au Roi de l'Etat présent du commerce et recevoir ses ordres pour son entier rétablissement et son augmentation. En un mot Sa majesté veut être exactement informée de tout ce qui peut intéresser la subsistance de ses sujets, soutenir les manufactures et fabriques, et rétablir le commerce.

Je ne doute pas, Monsieur, que vous ne travailliez aux mémoires et états que je vous demande, avec toute l'exactitude et toute l'attention que l'exige un objet intéressant le bien de l'Etat; je vous exhorte donc d'entrer avec soin dans tous les détails nécessaires aux éclaircissements dont j'ai besoin.

La première chose qui me paraît que vous avez à faire est d'ordonner aux Inspecteurs des manufactures de votre département de venir vous en rendre compte; mais comme ils pourraient peut-être n'en être pas suffisamment instruits, et que d'ailleurs ils ont presque tous négligé l'observation des réglemens faits au sujet des manufactures, vous écrirez à vos sub-délégués de vous adresser des mémoires bien exacts de la situation où elles ont été, de celles où elles sont; de vous marquer si les ouvrages s'y font conformément aux réglemens, tant par rapport à la forme qu'à la qualité de la chose manufacturée, et suivant ce, les arrangements ou les réglemens qu'il convient de faire pour y remédier.

Vous pourriez aussi tirer quelque connaissance des plus habiles négociants de votre province ou généralité. A mesure que vous aurez travaillé une branche de commerce vous me l'envoyerez.

Comme cette lettre est circulaire, je n'ai pas cru devoir entrer dans le détail des productions du sol qui sont particulières à votre département ni dans celui des différentes manufactures et fabriques qui y sont établies. Ainsi vous supplérez à ce que je ne vous ai pas marqué. La matière est grande mais elle ne demande que de l'ordre et une attention suivie, dont je vous crois capable.

Mettez moi donc, le plus tôt que vous pourrez, par des réponses exactes, réfléchies et décisives, en état de faire à Son Eminence et ensuite à Sa Majesté un rapport avantageux de votre travail; et soyez persuadé que je n'oublierai certainement rien de tout ce qui pourra le faire valoir et mériter les grâces de Sa Majesté.

Je suis, Monsieur, votre très humble et très affectionné serviteur,
Orry ».

Certains intendants ne semblent pas avoir répondu (1). La plupart le fit cependant, et comme nous l'avons dit, les meilleurs de ces rapports sont une précieuse source pour l'histoire économique des généralités d'où ils émanent. Orry dut cependant (le document l'indique) envoyer de nombreuses lettres de rappel. En outre d'autres lettres réclamèrent des précisions et des détails supplémentaires. Si bien que l'enquête initiale se mua, au cours de sept années, en une correspondance régulière sur cette information « statistique ».

Ce sont des extraits de cette enquête que nous trouvons consignés dans les registres que nous publions. Ceux-ci ne forment à proprement parler qu'un aide-mémoire destiné à un « travail », ou plutôt à la « suite » d'un travail antérieur (c'est le titre exact des registres) du Contrôleur général (2). Ce « travail » porte sur des points particuliers qui retiennent l'attention d'Orry soit par leur nature originale, soit par les similitudes qu'ils possèdent entre eux ; il rappelle brièvement des questions déjà traitées ou à traiter. Parfois un point a du sembler d'importance et mériter alors des « observations » qui peuvent se révéler très informatives.

Il va sans dire qu'en raison de sa composition faite de simples extraits le document est moins complet que les mémoires originaux d'une généralité particulière. Il ne saurait donc remplacer des rapports comme ceux de Fontanieu, de Lévignen ou de La Tour. Mais il les complète souvent ; et comme il contient aussi des détails portant sur des généralités dont on connaît peu les rapports provoqués par cette enquête, il gagne en ampleur de perspective ce qu'il perd en richesse d'information particulière. Ainsi, malgré la qualité fragmentaire de ses résultats, il a donc une valeur documentaire certaine.

Mais il n'y a pas que le dialogue entre le Contrôle et les intendances. Une autre section administrative apparaît également ; c'est le Bureau du Commerce dont le fonctionnement s'esquisse à travers le découpage des affaires entre ses divers départements.

La communication aux commissions du Conseil est une procédure destinée à permettre au Conseil de statuer après avis du Bureau spécia-

(1) Rien de La Galaisière (Soissons) ; de Tourny (Limoges) malgré de nombreux rappels du Contrôleur Général en 1731, 1732, 1733, 1736. Rien de Vanolles (Besançon), malgré cinq lettres d'Orry. Manquent les départements de Lyon, de Roussillon et de Moulins.

(2) Cela peut aider à éclairer la méthode du « travail » ministériel. M. ANTOINE soulève la question du « travail » du roi, très différent de caractère mais non peut être, d'organisation technique. Voir, *Le fonds du Conseil d'Etat*, p. 10.

lisé (1). Ainsi voit-on dans le second registre (H. 1521) les commissaires être saisis, chacun selon son département, de certaines informations contenues dans les mémoires des intendants. Le plus souvent, ces informations sont différentes de celles qui ont été déjà examinées par le Contrôleur général (premier registre H. 1520) ; parfois, mais plus rarement, elles sont identiques. En fait, ce second registre complète le premier. Le découpage des affaires renseigne assez bien sur les spécialités des différents départements des commissaires (2). Ces derniers, administrateurs spécialisés dans ces questions, ont des compétences et des titres particuliers. Ce sont d'abord les membres du Bureau du Commerce : Fagon, son président ; Maurepas, Secrétaire d'Etat de la marine ; d'Angervilliers, Secrétaire d'Etat de la guerre ; puis les quatre intendants du commerce, Rouillé, Lévignen (3), Angran (4) et d'Haute-roche (5). A ce Bureau sont adjoints les intendants des finances, de Baudry, Amelot de Chaillou, Trudaine et de Gaumont. Enfin d'Ormesson, maître des requêtes, conseiller d'Etat et futur intendant des finances.

Avouons toutefois que le registre H. 1521 est bien loin de donner une idée, même partielle de l'activité des commissaires, et en particulier des membres du Bureau du Commerce entre 1730 et 1737. Pour ces derniers, ce sont les procès-verbaux des séances, les plunitifs des délibérations qui la révèlent (6). D'autre part, sur les personnalités qui apparaissent, rien qui permette de déceler des nuances de pensée ou d'attitude. Le document est, il faut le dire, purement utilitaire et imper-

(1) M. ANTOINE, *ibid.* p. 28.

(2) L'attribution à chacun des intendants du commerce d'un département industriel spécialisé ne date que de 1744. La division géographique à la date de notre document (1730-1737) ne semble pas nette. Une même généralité peut être attribuée à des administrateurs différents. (Par exemple Caen se trouve à la rubrique d'Ormesson, Angran, de Gaumont, pour des problèmes très similaires). Cependant Maurepas n'est saisi que des questions maritimes et des haras — dont il est directeur général. De Baudry ne s'occupe que des bois.

(3) Démissionne en 1734, en faveur de Persan dont le département apparaît dans ce registre.

(4) Le registre des délibérations du Bureau du Commerce porte la mention suivante : « On ne trouve point dans ce registre la signature de M. Angran au pied des délibérations prises à son rapport parce qu'il est décédé au mois d'avril 1733 et que le dit registre ne s'est trouvé en état d'être présenté à la signature qu'en 1734 ». AN. F 12* 80. Megret de Sérilly succèdera alors à Angran le 27 août 1733.

(5) Manque la rubrique du département d'Hérault, lieutenant général de police, membre de droit du Bureau, pour Paris, dont on voit au reste l'avis sollicité (voir p. 91). Manquent également les avis des députés du commerce (mais ils ne sont pas, certes, commissaires du Conseil) dont l'opinion transparaît cependant çà et là dans certaines discussions.

(6) AN. F 12 688* à 691. F 12* 141 et suiv. F 12* 171. F 12* 77-84. F 12* 693-703 et suiv. F 12* 681 et suiv.

sonnel. Mais aussi n'avons nous ici que l'attribution pour avis de certains des points auxquels nous avons vu le « travail » du Contrôleur général se limiter. On sait, au reste, que les problèmes qui sollicitent tous ces administrateurs sont extrêmement variés et bien plus vastes que les sections de notre document qui les concernent le laissent croire. Mais, déjà, la connaissance de toutes les rubriques qui forment l'enquête réclamée par la circulaire de juillet 1730 et les commentaires qu'elles doivent provoquer de leur part, pour être ensuite rapportés au ministre, révèlent le rôle essentiel des commissaires en tant que conseillers du Contrôle. Rôle de conseil, mais dont on sait aussi qu'il fut parfois initiateur. Contrôle général et Bureau de Commerce, c'est là le directoire économique du royaume.

Aussi, presque autant que l'exposé des points de détail ou des problèmes locaux, c'est l'esprit de la direction économique tel qu'il apparaîtrait dans ces pages, qui aura de quoi nous retenir.

*
* *

Examinons maintenant le contenu et l'esprit de nos deux cahiers.

I) L'enquête et sa discussion par le Contrôle général (H. 1520).

L'enquête porte sur trois points principaux : 1) les productions de l'industrie; 2) celles du sol; 3) les conditions des métiers et du commerce.

L'industrie : (1)

Trois groupes d'industries retiennent particulièrement l'attention du Contrôle général : le textile, la métallurgie, et des industries diverses.

De nombreuses notations confirment ou précisent nos connaissances sur l'industrie textile à cette époque (2). Qu'il s'agisse des industries

(1) Le nombre des ouvrages concernant l'industrie sous l'ancien régime est extrême. Les plus utiles ici seront ceux de G. MARTIN, B. GILLE, P. LÉON, A. RÉMOND, P. M. BONDOIS, *op. cit.* Egalemeut E. TARBE, *L'industrie dans les campagnes à la fin de l'ancien régime*, Paris 1910. F. DORNIC, *L'industrie textile dans le Maine... 1650-1815*. Le Mans, 1955.

(2) Eléments de bibliographie dans P.M. BONDOIS, *op. cit.* p. 163, n. 183. H. SÉE, *L'industrie et le commerce des toiles dans le Bas-Maine*, 1928 ; *Histoire économique*, t. I, *op. cit.*

de la laine ou des textiles végétaux (lin ou chanvre) le Contrôle prend note de celles des entreprises qui ont besoin d'être relevées ou soutenues. Il réclame des suggestions de la part des intendants, propose parfois des encouragements, des gratifications ou des dégrèvements. La bonneterie, la toilerie fine, la chapellerie, la tapisserie le retiennent. Mais pour la plupart de celles-ci, comme pour la draperie ou la toilerie ordinaires, son souci est bien de maintenir ou de renforcer la qualité, non seulement par la stricte observation des règlements, mais même par la promulgation de nouveaux textes généraux ou particuliers (1). Nombre d'intendants (Fontanieu, Lévignen, Harlay) préviennent ou confirment ses suggestions à cet effet. Sans doute le ministère connaît-il la responsabilité des taxes exagérées ou abusives dans la crise des industries, ou les conséquences du manque de capitaux qui paraît toujours sévir. Mais il veut en accuser aussi la négligence supposée des inspecteurs des manufactures, le relâchement des maîtrises et surtout le manque d'organisation corporative de ces industries en de nombreuses régions. Donc, renforcement de la réglementation et développement de l'organisation corporative dénotent cet esprit anti-« libéral » bien connu.

Outre cette surveillance que le ministère désire voir s'exercer sur les métiers « libres », même dans les plus pauvres régions, il prétend encore imposer de veiller soigneusement à la perfection des produits : nombre suffisant de fils dans la bonneterie ; largeur réglementaire des pièces d'étoffe ; exactitude des dénominations ; plombs de contrôle et de garantie (2). Toutes règles susceptibles, croit-on, de faire regagner à ces fabriques les faveurs de la clientèle étrangère (car le souci mercantiliste de l'exportation s'exprime comme un leit-motiv tout au long du document). Dans certaines villes, Valence, Orange, sièges d'Universités, le Contrôleur prend note de l'« antipathie » qui existe pour les manufactures et désire y porter remède. Ce souci de relever ces industries s'explique parfois aussi par l'intérêt de maintenir occupés d'« excellents ouvriers » comme à Pont-Audemer, ou de favoriser d'habiles filateurs comme Decretot, de Louviers. En d'autres régions, en Flandre

(1) Le *Recueil des règlements généraux et particuliers* date de 1730 et contient 149 documents réglementaires en 4 vol. in 4° et 2 vol. supplémentaires.

(2) Excellent exemple de l'ambitieuse minutie de l'esprit réglementaire dans l'avis des députés du commerce du 19 décembre 1732 : Les textiles sont soumis à 3 visites. Le plomb est apposé à la deuxième. Les députés se plaignent de ce que, à la foire de Bordeaux en 1732, les pièces de Saintonge n'ont pas la largeur ou l'aunage réglementaire selon l'arrêt du 12 août 1729. L'inspecteur, Fonfreyde est trop libéral et, disent les députés, « il faut tenir la main à l'exécution des règlements généraux ». La confiscation, la saisie des pièces frauduleuses doivent bien marquer cette sévérité. AN F 12*, 699.

par exemple, il s'agira de protéger les textiles du crû, toiles et batistes, contre la concurrence des étoffes « étrangères » comme les mousselines.

Le Contrôleur général relève également certains détails parmi les notations qui lui parviennent sur la situation des industries extractives et métallurgiques de la Normandie, des Trois Evêchés, de l'Alsace. Les renseignements sont fragmentaires mais non sans intérêt. En Normandie le fer est cher car, en temps de paix, le minerai s'exporte en Angleterre. D'autre part, les propriétaires de bois, conscients de la valeur de leurs possessions pratiquent une politique de prix élevés (la crainte d'une disette de bois, thème constant des écrits économiques du siècle, se révèle déjà ici). Mais dans les Vosges le Contrôleur général suggère de trouver un débouché aux bois « qui y restent sans aucune utilité », par l'établissement de forges, martinets et verreries, à quoi l'intendant de Creil répond fort pertinemment que les bois de sapins, sans grande valeur pour ces industries, sont trop susceptibles d'incendies.

Autres industries, encore, qui reçoivent de l'attention : les raffineries de sucre d'Orléans; les tanneries et les industries des cuirs, très importantes, et dont il faut surveiller la perfection ; les papeteries (Normandie, Dauphiné, Auvergne, Poitou) dont on désire élever et standardiser la qualité et qui constitueront un des principaux chapitres industriels de l'administration d'Orry (1).

Les productions du sol :

Moins indifférent envers les problèmes de l'agriculture qu'on ne le croit communément (2), le ministère de cette époque adopte envers eux une double attitude faite de réglementation et d'encouragement. Réglementation, bien entendu, pour la qualité des produits, depuis les farines de minot exportées aux « Iles » pour lesquelles sont projetés des bluteaux standardisés, jusqu'à la production chevaline. Réglementation (célèbre elle aussi) (3) de la culture de la vigne : depuis 1731 dé-

(1) Sur les papeteries voir A. ALIBAUX, *Les premières papeteries françaises*, Paris, 1926. Et P.M. BONDOIS, *op. cit.*, p. 181. Sur les cuirs, H. DEPOIS, *Recherches sur l'état de l'industrie des cuirs... pendant le XVIII^e siècle*, Paris, 1932.

(2) Très peu de choses sur l'agriculture ou la politique agricole de la première moitié du siècle. Importants aperçus dans Marc BLOCH AHES, 1930, *op. cit.*, et dans les ouvrages relatifs aux intendances : H. FRÉVILLE (Bretagne) ; M. LÉHERITIER (Limoges et Bordeaux). Cf. Aussi notre ouvrage, *Agronomie et agronomes en France au XVIII^e siècle*, 1958, I, p. 122. (exempl. ronéot.).

(3) R. VIVIER, *Les essais de limitation de la culture de la vigne en Touraine*, RHES, 1938.

fense de nouvelles plantations ; projets pour faire convertir des vignobles en pâturages. L'administration économique s'insinue décidément partout. Elle entend pourchasser les chèvres qui ravagent les bois de Provence. Elle désire « forcer » tels laboureurs d'élever des bœufs ; d'autres à conserver leurs veaux femelles ou leurs agneaux, ayant en vue, soit l'approvisionnement de la capitale en viande, soit l'abondance des laines. Le souci de cette dernière production fait suggérer d'interdire aux bergers provençaux la transhumance en Piémont et la vente des laines du Dauphiné aux manufactures du roi de Sardaigne, signes d'une vive rivalité manufacturière. Mais le Contrôle doit constater la puissance des appels économiques comme l'invincibilité des privilèges d'une ville de vocation exportatrice comme Marseille.

En ce qui concerne les « bleds », surveillance, également, de leur commerce, de leur « emmagasinement » par les marchands. Cette crainte perpétuelle de la famine des grains (naturelle ou provoquée) fait encourager l'établissement de « greniers d'abondance » dont la critique deviendra un des thèmes favoris de l'école physiocratique. Cependant, le projet de Fontanieu (destiné surtout à l'approvisionnement militaire) combine non sans ingéniosité crédit rural et stockage des blés. Moins heureux et plus impraticables, les projets de réglementer la quantité de blés d'Espagne (maïs) semés dans les métairies de Guyenne, ou de changer de culture les terres servant au tabac dans la généralité d'Auch.

Mais le Contrôle apprend aussi que des modérations de droits sur les vins d'Anjou et de Touraine pourraient les faire rechercher par les marchands flamands, grands intermédiaires dans ce commerce.

Une rubrique particulièrement intéressante est celle des défrichements. Déjà se manifestent spontanément des entreprises en ce sens : défrichements sur les pacages d'Auvergne auxquels s'opposent Trudaine, puis Rossignol, intendants de la généralité. Le ministère approuve cette protection de l'élevage et il recherche, en bien d'autres régions, les moyens d'étendre aux dépens des terres incultes les pâturages et la culture. C'est même là un sujet d'études qu'il propose à nombre d'intendants. Projets de défrichements dans les généralités de Poitiers, de Bordeaux, de Languedoc, de Caen, etc. Le Contrôleur général se montre impatient de prodiguer des encouragements aux défrichements en Languedoc ; curieux des méthodes anglaises pour mettre en valeur les terres incultes. Il apprend les dangers de l'écobuage sur les terres trop maigres. Mais, déjà, ces projets « défricheurs » soulèvent la question du triage des landes soumises aux « usagers ». Seul l'appât d'un tel

avantage (dans les limites de l'ordonnance des Eaux et Forêts de 1669) pourra, dit un mémoire de sub-délégué, engager les seigneurs à « bonifier » les landes. Cependant les grands-maîtres des Eaux et Forêts veillent, semble-t-il, au maintien en l'état des « bois », même sous la forme dégradée de landes. (Tout ceci ne devait changer que bien plus tard. Mais les intentions d'Orry et les réponses qu'il s'attire sont déjà annonciatrices de la politique des « défrichements » d'après 1761) (1).

Ces intentions ne sauraient porter préjudice, d'ailleurs, au souci du rétablissement des bois (2) dont la situation engage à faire établir des pépinières d'ormes en Alsace, par exemple, et à « contraindre » les habitants à semer du gland.

Telle qu'elle apparaît, la politique agricole de l'administration ne peut passer sans doute pour « libérale ». (Remarquons à ce propos que celle de la période suivante, la politique de Bertin, d'Ormesson, de L'Averdy, sera tout aussi contraignante, au fond; mais différemment) (3). Néanmoins un intérêt vivant se manifeste pour certains problèmes de l'agriculture; et dans la perspective que nous savons d'une « reprise » des prix ruraux (4) il y a là un aspect sinon de dirigisme pur, du moins d'orientation consciente qui mérite d'être relevé.

Problèmes économiques de la mer : (5).

Les généralités côtières de l'Atlantique font parvenir au Contrôle plusieurs détails concernant leurs problèmes particuliers, comme la vente du sel grevée de droits trop différents, ou la réfection des chaussées et des digues. Les techniques de la pêche, les querelles sur la façon de la pratiquer (6), les charges exagérées qu'elle supporte sont ainsi parfaitement exposées par la généralité de Poitiers ou celle de Caen. On voit de Vatan, intendant de cette dernière généralité, songer à rendre à

(1) *Agronomie et agronomes*, II, p. 1042, 1059.

(2) Crainte perpétuelle d'une disette de bois. M. ROUFF, *Les mines de charbon en France au XVIII^e siècle*, Paris, 1922, p. 26-32. « Pourtant n'exagérons pas le danger ». Réflexion de P. LÉON pour le Dauphiné (*op. cit.*, I, p. 19) valable en nombre d'autres régions.

(3) M. BLOCH a signalé qu'avant les ministres réformateurs cités ci-dessus, Orry était intervenu par circulaire du 29 juin 1731 pour consacrer officiellement la mise en défens des regains. *Op. cit.*, AHES, 1930, p. 342.

(4) Mouvement de hausse à partir de 1726 environ. LABROUSSE, *Esquisse*, p. 362.

(5) Voir P.M. BONDOIS, *op. cit.*, p. 182; et E. DARDEL, *Etat des pêches maritimes sur les côtes occidentales de la France au début du XVIII^e siècle*, Paris, 1941.

(6) Querelles de toujours et qui continuent de notre temps, sur les mêmes points.

Cherbourg son caractère de « clef du royaume » (1). Toutes notations qui dénoncent une sollicitude très marquée envers ces problèmes dont la solution paraît essentielle pour l'économie particulière des régions côtières.

Les conditions des métiers et du commerce : (2)

Inutile de redire l'esprit réglementaire qui anime le ministère ainsi que ses pressions pour développer la surveillance corporative. On en trouvera, dans plusieurs des pages qui suivent, des exemples concrets et bien significatifs.

Mais on discute aussi de mesures pour soulager des assujettis à la taille, pour diminuer les droits ou les obstacles qui pèsent sur certaines denrées, à la production ou pendant leur transport (ces derniers soulevant de délicats problèmes avec la Ferme générale).

Plus importante encore apparaît l'action entreprise par les intendants, avec l'accord du ministère qui s'y intéresse fort, pour multiplier et améliorer les voies de communication, les ponts et chaussées, les digues, etc. De nombreuses rivières sont touchées par des projets (et parfois par des réalisations effectives) de régularisation ou d'aménagement.

Le commerce extérieur, étranger ou colonial, provoque souvent le ministère à demander quels sont les moyens de le développer ou de l'encourager : commerce avec l'Espagne, l'Angleterre, le Piémont, les Pays-Bas. Unanimes, les intendants préconisent l'abaissement des droits de sortie et l'évolution vers une politique tarifaire plus ouverte. Mais l'hostilité persiste contre certains produits susceptibles de concurrencer ceux de France : textiles exotiques, harengs de Hollande. La Compagnie des Indes et ses monopoles sont parfois mis en question par des intendants. Enfin, dans cette perspective, on accordera un intérêt particulier à la longue consultation de Moreau de Séchelles, intendant de Hainaut, sur les obstacles apportés par les douanes autrichiennes dans la vallée de la Meuse, épisode fort précis des relations tarifaires entre la France et l'Empire sur cette importante voie commerciale.

(1) Les travaux furent commencés en 1736; après une interruption due à la guerre, en 1758 (destruction par les anglais) ils reprirent en 1763. En 1788 Louis XVI visita la célèbre digue.

(2) Ici encore bibliographie de complément très abondante. Sur les corporations et l'organisation corporative, voir surtout E. MARTIN SAINT-LÉON ; Fr. OLIVIER-MARTIN (1938 ; E. COORNAERT (1941). Sur les voies de communications, E.J.M. VIGNON (3 vol., 1862), Letaconnoux (RHMC, 1908-1909), Appolis (1941).

II) L'enquête et sa discussion par les Commissaires du Conseil (H. 1521).

Le Bureau et les intendants du Commerce, les secrétaires d'Etat intéressés reçoivent, dans ce second registre, des avis et proposent des discussions sur chacun des points relevés ci-dessus. Sans les reprendre un à un, essayons seulement de définir la politique économique générale telle qu'elle se révèle dans ce document.

Dans ces sections à l'en-tête des commissaires du Conseil, les questions industrielles sont sensiblement plus abondantes et plus détaillées que les questions agricoles (celles-ci néanmoins ne manquent pas sur les haras, les défrichements et les bois) (1).

La section la plus étendue est celle du département de Fagon, président du Bureau, qui relève surtout de nombreux points dans le rapport de Harlay, intendant de Paris. Les extraits de l'enquête de celui-ci révèlent un esprit très dirigiste et réglementaire. Harlay rappelle la nécessité du maintien des règlements manufacturiers de Colbert (1667, 1669). Consultés sur ce point, les députés du commerce renchérissent et proposent une publication annuelle par les inspecteurs des manufactures des dispositions pour le contrôle des productions : largeur des étoffes, qualité, visite, plombage. Pour la généralité de Paris, Fagon est consulté pour l'attribution éventuelle de la connaissance de tous les problèmes manufacturiers aux maires et échevins afin de renforcer encore la surveillance. Tout, cependant, n'est pas toujours néfaste dans cette centralisation dirigiste : ainsi le projet qui tend, en uniformisant la juridiction des faillites, à éviter l'absorption de ce qui peut rester d'argent aux faillis défunts par les tribunaux variés qui en connaissent jusqu'alors. L'intendant propose également des subventions aux manufactures, des encouragements aux maîtres besogneux des fabriques de serges « qui

(1) Le bureau de Commerce a influencé l'agriculture dans la mesure où il a orienté la production ou le commerce de certains produits. Exemple : « Graines de lin, de colzat... défense d'en faire sortir. *Garance*, défense de faire sortir des plantes ou racines de garance de Lille et la Châtellenie » (1730-1732) « Gratifications à ceux qui la cultivent, 1748 ». *Inventaire* des dossiers de Rouillé. A.N. F. 12 171. Dans l'*Inventaire* du département de Fagon (A.N. F 12 171) on trouve des dossiers sur les fromages d'Auvergne, la culture du riz en Dauphiné (1743), la distillation des vins (1742), le « varech ou vracq » (défense de couper cette « herbe » - 1732), la « farine de minot qui se transporte de La Rochelle aux colonies », 1732, etc.

tombent sous le poids des impositions ». Et il note, en 1733, que les marchands exportateurs se ressentent encore des effets du système de Law. Dans le reste de la généralité de Paris, il signale les centres manufacturiers qui sont en décadence. Plusieurs remèdes sont proposés : 1° Institution d'un tarif uniforme dans les six principales villes de la généralité ; 2° promotion de facilités pour l'acquisition et la réception des matières premières (au bénéfice des soieries de Tours notamment) ; 3° surveillance attentive de la perfection dans la fabrication (grosseur des aiguilles à tricoter, nombre de fils à la trame, unification des plombs, signes distinctifs pour les tissages de qualité comme ceux d'Amboise) ; 4° obligation pour les ouvriers non maîtres de se faire recevoir à la maîtrise ou de se soumettre aux visites des jurés (nombre de notations intéressantes, à ce propos, sur l'égoïsme des titulaires de maîtrises). Partout, dans la généralité ce ne sont qu'observations pour avoir les règlements respectés et les inspecteurs devenir moins « négligents ». Qu'il s'agisse des tanneries, de la tonnellerie, de la tonte des moutons, de l'apprêt et de la teinture des laines, rien ne doit échapper à la surveillance. Tout doit obéir à la fabrication selon l'esprit et la lettre des règlements, sous peine de poursuites et de saisies. Une telle surveillance, pour étouffante qu'elle apparaisse, n'en dénote pas moins un souci réel d'amélioration, mais évidemment fort mal entendu.

Il faut, selon les autres administrateurs, que tout concorde pour soutenir et stimuler le commerce. La tutelle de la fabrication sera accompagnée de facilités compensatrices pour l'écoulement et la distribution des produits : réparation des routes, canalisation des rivières, « arrangements » avec l'étranger pour y écouler les soieries ; mais, par contre, interdiction formelle d'exporter de la matière à ouvrer ou des métiers à tisser dont ne bénéficient que trop nos rivaux acharnés, les Anglais et les Hollandais. On notera la curieuse discussion introduite par le rapport de Bignon, intendant de la Rochelle, sur les plaintes des négociants exportateurs vers St-Domingue, auxquels il est souvent dû de l'argent par les colons « insulaires » et sur les moyens de contraindre ces derniers par la saisie de leurs esclaves nègres (1). Des prescriptions ou des questions analogues se retrouvent dans les sections consacrées aux généralités de Bordeaux, de Caen, de Bretagne, d'Auch, de Bourgogne, de Metz, d'Alsace ou de Hainaut. Elles sont remplies elles aussi,

(1) Plus loin, p. 135-137.

de notations sur l' « infidélité » des maîtres et des ouvriers, sur la nécessité de revenir aux pratiques techniques d' « autrefois », sur la « paresse » de certains producteurs. Il serait fastidieux d'énumérer ici la variété des exigences qui frappent toutes les productions depuis les textiles jusqu'aux cuirs.

Mais en regard de ce contrôle tatillon et nostalgique d'un passé de meilleur ordre, croient-ils, les administrateurs s'emploient avec diligence à rechercher d'autre part, des remèdes pour stimuler la vie économique. A la vérité, ce n'est pas d'une véritable « politique » économique d'ensemble mais bien d'aménagements locaux qu'ils discutent. Certains proposent des moyens pour rouvrir des marchés étrangers. Le rapport sur la Bretagne note les causes de la décadence du commerce de Morlaix avec l'Angleterre, qui est due à des employés locaux prévaricateurs ou brutaux. A la frontière espagnole, celui d'Auch suggère l'abaissement des droits de sortie sur les étoffes pyrénéennes et d'importation des huiles et laines qui approvisionnent ces fabriques. Il faudrait retrouver pour les étoffes de Comminges leurs débouchés antérieurs en Hollande, en Italie et à Malte. Au nord du royaume, les fabricants de Sedan devraient pouvoir tirer leurs laines de l'intérieur du pays sans payer de droits. Les lins nécessaires aux toileries de Valenciennes devraient être exempts de droits de sortie et d'entrée. Les tanneries de cette ville et de Givet devraient être dégrevées de droits pour leur permettre de soutenir la concurrence de celles de Dinan et de Namur.

Aide à l'exportation, légitime dans son principe, et qui pourrait en développant la fabrication, exciter de « l'émulation dans la jeunesse ». Mais le protectionnisme et l'interventionnisme sont également vigilants: plaintes des maîtres de la généralité de Metz contre le stockage anticipé des laines de Bourgogne par des marchands des autres provinces, ou contre la concurrence qui leur est faite par les marchands juifs. Le rétablissement des tanneries, des fabriques d'armes et de faux de Sedan exigent que soient protégées ces manufactures contre les exemptions dont jouit Charleville et élevés les tarifs à l'importation sur les productions allemandes de même nature.

Remarques similaires pour les généralités de Lyon et de Grenoble, au département de Rouillé. Mais, ici, les intérêts opposés réclament une politique exportatrice nuancée. Le Dauphiné s'oppose à la sortie de ses draperies en blanc hors des limites de la province, à cause, prétend-il, de la médiocre qualité des teintures de Lyon et de Genève qui les apprêtent, ruinant ainsi le commerce qui s'en faisait en Suisse, en

Italie et en Allemagne. Lyon, de son côté, souhaite au contraire pouvoir continuer à exporter des soies teintées, par crainte que l'Italie et la Hollande ne la remplacent dans cette industrie et ne s'emparent de ses marchés.

Réglementation encore, proposée par les intendants pour les papeteries de la généralité d'Alençon qui ressortit au département de M. de Lévignen. Elle concerne la marque des feuilles de papier, leur qualité, leur présentation à l'instar des règlements de Rouen. Elle envisage de soumettre ces papeteries à des visites soigneuses et à des amendes en cas de contraventions. Ces propositions, répond l'intendant du Commerce, vont dans le sens des règlements existants ou à paraître pour les papeteries d'Auvergne, de Limousin, d'Angoulême, de Normandie.

L'intendant du Commerce, Angran, doit s'occuper des propositions de Lallemant de Lévignen, intendant d'Alençon, concernant l'apprêt, le contrôle et la marque des cuirs de sa généralité, la surveillance des tanneurs de campagne. Le Pelletier de Beaupré, intendant de Champagne qui note la mauvaise qualité des clous fabriqués dans son département propose un règlement soumis au rapport de M. d'Hauteroche, autre intendant du Commerce, pour que l'évaluation du poids obligatoire « au millier », n'empêche qu'on ne ménager la matière ». D'Hauteroche confirme d'autre part les dispositions réglementaires concernant les toiles proposées par M. de Vatan, intendant de Caen, et signale, à la date du 28 juin 1735 que le Bureau du Commerce « suit actuellement toutes les manufactures de toiles du royaume ».

En somme, et sans multiplier les détails, il est évident que dans tout ce qui regarde la fabrication des produits de l'industrie et leur débit, la surveillance est extrême. Parfois, mais bien rarement, à juste titre. Le plus souvent la minutie comme la sévérité de l'ingérence administrative apparaît exagérée. Cette tutelle, réclamée souvent par les fabricants eux-mêmes, si néfaste qu'elle ait pu être, n'empêcha pas cependant un sensible développement de diverses industries. Mais malgré les quelques encouragements qu'ils proposent, les administrateurs semblent refuser d'apercevoir quel handicap et quelles entraves représentent ces organisations techniques et ces structures imposées.

Trois sections de ce second registre offrent un intérêt particulier à cause de leur originalité propre : celle de Maurepas concernant les haras, la pêche et le commerce colonial ; celle de M. de Baudry consacrée aux bois ; et celle d'Amelot de Chaillou qui traite des terres incultes.

Maurepas est à cette date non seulement Secrétaire d'Etat de la marine mais aussi Directeur général des haras (1). La politique chevaline qu'il contrôle confirme, par ce que nous en apprenons ici, les conclusions de l'étude de R. Musset (2). Les observations des intendants qui lui sont soumises dans ce domaine vont bien dans le sens d'une production chevaline contrôlée (multiplication des étalons royaux, renforcement du rôle des gardes-étalons) et orientée. On désire « obliger » les laboureurs de Senlis de reprendre l'habitude d'élever des juments « pour multiplier les chevaux de harnais aux environs de Paris » ; généraliser, grâce à des gratifications, le système des gardes-étalons dans la généralité de Bordeaux ; y introduire des chevaux du nord ; relever la race des chevaux bretons dont on attribue l'abâtardissement (supposé) à la « liberté » relative de la monte, etc. Les défauts d'un système parfois absurdemment contraignant peuvent être perçus dans tous ces paragraphes.

Maurepas a aussi à connaître des doléances de l'élection de Valognes dans laquelle la réglementation des filets de pêche gêne considérablement le « bas-peuple ». Il lui faut entendre également celles des négociants de Nantes et de St Malo sur les conditions de leur commerce en Guinée et en Amérique. Les négociants se plaignent du monopole de fait de la Compagnie des Indes dans la traite, de la concurrence manufacturière anglaise et hollandaise. La solution qu'il proposent tend, naturellement, au renforcement de l'exclusif : réserver le commerce des Iles aux seuls Français. (Et on les voit reprendre à ce propos la vieille question de la valeur des monnaies aux Antilles, qui par sa variabilité habilement entretenue par les Anglais, entretient une profitable spéculation chez nos rivaux). On voit encore ces villes déplorer la décadence de la pêche et du commerce de la morue, à cause de l'exploitation abusive du Grand Banc par les nations maritimes concurrentes (conséquence du traité d'Utrecht) et les droits exagérés qui frappent en France ce poisson, ce qui menace d'en « interdire l'usage au peuple » et, donc, en restreint la vente. Ainsi il conviendrait, disent les avis, d'assurer aux vaisseaux nantais un fret d'aller rémunérateur avec des vins de Loire ou des sels dégrevés de droits, et de rétablir les taxes qui frappaient (avant les tarifs de 1690) les morues et cabillauds hollandais, grands

(1) Il succéda en 1732 au marquis de Brancas et demeura en fonctions jusqu'en 1749 date à laquelle il dut céder le poste au marquis de Voyer d'Argenson.

(2) *L'administration des haras en France au XVIII^e siècle*, RHMC, 1909-1910.

concurrents sur le marché français des denrées analogues. Problème encore des stocks de sucre inutilisés à Nantes par suite de la « perte » des cacaotiers de la Martinique, stocks qui pourraient s'écouler à condition que s'augmente l'importation de café de l'île, ce qui détournerait en outre les « insulaires » des séductions commerciales offertes par les étrangers. Ainsi s'entrevoient, par ces extraits, certains des grands problèmes du négoce outre-Atlantique.

Le département de M. Baudry retentit des craintes concernant la pénurie des bois. Cherté du chauffage, « ruine » des bois royaux et particuliers, manque du bois de charpente, etc. Problèmes communs aux généralités de Tours, de Bordeaux, de Paris, de Châlons et d'Amiens. Aussi, suggère-t-on de contraindre à observer les dispositions de l'Ordonnance de 1669 sur l'exploitation des bois ecclésiastiques; d'« assujétir » les acheteurs de fûtaies à semer du gland, à réserver le dixième des arbres dans les fûtaies vendues; de limiter strictement les forges (de Champagne) à leur affouage et d'abolir celles qui ne sont pas autorisées. A ces indications le Bureau du Commerce, par la voie de Baudry, répond s'en tenir aux prescriptions de la célèbre loi des Eaux et Forêt, malgré les avantages qu'il y aurait à plus espacer les coupes. Au reste, déclare-t-on, une réformation générale des bois de plusieurs généralités est en cours.

Les remarques d'intendants sur les terres incultes qui atteignent le département d'Amelot de Chaillou ne manquent pas d'intérêt. Celui de Paris songe à reboiser ou à encourager la mise en culture grâce à des exemptions accordées à ceux qui remettraient en labourage les terrains négligés. Il apprend aussi aux bureaux parisiens que les terrains « incultes » sont loin d'être inutiles; ils servent de pâture et produisent un peu de foin. Les intendances d'Orléans et de la Rochelle expliquent, elles, le défaut de culture par la crainte de la saisie pour dettes des bestiaux, par l'accablement dû aux impositions et aussi au « bas prix des denrées... et leur peu de consommation ». Dans la généralité de Montauban les terres déguerpies obligent à rejeter la taille sur celles qui sont cultivées et accablent ainsi les communautés. Dans celle d'Auch, bien des terrains sont trop ingrats pour tenter un défrichement à moins d'exemptions particulières, mais (même remarque que ci-dessus) ils servent non seulement à la pâture mais à l'engrais, par la « thuye » dont ils sont recouverts. Pour l'intendant de Hainaut, il pense que les mauvais terrains pourraient être chaulés, mais la production de la chaux nécessiterait l'importation de charbon de terre, trop coûteuse, et qu'ainsi, « il lui paraît inutile d'y penser ».



Que conclure de ce bref coup d'œil ?

De la part du gouvernement et surtout d'Orry, souci d'être exactement informé de la situation économique générale du royaume. Intérêt égal en somme, pour l'agriculture, l'industrie ou le commerce. Le Contrôleur général se propose dès son entrée en fonction (et par le moyen ou le prétexte de l'établissement du Conseil de Commerce) d'imprimer une orientation et une activité très nettes à l'économie nationale. Sollicitude authentique, donc, mais sollicitude, est-il besoin de le dire, qui s'exprime surtout en faveur des « négociants », des « maîtres », des « laboureurs », c'est-à-dire en somme des chefs des structures économiques. L'orientation générale demeure celle qui avait été imprimée à ces affaires par Colbert : réglementation, surveillance, contrôle, protection. Mais elle apparaît bien, dans sa minutie et son détail, « immo-dérée ». Orry n'innove donc point. Mais sa volonté de *connaître* et d'*améliorer* ou de résoudre des cas particuliers dans ce cadre de police générale est très frappante.

Les intendants de provinces semblent unanimement répondre à cette politique. Leurs observations d'ordre général (qui concordent souvent) portent plutôt sur les moyens de ranimer les échanges, donc la production, en accordant des facilités fiscales, en diminuant la taxation et en limitant les gênes occasionnées par les commis de la Ferme ou de la Compagnie des Indes. Certains de leurs mémoires n'appellent pas de réflexions de la part du ministre. Mais les meilleurs (ou du moins ceux, parmi les connus qui nous semblent les plus estimables), retiennent l'attention particulière d'Orry qui relève ainsi de nombreux points de discussion dans ceux de Fontanieu, de Lévigien et de La Tour. Tous, cependant, dénotent de la part des administrateurs une bonne connaissance des affaires de leur département. Il est à noter que leur esprit réglementaire va jusqu'à se porter sur des problèmes de production agricole, ce que leur reprocheront des administrateurs postérieurs, mieux informés des véritables conditions de cette production (1). En revanche les nombreuses indications qu'ils font parvenir sur l'état des voies de communication ou navigables de leur généralité préparent manifestement le terrain pour l'établissement de la fameuse *Instruction sur les*

(1) Nombreux exemples de ces critiques dans les *Procès verbaux du Comité d'agriculture* de 1785 publiés par PIGEONNEAU et de FOVILLE, *op. cit.*

chemins, de 1738, dont les bénéfices, à l'échelle nationale, devaient être importants, on le sait.

Quant aux commissaires du Conseil, ils ne semblent avoir à connaître que des questions concernant la réglementation et la sévérité du dirigisme.

Deux aspects, donc, dans cette politique économique à laquelle applaudissent tous les administrateurs, à quelque échelon qu'ils appartiennent : inventaire soigneux des forces et des courants économiques ; tutelle étroite (et souvent contre nature) de leur développement.

Cette enquête dont on voit qu'elle se continue au cours de sept années au moins, reflète un pays à la physionomie économique diverse. Certains secteurs apparaissent nettement en état de crise. Il ne faut pas, sans doute, exagérer la portée de notations exprimant un mécontentement régional. Mais on relèvera les nombreux indices de « ruines » de manufactures textiles, de l'« indigence » des maîtrises. Dans la perspective agricole, les terres incultes ou abandonnées paraissent étendues, non cependant en toutes régions, mais séduisent peu les efforts défricheurs. La crise du bois s'exprime çà et là. Le commerce proprement dit apparaît gêné par la fiscalité, les droits d'aides, les monopoles, les taxes à l'exportation. Mais il est nettement affecté, semble-t-il, par la concurrence anglaise et hollandaise, par la politique tarifaire des nations étrangères, quelquefois par la qualité même des produits français dont il assure la distribution. La crise, réelle en bien des secteurs, peut néanmoins ne pas apparaître insurmontable. Evidemment le ministère, du moins dans ces pages, ne songe pas à s'attaquer aux causes profondes du marasme ; et ce ne sont que des points de détail qu'on le voit tenter de réformer. Mais on ne saurait omettre cependant de considérer cette action.

Orry a les moyens d'avoir une vision étendue des choses. Et il semble bien qu'il ait étudié les rapports avec une grande exactitude (1). Mais il ne propose, pour l'amélioration, que des moyens médiocres, dans le cadre d'une conception économique retardataire. Petit esprit, administrateur timide, routinier, a-t-on dit. Mais on peut se demander si la tendance générale de l'économie et les conditions proprement françaises et internationales n'expliquent pas en partie cette attitude. Le « Système » n'a pas encore fini de faire sentir ses effets. Les prix n'ont pas en-

(1) Il relève l'erreur du mémoire de La Tour qui attribue à la Bretagne un nombre plus grand de vaches que de moutons. Voir p. 93.

core commencé à se redresser. La décadence de certaines manufactures ou de certaines relations commerciales en est partiellement la conséquence. Mais il y a également des raisons, mineures sans doute, mais réelles : négligence dans la fabrication ; produits de qualité moindre. Un pays qui n'est pas encore équipé pour la production de produits modernes et compétitifs doit s'attacher à améliorer ses productions, leur rendre leurs qualités traditionnelles pour reconquérir ses débouchés.

Tel est le raisonnement du Contrôle et de ses conseillers. Inutile de revenir sur ses défauts. Mais cette réglementation est déjà dépassée par les faits. Au regard des prescriptions souvent rappelées dans ces pages, les réalités industrielles qu'elles prétendent enserrer se rebellent. Partout on peut constater l'évolution vers une fabrication de qualité moindre peut-être, mais plus rapide, plus légère (donc moins coûteuse) sans maîtrises ni jurandes (1). Le moment n'est pas encore mûr pour la liberté industrielle et commerciale. L'échec du système réglementaire peut, malgré les apparences, être déjà pressenti. Ce système réglementaire, il a la faveur des maîtres, surtout des moins aisés car il les protège contre la concurrence, il leur permet de contrôler la production et les conditions de l'emploi. On aperçoit dans ces pages, aussi, des tendances à l'hérédité des maîtres, l'assujettissement des « ouvriers », le racisme même qui accompagnent généralement malthusianisme et protectionnisme.

Mais, et c'est ce sur quoi nous concluerons ce bref bilan, des signes favorables, des « nouveautés » apparaissent aussi : les préoccupations commerciales sont vives, le dynamisme et la combativité apparaissent chez les négociants qui se heurtent dans le commerce des Noirs ou des pacotilles aux nations traditionnellement maritimes. L'appel colonial développe des manufactures spécialisées : raffineries, minoteries, tonnellerie. Des fabriques textiles routinières désirent secouer leur léthargie. De nouvelles productions (soieries, brochés) affirment leurs droits. Les fabrique de bas se multiplient. Nantes, Dunkerque, St Malo se plaignent, mais fonctionnent. Cherbourg commence à retenir l'attention.

(1) Notre document éclaire en partie l'évolution vers les arrêts du Conseil des 7 septembre 1762 et 13 février 1765 autorisant l'industrie textile campagnarde à ne pas faire partie de corporations mais en la maintenant assujettie aux règlements. « Par le fait même de son existence, l'industrie des campagnes qui tenait une si large place dans la vie domestique du pays minait ... silencieusement et rapidement les deux principales assises de l'ordre économique d'alors, les corporations et la réglementation de l'industrie ». E. TARLÉ, *op. cit.*, p. 55.

L'impression générale retirée de ces brèves pages n'est tout de même pas celle de la décadence (et n'oublions pas qu'elle représentent surtout un catalogue de points à redresser et à amender). Il est sans doute difficile de porter tout ce que l'on y lit au crédit de celui qu'on a appelé « le ministre de la richesse française » (1) et qui ne l'est pas encore dans ces sept premières années de son administration. Mais la physionomie de son gouvernement à ses débuts s'en trouve peut-être précisée.

*
**

Quelques mots enfin sur la présentation de cette édition.

Le document, on l'a dit, se compose de deux cahiers oblongs dont un certain nombre seulement de feuillets a été utilisé (2). Les en-têtes des sections correspondent aux généralités du royaume pour le registre H.1520, et aux départements des commissaires du Conseil pour le registre H.1521. Grosso modo (l'énumération des variantes, nombreuses, n'a que peu d'intérêt) on trouve *sur la page de gauche* le résumé des lettres et des questions du Contrôleur général ou des membres du Bureau du Commerce aux intendants de provinces (3); les dates des lettres de rappel ou des nouveaux questionnaires; les réflexions de l'administration centrale sur les réponses qui ont été reçues des commissaires départis. *Sur la page de droite* (4), un intitulé « nouvelles réflexions » des intendants et une colonne toujours vide destinée à des « décisions » qui n'apparaissent pas ici (5) et qui furent peut-être le sujet d'un autre « travail » aujourd'hui perdu. Donc, forme d'aide-mémoire faisant le point des questions posées, des réponses et des commentaires reçus à Paris.

Ce schéma, si simple semble-t-il, se prêtait néanmoins malaisément à la transcription (6). En effet l'importance de la surface écrite varie considérablement selon les pages. Telle est fort maigre et ne contient que

(1) P. MURET, *La prépondérance anglaise*, éd. 1937, p. 223.

(2) H. 1520 commence au feuillet 13 et se termine au feuillet 74, laissant nombre de feuilles blanches inutilisées. De même pour H. 1521 qui commence au feuillet 13.

(3) « Eclaircissements demandés à M... par... M. le Contrôleur Général »; « Dates des lettres... pour redemander les éclaircissements... »; « Dates des lettres par lesquelles M. le Contr. Général a redemandé l'avis de S^{rs} Commissaires ».

(4) A noter qu'il n'existe qu'un seul chiffre, dans le document original, pour la pagination d'une double page (feuillet de gauche et feuillet de droite).

(5) Toujours marquées « Néant ».

(6) Voir reproduction d'une page de l'original H. 1520.

quelques lignes. Telle autre est si nourrie que « Réflexions » et « Observations » la couvrent entièrement et parfois se suivent au cours de plusieurs pages. Impossible donc d'affecter toujours à la reproduction d'une page manuscrite son équivalent exact imprimé. L'écriture des manuscrits est fine. Une page médiocrement remplie correspond à peu près à une page imprimée ; mais une page manuscrite abondante correspond à plusieurs pages imprimées. Et c'est là que commence la difficulté.

Nous avons affaire, avons-nous dit, à des demandes et à des réponses. Mais les secondes *ne suivent pas les premières*; elles sont au contraire *présentées en regard*. Ainsi on ne lit point ce manuscrit une page après l'autre : gauche, droite, gauche, droite ; mais bien, gauche, gauche, droite, droite. La reproduction de H.1520 est simple, malgré tout.

Dans la plupart des cas il a été possible de reproduire *à la suite* d'une série de questions du Contrôle (feuillet gauche sur le manuscrit) les réponses de l'intendant (feuillet droit sur le manuscrit). Mais ceci n'était facile que lorsque chaque section de l'enquête avec ses commentaires et ses réponses formait un tout *dans la limite d'un double feuillet manuscrit*. Mais quand les commentaires ou les « nouvelles observations » dépassaient cette limite et s'étendaient sur les feuillets suivants (à droite) cependant que de nouvelles questions ministérielles apparaissaient sur les feuillets gauches ? Fallait-il grouper questions et réponses et abandonner par là la reproduction exacte de la succession des feuillets ? L'édition y aurait peut-être gagné en clarté. Ou bien fallait-il accepter de voir se produire des chevauchements rendus inévitables par notre souci de préserver la reproduction de l'ordre des feuillets ? Nous avons opté pour ce dernier parti, car, comme on le verra, ces chevauchements ne sont pas fréquents, en somme ; et des moyens typographiques très simples permettent facilement de relier un discours fractionné parfois par l'apparition soudaine d'un nouveau thème de discussion introduit par le ministre (1).

Les choses sont plus compliquées dans le cas de H. 1521. Dans ce registre en effet, si certaines rubriques suivent le plan de H.1520 c'est-à-dire qu'à une question correspond une réponse de longueur modérée permettant ainsi de faire alterner questions et réponses, la plupart des

(1) Exemple p. 51 à 54. *Pages 51 et 52* : A) Problème des magasins de grains en Dauphiné ; B) Problème de la transhumance des troupeaux en Piémont. *Page 54* : Rappel des lettres du Contrôleur Général à l'intendant. *Page 54* : Continuation de B, transhumance des troupeaux ; continuation de C, exportation des laines. Le thème B est donc interrompu p. 53 de notre édition, alors que sur le manuscrit il passe du folio 21 (feuillet de droite) au folio 22 (feuillet de droite).

folios cependant se compose de colonnes remplies d'une écriture très fine (1). Ces colonnes en nombre variable contiennent en réponse aux observations des intendants : les avis des députés du Commerce; les apostilles du Contrôleur général sur les dits avis; les avis du Bureau du Commerce; les avis des commissaires du Conseil (par exemple le lieutenant général de police) sur tel ou tel point spécial. Là encore, si chacune des pages ainsi remplies formait un tout, il n'y aurait pas de difficulté. La présentation des paragraphes les uns à la suite des autres, encore que rompant la simultanéité des interventions (ainsi qu'elle apparaît dans le manuscrit) restituerait suffisamment la forme prise par les discussions. Mais là, plus encore qu'auparavant, les chevauchements sont constants. Les pages de gauche sur lesquelles sont portées les observations des intendants de provinces sont infiniment moins pleines que les pages de droite où se trouvent les colonnes destinées aux interlocuteurs variés dont nous venons de parler.

Supposons donc que nous ayions reproduit d'abord tout au long les observations des administrateurs provinciaux, puis seulement alors les interventions des instances parisiennes, nous aurions souvent abouti dans l'accumulation de ces dernières à une collection hétéroclite de paragraphes dont la relation avec les observations précitées n'aurait de être expliquée qu'au prix d'une multiplication exagérée des signes typographiques pour faire connaître à quel point particulier telle intervention répond, et ainsi de suite.

Aussi nous avons préféré, là encore, laisser la reproduction de l'ordre des feuillets originaux scinder le texte des intendants (et l'utilisation de quelques signes simples restitue facilement son unité) et transcrire immédiatement à la suite des problèmes qu'il soulève, les interventions des personnalités parisiennes. Ce faisant, on obtient, dans le même cours d'une page imprimée : 1°) une observation N d'un intendant ; 2°) sa discussion par le Bureau du Commerce, l'intendant du commerce ou des finances, le Secrétaire d'Etat intéressé, ou les députés du Commerce ; 3°) la continuation de N par d'autres observation N' ; 4°) la discussion de N', etc...

Cette méthode se justifie d'autant plus que les interventions des bureaux parisiens ne se présentent pas toujours sous l'aspect de colonnes juxtaposées, mais revêtent au contraire souvent la forme d'un commentaire unique, d'abord en regard du texte commenté, puis autonome ;

(1) Voir reproduction d'une page de l'original H. 1521. P. 120.

cependant que le texte des intendants se continue sur une autre page, accompagné par des colonnes de « réflexions » qui réapparaissent, alors que le premier commentaire n'est pas encore terminé.

Et si l'on observe enfin que les « observations » des intendants se trouvent elles-mêmes fractionnées (sous la rubrique unique du département administratif auquel elles ressortissent) et localisées dans la marge par la mention de la généralité à laquelle elles se rapportent, on aura une idée de la complication extérieure d'un texte manuscrit dont seule une exacte reproduction imprimée pourrait restituer l'aspect.

Cet aspect, tout remarquable qu'il soit pour celui qu'intéresse la forme des travaux ministériels, demeure un point secondaire. Nous avons avant tout, sans rien laisser perdre des précisions de secrétariat qu'il renferme, voulu présenter son contenu proprement historique sous une forme aisée. Et nous croyons y être parvenu en utilisant certains signes dont il importe maintenant d'expliquer la signification.

Chaque fois, sur le manuscrit, qu'on tourne un folio pour continuer la lecture des « observations » d'intendant, on abandonne les commentaires ministériels ou administratifs. Ceux-ci trouvent leur place, dans notre édition, immédiatement à la suite des objets qu'ils cherchent à éclaircir. Mais alors, nous l'avons dit, le cours des « observations » peut se trouver interrompu. Pour savoir où et quand le reprendre nous avons : 1°) à la coupure ajouté des points de suspension (.....) au nombre de cinq; 2°) fait précéder la reprise du texte par cinq autres points de suspension (.....). Ainsi on obtient le schéma suivant : 1°) « observations » d'intendant coupée, (.....); 2°) Commentaires et réponses y relatifs ; 3°) (.....) reprise des « Observations ». Et ainsi de suite. Il suffit donc, dès que le texte *paraît s'interrompre* et qu'il est alors *complété par cinq points de suspension*, de tourner une ou plusieurs pages jusqu'à ce qu'on retrouve *avant* le texte cinq points de suspension qui rétablissent en quelque sorte la continuité du discours. Au reste, les cas où il a été nécessaire de procéder ainsi ne sont pas extrêmement nombreux. On notera aussi que des points de suspension scindent, sans cause apparente, un discours suivi. Ils correspondent au moment où l'on change de folio sur le manuscrit. D'ailleurs nous avons indiqué à ce moment, en marge, la pagination originale du manuscrit. (Notre pagination se trouvant, comme d'habitude, en haut et à droite).

Enfin, pour montrer à quels points particuliers du texte des intendants les réponses officielles s'appliquent, nous avons établi un système élémentaire de correspondance de signes. Par exemple, une observation

qui sera suivie de commentaire est marquée d'un astérisque *. Le commentaire qui lui correspond (mais qui ne se trouve pas toujours la suivre) sera également marqué d'un astérisque identique *. Une seconde observation possèdera deux astérisques **. Trois *** pour l'observation suivante, et trois *** pour le commentaire qui lui est relatif, etc. Et *aucun* astérisque lorsque il ne peut y avoir de doute quant à la relation entre une « observation » et son commentaire.

Nous nous excusons de ce que l'établissement d'un texte intrinsèquement simple réclame d'explications ingrates. La lecture du document est, on le verra assez, fort aisée néanmoins.

La graphie originale a été exactement respectée. On y trouvera les inconséquences familières à tous les chercheurs qui travaillent sur les textes de cette période : orthographe vieilles ; transcriptions phonétiques parfois surprenantes (par exemple le Gennois pour l'Agenois) ; nom propre écrit sur la même page de deux façons différentes, etc.

Nous n'avons pas jugé utile de donner une bibliographie dont il était difficile de définir les limites. En fait c'est toute la bibliographie de la France économique et sociale du premier tiers du XVIII^e siècle qu'il faudrait pour éclairer et situer ce texte. Un appendice aussi abondant ne s'imposait pas. Certes nous avons eu conscience qu'un « éclairage » bibliographique s'imposait, comme il se doit pour toute édition critique digne de ce nom. Les titres des ouvrages essentiels relatifs aux problèmes soulevés par notre texte ont été signalés en leur lieu et place. Les mots rares ou techniques ont été brièvement expliqués. Un index enfin permet de se rendre compte de l'importance relative de chaque rubrique et cela aussi renseigne sur les priorités dans les préoccupations économiques du gouvernement.

N'oublions pas cependant que ce document n'est qu'un *aspect fragmentaire* d'une politique, à un *moment seulement* de cette politique et qu'il doit être considéré moins comme un bilan définitif que comme un jalon sur la route de l'évolution économique de la France au XVIII^e siècle.

Reproduction schématique du f° 20 de l'original H. 1520

(pages 50 et 51 de notre édition)

GÉNÉRALITÉ DE GRENOBLE				M. de Fontanieu, Intendant	
Dates des lettres par lesquelles M. le Contr. Génér.	Eclaircissemens demandés à M. de Fontanieu	Date des lettres écrites par M. le C. G.	Nouvelles réflexions... le 22 May 1736	Décisions	
1732		1733			Néant
May 25	D'envoyer un mémoire particulier sur l'établissement des greniers d'abondance; etc.	Avril 30 1735 Juin 2	Que le fond demandé par M. de Fontanieu pour les d: greniers n'est autre chose... etc...		
		1736			
		Avril 13	et qu'il y aura même des années où Sa Majesté pourra s'en servir pour les dépenses		

C O M M E R C E

f° 12

Suite du travail en conséquence des mémoires envoyés par Mrs. les Intendants des Provinces sur les productions du sol et de l'industrie de chacune de leurs Généralités.

f° 13

GÉNÉRALITÉ DE PARIS

M. de Harlay, Intendant (1)

Eclaircissemens demandés à M. de Harlay par la réponse de M. le Contrôleur Général (2) à son mémoire sur les productions du sol et de l'industrie.

Dates des lettres par lesquelles Mr. le Cont. Général a demandé les éclaircissemens ci-contre.

1730 X^{bre} 18.

(1) Louis Auguste Achille de Harlay, comte de Cély, 4 fév. 1679-28 déc. 1739. Dernier membre de la célèbre famille parlementaire. Conseiller au Parlement en 1696, maître des requêtes en 1707. Intendant à Pau (1712), Metz (1715), Strasbourg (1724), Conseiller d'Etat le 4 octobre 1723. Intendant de Paris le 1^{er} juin 1728. Adjoint comme commissaire avec voie délibératrice au Bureau de Commerce, sans appointements, le 27 juillet 1730. Sur ce personnage, voir St-Simon, *Mémoires*, éd. 1874, t. XVII, p. 213. Et *Introduit*. de BOISLISLE aux *Mémoires des Intendants*, p. XXXII.

(2) Orry de Vignory (Philibert), Troyes 22 janvier 1689. Nogent sur Seine, 9 novembre 1747. Conseiller au Parlement de Metz le 12 novembre 1713, au Parlement de Paris le 2 mai 1715. Maître des requêtes, 31 mai 1715. Commissaire pour deux ans au Conseil de Commerce, sans département, 24 octobre 1718. Avec département par arrêté du 23 décembre 1720. Intendant de Soissons en 1722; de Roussillon en 1727; de Flandres en 1729. Contrôleur Général des finances le 20 mars 1730 jusqu'au 6 décembre 1745. Conseiller d'Etat ordinaire en 1742, ministre d'Etat en 1736.

Dates des lettres écrites à Mr. de Harlay par la réponse de Mr. le Contrôleur général pour lui redemander les éclaircissemens ci-contre.

1735 Juin 2.

1736 Avril 13.

Si la personne, qui offre d'exécuter le canal projeté par feu mr. de Vauban (1), est solvable;

Si la ville de Sens a quelques fonds, que l'on puisse destiner aux frais des casernes qu'elle demande ; En cas qu'elle n'en ait pas, s'il ne pourrait pas trouver quelque autre moyen pour en assurer la dépense ;

D'expliquer, quel est le droit de 7 l. qu'il dit se percevoir à Chaumont par augmentation sur chaque muid de vin du crû dans les 8 lieuës des environs des rivières d'Eure, Andelle, Iton et Seine, sortant des Provinces de l'Isle de France et de Normandie pour la Picardie, et dont il demande la suppression en faveur des habitants de Mantes ;

D'envoyer le projet d'Arrêt qu'il jugera convenable pour forcer les laboureurs de Senlis d'élever chacun un ou deux boëufs, selon le nombre de leurs chârües ; (2)

Pareillement l'état des productions du sol de l'Election de Beauvais, qu'il n'a pas traité dans son premier mémoire.

Nouvelles réflexions envoyées par Mr. de Harlay sur les articles cy-contre,

Néant.

Décisions :

Néant.

(1) Les projets de Vauban concernant les canaux, les arrosements furent, on le sait, nombreux. LAZARD, *Vauban*, Paris 1934, p. 527-536.

(2) C'est à dire sans doute selon la superficie en culture de leur propriété. Dans la région parisienne une superficie de 4 charrues correspond à 3 à 400 arpents, soit 100 à 140 hectares. G. LEFÈVRE, *Questions agraires au temps de la Terreur*, 1954. p. 58. Déjà à cette époque se faisait sentir la concentration des fermes et la culture par chevaux était un fait accompli. L'élevage des bœufs doit servir à l'approvisionnement en viande de Paris.

f° 14

GÉNÉRALITÉ DE SOISSONS

M. de la Galaisière, Intendant (1)

Eclaircissemens demandés à Mr. de la Galaisière par la réponse de Mr. le Contrôleur Général à son mémoire sur les productions du sol et de l'Industrie.

Dates des lettres par lesquelles Mr. le Contrôleur G^{al} a demandé les éclaircissemens cy-contre :

Néant.

Dates des lettres écrites à Mr. de la Galaisière par Mr. le Contrôleur G^{al} pour luy redemander les éclaircissemens cy-contre :

Néant.

N' a point fourni de mémoire quoy que Mr. le Contrôleur G^{al} l'ait demandé à Mr. D'Aube (2) les 14 janvier et 20 Fév. 1731 ; Et à M. de la Galaisière le 13 Avril 1736.

Nouvelles réflexions envoyées par Mr. de la Galaisière sur les articles cy-contre.

Néant.

Décisions :

Néant.

(1) Antoine Martin Chaumont de la Galaisière, fils de Pierre Chaumont de la Galaisière, secrétaire du roi. Conseiller au Parlement de Metz, maître des requêtes en 1720; intendant de Soissons en 1731. Intendant de Lorraine en 1737, chancelier du roi-duc le 18 janvier 1737. Conseiller d'Etat semestre le 24 juillet 1743, ordinaire le 18 octobre 1755. Conseiller au Conseil des finances en janvier 1776. Commissaire au Bureau du Commerce de 1757 à 1784. Mort au début de 1784.

(2) Richer d'Aube, conseiller au Parlement de Rouen, nommé (en même temps qu'Orry de Vignory) commissaire au Conseil de Commerce, 2 janvier 1721, B.L., p. 199. D'Aube fut maître des requêtes en 1722, et intendant de Caen.

GÉNÉRALITÉ DE CHAALONS

M. le Pelletier de Beaupré, Intendant (1)

Eclaircissemens demandés à M. le Pelletier de Beaupré par la réponse de M. le Contrôleur Général à son mémoire sur les productions du sol et de l'industrie.

Dates des lettres par lesquelles Mr. le Cont. Général a demandé les éclaircissemens cy-contre :

1732 X^{bre} 19.

Dates des lettres écrites à M. le Pelletier de Beaupré par M. le Contrôleur Général, pour luy redemander les éclaircissemens cy-contre :

1735 Juin 2.

1736 Avril 13.

* D'expliquer par un mémoire particulier qu'elle est la nature du droit qu'on lève en faveur des hôpitaux et dont on se plaint, les moyens de le supprimer, ou de le modérer et les noms des paroisses que les habitans sont prêts d'abandonner par rapport à ce droit.

** De voir ce que l'on peut faire au sujet des toiles, Serges, etc. qui se fabriquent dans plusieurs villages, par gens qui ne sont sujets à aucune visite, ni règlement ; la suppression qu'il propose de faire de ces fabriques dans les villages ayant ses difficultés.

Nouvelles réflexions envoyées par M. le Pelletier de Beaupré sur les articles cy-contre (les 24 janvier 1732 et 1734).

* Observe que lorsque le Roy a créé en 1722 les offices municipaux Sa Majesté a ordonné le doublement des octrois dans les villes et bourgs où ces offices ont été établis, pour assurer aux dites villes le fond des gages qu'elles devaient payer aux titulaires de ces offices ;

(1) Charles Etienne Le Peletier de Beaupré, 27 juillet 1702, 19 avril 1785. Conseiller-clerc au Parlement en 1721, maître des requêtes le 11 septembre 1722. Intendant de Champagne en 1730. Il sera conseiller d'Etat en 1761, premier président du Grand Conseil en 1751, 1752, 1768 et 1770. Conseiller au Conseil de Commerce en 1783.

que la moitié de ces droits a été supprimée lorsque les dits offices ont essuyé le même sort (1) et que c'est l'autre moitié qui forme le droit dont il est question ;

que l'on continue de la percevoir en champagne, mais que n'y ayant que 2 villes et 5 : Bourgs de l'Election d'Eprenay qui payent les 10. mil livres auxquelles cette Election a été imposée pour sa part dans la répartition qui a été faite du montant de ces droits dans la Province, il conviendrait de faire contribuer à ces mêmes 10.000 l., toutes les Communautés vignobles de la d. Election qui en sont exemptes, afin de soulager celles que le poids de cette charge accable.

Offre à ce sujet un Etat de la répartition qui peut se faire, si Mr. le Contrôleur Général le souhaite.

** Que quelque séduit qu'il ait pu être par l'idée qu'il n'y avait que les manufactures des villes qui devaient travailler, lorsqu'il a proposé la suppression de ces fabriques, on ne peut toutefois prévenir le sort que la mauvaise qualité de leurs Etoffes pourra causer dans la suite au Commerce, en cas qu'elles se multiplient, si on ne défend à leurs maîtres de débiter les ouvrages qu'ils font dans les Villes, Bourgs et Villages qui les environnent.

Décisions :

Néant.

f° 16

GÉNÉRALITÉ D'AMIENS

M. Chauvelin, Intendant (2)

Eclaircissemens demandés à M. Chauvelin par la réponse de M. le Contrôleur Général à son mémoire sur les productions du sol et de l'Industrie.

(1) L'édit d'aout 1722 avait établi les charges municipales en titre d'office pour, grâce à leur finance, contribuer à l'extinction des dettes de l'Etat. Ces offices furent supprimés par édit de juillet 1724, mais la levée d'une partie des droits qui assuraient leurs gages persista, comme on le voit.

(2) Jacques Bernard Chauvelin de Beauséjour. 1701-1767. Conseiller au Parlement en 1725, maître des requêtes et inspecteur général de la librairie en 1728. Intendant de Picardie en 1731 ; intendant des finances en 1751. Conseiller d'Etat en 1756. Commis-

Dates des lettres par lesquelles Mr. le Contrôleur Général a demandé les éclaircissemens cy-contre :

1736 : Avril 13

Dates des lettres écrites à M. Chauvelin par Monsieur le Cont. Général pour luy redemander des éclaircissemens cy-contre :

Néant.

Monsieur le Contrôleur Général ne luy fait aucune observation sur son mémoire concernant les productions du sol ; luy demande seulement celui qu'il luy a promis sur l'Industrie.

Nouvelles réflexions envoyées par Mr. Chauvelin sur les articles cy-contre.

Néant.

Décisions :

Néant.

f^o 17

GÉNÉRALITÉ D'ORLEANS

M. de Baussan, Intendant (1)

Eclaircissemens demandés à M. de Baussan par la réponse de Mr. le Contrôleur G^{al} à son mémoire sur les productions du sol et de l'Industrie.

Dates des lettres par lesquelles Mr. le Contrôleur Général a demandé les éclaircissemens cy-contre :

1733 May 8.

Dates des lettres écrites à Mr. de Baussan par Mr. le Contrôleur Général pour luy redemander les éclaircissemens cy-contre :

1735 Juin 2.

1736 Avril 13.

saire surnuméraire au Bureau du Commerce (en même temps que d'Ormesson), le 26 décembre 1762.

(1) de Baussan, maître des requêtes en 1711, intendant de Poitou en 1726, d'Orléans de 1731 à 1740.

De l'informer pourquoy et comment la déclaration du Roy du 19 Aoust 1723 a pu faire cesser les emmagasinemens que les marchands d'Orléans faisaient auparavant des bleds d'Auvergne, du Bourbonnais, du Nivernais et du Poitou.

D'examiner ce que l'on peut changer ou ajouter aux dispositions des déclarations de Janvier 1717 et May 1718, que M. de Bouville (1) prétend n'être pas favorables à la vente des eaux de vie d'Orléans.

D'approfondir ce qui a fait tomber la fabrique de gants de Vendosme (2) et les moyens de la rétablir ; Mr de Bouville n'étant pas entré dans aucun détail à ce sujet.

D'envoyer son avis, au sujet des 5 l. 12 : de droits dont les raffineurs d'Orléans demandent la restitution par quintal de sucre qu'ils font passer dans les pays conquis (3) ; et d'expliquer la nature de ce droit avec les avantages que le Commerce peut retirer de sa suppression.

Nouvelles réflexions envoyées par M. de Baussan sur les articles ci-contre :

Néant.

Décisions :

Néant.

f° 18

GÉNÉRALITÉ DE TOURS

M. de Lesseville, Intendant (4)

Eclaircissemens demandés à M. de Lesseville par la réponse de Mr. le Contrôleur Général à son mémoire sur les productions du sol et de l'Industrie.

(1) de Bouville (Louis Guillaume Jubert de), maître des requêtes en 1703, intendant d'Alençon en 1709 ; d'Orléans de 1713 à 1731 (remplacé par Baussan).

(2) Voir BONASIEUX et LELONG (p. 188 b, 191 b, 195 b).

(3) Artois, Flandre, Hainaut.

(4) Leclerc de Lesseville, maître des requêtes en 1711, intendant de la généralité d'Auch, de Pau et de Basse-Navarre en 1716; de Tours en 1731. Remplacé en 1743 par Pineau de Lucé.

Dates des lettres par lesquelles Mr. le Contrôleur Général a demandé les éclaircissemens cy-contre :

1734 février 14.

Dates des lettres écrites à Mr. de Lesseville par M. le Contrôleur Général pour luy redemander les éclaircissemens cy-contre :

1735 Juin 2.

* De luy expliquer la nature des droits qu'il dit être contraires au débit des vins de Touraine, les abus qui peuvent se trouver dans leur perception, et les remèdes qu'on y peut apporter (1).

** Si on ne pourrait point obvier aux débordemens des rivières de l'Indre et de l'Indrois en faisant nettoyer leurs lits.

*** S'il a déterminé les propriétaires des mauvais pâturages à les retourner et fumer, ainsi qu'il marque par son Mémoire l'avoir projeté.

**** S'il a trouvé quelqu'un qui veuille entreprendre la manufacture de toiles qu'il propose d'établir à Angers.

Nouvelles réflexions envoyées par M. de Lesseville sur les articles cy-contre :

le 8 7^{bre} 1735.

* Qu'il a eu raison de porter à 22 l. les droits.

Qu'il a dit dans son Mémoire être contraires au débit des vins de Touraine puisqu'indépendamment des 3 l. : qui se prennent au Pont de Cé et à Ingrande sur chaque muis des dits vins, ces mêmes droits montent encore plus haut ainsi qu'on le peut voir par le détail qu'il en envoie ;

Qu'il n'a point encore remarqué aucun abus dans la perception de ces droits ;

Que leur suppression ou modération serait le seul moyen de procurer le débit des vins d'Anjou et de Touraine ; parce que cela engagerait les flamans qui les aiment beaucoup à les venir enlever ;

** Qu'il ne connaît personne dans la Province d'assés bonne volonté pour travailler gratis au devis des ouvrages qu'il y aurait à faire à ces Rivières ; et que le travail du S^r Pithières, pour parvenir aux nou-

(1) R. VIVIER, *Un problème d'histoire économique*, RHES, 1938, p. 27, 28.

velles cartes que l'on se propose de faire du Royaume, suppléra à ce devis ;

*** Qu'il n'est pas possible de les engager à cette dépense, le produit de ces terres ne pouvant les en dédommager ;

**** Qu'il a chargé l'inspecteur des manufactures de cette recherche ; mais que la circonstance des têts, et la décadence du Commerce ne luy paroist pas favorable pour cette entreprise.

Décisions :

Néant.

f° 19

Suite de la

GÉNÉRALITÉ DE TOURS

M. de Lesseville, Intendant

Eclaircissemens demandés à Mr. de Lesseville par la réponse de M. le Contrôleur Général à son mémoire sur les productions du sol et de l'Industrie.

Dates des lettres par lesquelles M. le Contrôleur G^{al} a demandé les éclaircissemens ci-contre :

1734 Février 14.

Dates des lettres écrites à Monsieur de Lesseville par Mr. le Contrôleur G^{al} pour luy redemander les éclaircissemens cy-contre :

1735 Juin 2.

De luy envoyer le Mémoire qu'il luy a demandé au sujet des terres plantées en vigne depuis 15 : ans, qu'il propose de mettre en pâturage, et le projet d'Arrêt pour l'exécution de ce plan, s'il en est besoin d'un.

Nouvelles réflexions envoyées par M. de Lesseville sur les articles cy-contre le 8 7^{bre} 1735.

Qu'après bien des réflexions sur les différens incidens que pourrait rencontrer l'exécution de ce nouvel arrêt, il croit qu'il vaut mieux tenir

la main comme il fait à celui du 5 : juin 1731 qui défend les nouvelles plantations (1).

Conclut ensuite qu'au lieu de penser à ces différens articles, il serait plus avantageux au bien du Commerce en général,

1° D'établir des foires franches à Tours

2° De défendre à la Compagnie des Indes d'apporter des étoffes fabriquées et même de lui enjoindre de ne faire charger ses vaisseaux que de matières propres à nos manufactures (2)

3° De favoriser un peu plus le Commerce d'Eau de Vie qui se fait du pays de Thouarsais à Montreuil Bellay et du dit Montreuil à Saumur en délivrant les Commissionnaires de la gêne qu'ils souffrent de la part des Commis et des Inspecteurs aux boissons.

Qu'enfin il y a encore d'autres articles dans son Mémoire sur lesquels il pourroit insister mais que puisqu'ils ont été communiqués au bureau du Commerce, c'est à luy d'en attendre la décision.

Décisions :

Néant.

f° 20

GÉNÉRALITÉ DE GRENOBLE

M. de Fontanieu, Intendant (3)

Eclaircissemens demandés à M. de Fontanieu par la réponse de Mr. le Contrôleur G^{al} à son mémoire sur les productions du sol et de l'Industrie (4).

(1) R. VIVIER, *op. cit.*, p. 29 (application de l'arrêt de Touraine).

(2) Il s'agit là non seulement de la célèbre prohibition des toiles peintes (étudiée par G. MARTIN, DEPÎTRE, HARDY, etc.), mais également de celle des mousselines contre lesquelles on note l'hostilité des fabricants, voir p. 109.

(3) Gaspard Moïse de Fontanieu de Fiennes, 1694-1767. Conseiller au Parlement le 12 janvier 1719, maître des requêtes le 22 décembre 1719. Intendant de Dauphiné de 1724 à 1740. Intendant de l'armée d'Italie de 1733 à 1735. Intendant et contrôleur général des meubles de la Couronne, Conseiller d'Etat semestre en 1740, ordinaire en 1751. Premier président du Grand Conseil le 23 décembre 1744. Commissaire au Bureau du Commerce (remplacement de Machault d'Arnouville) le 4 octobre 1757. Voir Ed. ESMONIN, *Les intendants du Dauphiné des origines à la Révolution*, Grenoble, 1923, p. 78-82. G. DUBOIS, *Une enquête de ... Fontanieu*, *op. cit.* p. 16. P. LÉON, *La naissance de la grande industrie en Dauphiné*, I, passim.

(4) Ce sont les documents publiés par G. DUBOIS.

Dates des lettres par lesquelles Mr. le Contrôleur Général a demandé les éclaircissemens cy-contre :

1732 May 25.

Dates des lettres écrites à Mr. de Fontanieu par Mr. le Contrôleur G^{al} pour lui redemander les éclaircissemens cy-contre :

1733 Avril 30.

1735 Juin 2

1736 Avril 13

D'envoyer un Mémoire particulier sur l'établissement des greniers d'abondance (1) qu'il propose d'établir avec les raisons qui en peuvent accélérer ou empêcher l'exécution (2).

Nouvelles réflexions envoyées par Mr. de Fontanieu sur les articles cy-contre, le 22 May 1736.

Que le fond demandé par Mr. de Fontanieu pour les d. greniers n'est autre chose que la diminution qui s'accorde tous les ans sur les tailles pour le soulagement des lieux qui ont souffert par des accidens extraordinaires ; Et qu'en cas que le Roy veuille bien consentir à leur établissement loin de luy coûter, ils luy seront avantageux pour ses troupes et que les peuples en recevront aussi des secours au-dessus de ce que leur procure cette diminution qui leur est souvent inutile soit parce qu'elle ne leur est pas suffisante soit parce qu'elle est mal répartie ou parce qu'ils ne reçoivent pas assés tôt le soulagement.

Que, supposé que cette diminution soit de 4 millions par an, on pourra n'en destiner que deux millions pour les d. greniers et que ce don continué pendant 10 années consécutives sera plus que suffisant pour remplir les d. magasins.

Qu'en attendant que l'on y puisse parvenir on prêtera aux laboureurs proportionnement aux fonds de la Caisse sans intérêts et à la charge de rendre en grains les prêts qui leur auront été faits, ce qui formera peu à peu le fond des dits magasins.

(1) Sur les projets d'établir des greniers à Paris et dans d'autres villes du royaume, BONNASSIEUX et LELONG, p. 141 b ; G. DUBOIS, p. 22. Et plus loin, p. 39 et 156. Sur la question des « magasins », par la suite, voir *Agronomie et agronomes*, I, p. 310-312. LETACONNOUX, *Commerce des grains en Bretagne*, 1909, p. 138, 148. Et pour la critique du système, G. WEULERSSE, *Le mouvement physiocratique*, 1910, I, p. 525, 526.

(2) La question des greniers dont le fonctionnement s'était arrêté en 1729 faute de fonds, avait retenu l'attention d'Orry dès son arrivée au pouvoir. Le 15 décembre 1730 il réclamait à Fontanieu un état des greniers, de la quantité et de la qualité des grains qu'ils conservaient. G. DUBOIS, p. 50, n. 38.

Qu'après les susdites 10 années révolues on ne prêtera plus qu'en nature de grains ; que lorsque ce projet sera arrivé à sa perfection il ne faudra plus diminuer que deux millions sur les tailles, et qu'il y aura des années mêmes où Sa Majesté pourra s'en servir pour les dépenses.....

Décisions :

Néant.

f° 21

Suite de la
GÉNÉRALITÉ DE GRENOBLE
M. de Fontanieu, Intendant

Eclaircissemens demandés à Mr de Fontanieu par la réponse de Mr le Contrôleur Général à Son Mémoire sur les production du sol et de l'Industrie.

Dates des lettres par lesquelles Mr. le Contrôleur Général a demandé les éclaircissemens cy-contre :

1732 May 25

Dates des lettres écrites à Mr. de Fontanieu par Mr. le Contrôleur G^{al} pour lui redemander les éclaircissemens cy-contre :

1733 Avril 30

1735 Juin 2

1736 Avril 13

* D'examiner si on peut interdire aux bergers de Provence de mener paître leurs troupeaux sur les montagnes de Piémont ; s'il serait possible de les obliger à les amener paître sur celles de Dauphiné, comme ils faisoient autrefois ; et quels droits ont les provençaux, pour s'y opposer.

Nouvelles réflexions envoyées par Monsieur de Fontanieu sur les articles cy-contre 22 May 1736

..... Qu'enfin ces magasins ne pouvant être que d'une grande ressource pour Paris et pour mettre les frontières en état de recevoir des

secours dans les années de disette on ne sçaurait trop se prêter à ces établissemens.

Détaille ensuite toutes les raisons qui peuvent y déterminer et les appuie d'exemples sensibles ; se fait plusieurs objections à luy-même qu'il détruit en même têmes.

Rapporte les réflexions des receveurs généraux sur ces mêmes objections et y répond ; en un mot il conclut qu'un pareil établissement intéresse le Roy et les peuples.

Que l'on peut rapporter le changement arrivé à cet égard à deux causes ; la première au prix du sel qui ne vaut qu'un sol 4 deniers la livre en Piémont et qui se vend 5 : sols en Dauphiné ; et la seconde aux droits de pulvérage que les seigneurs des Communautés sur la route des bestiaux exigent de leurs conducteurs (1).

Remarque au sujet de la première qu'il n'y aurait d'autre remède que d'interdire aux Baysles (2) le passage en Piémont, mais que la Provence s'est toujours opposée à cette défense ; qu'à l'égard de la deuxième Mrs. les Commissaires du Conseil nommés pour la vérification des péages pourraient ordonner l'exécution du règlement de 1669 ; ou du moins modérer ces droits.

Qu'au surplus il a vû dans un Mémoire que Mr. le Contrôleur Général a adressé à M. de Fontanieu le 8 Juin 1731, que le moyen.....

Décisions :

Néant.

f° 22

Suite de la

GÉNÉRALITÉ DE GRENOBLE

M. de Fontanieu, Intendant

Eclaircissemens demandés à M. de Fontanieu par la réponse de Mr. le Cont. Général à son mémoire sur les productions du Sol et de l'industrie.

(1) Résume parfaitement la rédaction originale. G. DUBOIS, p. 64, 65.

(2) Berger-chef en Provence.

Dates des lettres par lesquelles M. le Contrôleur Général a demandé les éclaircissemens cy-contre

1732 May 25

Dates des lettres écrites par M. de Fontanieu par M. le Contrôleur Général pour luy redemander les éclaircissemens cy-contre

1733 Avril 30

1735 Juin 2

1736 Avril 13

* De voir ce que l'on pourroit pratiquer pour empêcher les Marseillois de vendre aux Piémontais les laines qu'ils tirent du Dauphiné, procurant par ce moyen un nouvel aliment aux fabriques du Roy de Sardaigne.

Nouvelles réflexions envoyées par M. de Fontanieu sur les articles cy-contre le 22 May 1736.

..... de défendre aux Provençaux de mener paître leurs troupeaux en Piémont a été plusieurs fois rejeté au Conseil, et notamment au mois de Sept. 1727 :

* Qu'en 1728 M. le Pelletier des Forts (1) ayant reconnu que toutes les défenses qui avoient été prononcées précédemment au sujet des laines de Dauphiné n'empêchoient point qu'elles ne passassent en Piémont, se détermina à en permettre la sortie, en payant 25 l. : par quintal de celles lavées et 30 l. : par quintal des surges ;

Que l'arrêt qui intervint à ce sujet le 7 octobre de la dite année, produisit tout l'effet qu'on pouvait désirer (2) ; et que s'il y est contrevenu présentement, on n'en doit chercher la cause que dans l'exception qu'il porte à l'égard des manufactures de Marseille les dites laines ne pouvant plus passer en Piémont qu'à la faveur de cette exception.

(1) Michel Robert Le Peletier des Forts comte de St Fargeau. 1675-1740. Conseiller au Parlement en 1696, maître des requêtes en 1698, intendant des Finances en 1700, Conseiller d'Etat en 1714. Conseiller au Conseil des Finances en 1715 ; au Conseil de Régence en 1719. Commissaire général des finances à la chute de Law (7 juin-12 décembre 1720). Conseiller du Commerce en 1719. Un des cinq commissaires au Conseil de Commerce en 1722. Président du Bureau le 21 juin 1724. Conseiller au Conseil royal des finances en 1723. Contrôleur général des finances du 14 juin 1726 au 30 mars 1730.

(2) Le mémoire de Fontanieu dit le 7 septembre 1728 (G. DuBois, p. 72), l'arrêt rendu à la sollicitation de l'intendant soulignait que les laines passaient en Piémont malgré les défenses. « Ainsi le meilleur moyen de faire tomber des manufactures préjudiciables aux nôtres était de les priver de leur aliment... qu'un droit exorbitant... intéresserait au moins le fermier général et ses commis à veiller, ce qu'ils ne faisaient pas dans le cas d'une simple défense dont ils ne pouvaient espérer aucun profit ».

Que M. de Fontanieu pour arrêter cette fraude dans sa naissance et priver absolument les manufactures du Roy de Sardaigne de leur principal aliment a proposé de défendre la sortie de ces laines par mer (1) ; mais que M. le Bret (2) s'est opposé à ce dessein sous prétexte que cela donneroit atteinte aux privilèges de Marseille (3) ;

Qu'enfin Monsieur de Fontanieu a encore insisté depuis à ce sujet, jusqu'à dire que les privilèges d'une ville n'étoient point assés sacrés pour n'être point susceptibles d'une.....

Décisions :

Néant.

f° 23

Suite de la

GÉNÉRALITÉ DE GRENOBLE

M. de Fontanieu, Intendant

Eclaircissemens demandés à M. de Fontanieu par la réponse de M. le Contrôleur Général à son mémoire sur les productions du sol et de l'industrie.

Dates des lettres par lesquelles M. le Contr. Général a demandé les éclaircissemens cy-contre

1732 May 25

Dates des lettres écrites à M. de Fontanieu pour luy redemander les éclaircissemens cy-contre

1733 Avril 30

1735 Juin 2

1736 Avril 13

(1) « C'est par la navigation de Marseille à Nice que se fait présentement la contrebande ». G. DUBOIS, p. 75.

(2) Pierre Cardin Le Bret, maître des requêtes, premier Président au Parlement de Provence, intendant de la généralité en 1704. Remplacé par des Gallois de La Tour en 1734. Sur cet intendant, F. MASSON, *La Provence au XVIII^e siècle*. 1936, vol. I, p. 48, 49.

(3) Edit d'affranchissement de mars 1669. G. RAMBERT, *Histoire du commerce de Marseille*, Paris, IV, p. 206-108.

* D'envoyer le projet de règlement qu'il dit avoir travaillé pour les fabriques de bas, bonneterie et de toiles établies dans sa Province (1).

Nouvelles réflexions envoyées par M. de Fontanieu sur les articles cy-contre, le 22 May 1736.

..... réduction, Et que malgré ces différentes tentatives cette affaire est encore indécise.

* Que l'espérance de pouvoir faire exécuter l'arrêt rendu le 29 aoust 1729 (2), pour le Dauphiné avoit d'abord inspiré à M. de Fontanieu l'envie de travailler au règlement qu'il a annoncé dans son Mémoire sur les productions du sol et de l'industrie pour les fabriques de bonneterie et de toiles de la dite Province (3) ; mais qu'ayant fait réflexion depuis, que le Dauphiné ne se trouvoit point dans le cas d'une police capable de remédier à tous les abus, que la fabrique de bas y étoit bonne et qu'il ne s'agissoit que de veiller à ce que les ouvriers ne se relâchassent point, il a abandonné l'ouvrage qu'il avoit médité.

Que pendant l'absence de M. de Fontanieu, qui n'avait pu communiquer avant son départ pour l'Italie (4) le règlement que M. le Contrôleur Général luy avoit adressé le 11 avril 1733, concernant les toiles (5) il a consulté des gens habiles et qu'il a renvoyé le dit règlement avec leurs avis et le sien le 24 juin 1734 ;

Que M. le Contrôleur Général luy ayant marqué depuis de l'instruire des différentes dénominations de toiles du Dauphiné ; de leurs largeurs et du Commerce qui s'en fait à l'Etranger, il y a satisfait le 2 mars 1735 ; que depuis ce têmes là il n'a reçu aucune nouvelle.

Décisions :

Néant.

(1) Sur la situation de ces industries, P. LÉON, *op. cit.*, I, p. 80, 204, 205.

(2) Le 17 mars 1729 un arrêt avait été rendu sur sa proposition « pour régler les conditions d'existence des fabriques de bas » en Dauphiné. BONNASSIEUX-LELONG, p. 170 b.

(3) « On travaille actuellement à un projet de règlement local pour le Dauphiné qui rassemblera dans un même corps d'ouvrage pour la facilité des fabricants, tout ce qui a été ordonné précédemment pour la police de ce commerce ». G. DUBOIS, p. 128.

(4) Il eut l'intendance de l'armée d'Italie de 1733 à 1735.

(5) Ce sera le règlement du 13 mars 1731 sur les toiles de la généralité de Rouen qui sera appliqué « complété par une ordonnance de Fontanieu du 6 mars 1732 » qui feront peser sur cette industrie une réglementation aussi étroite que celle des laines. P. LÉON. *op. cit.*, I, p. 146.

f° 24

Suite de la
GÉNÉRALITÉ DE GRENOBLE
M. de Fontanieu, Intendant

Eclaircissemens demandés à M. de Fontanieu par la réponse de M. le Contrôleur Général à son mémoire sur les productions du sol et de l'industrie.

Dates des lettres par lesquelles M. le Contrôleur Général a demandé les éclaircissemens cy-contre.

1732 May 25

Dates des lettres écrites à M. de Fontanieu par M. le Contrôleur Général pour luy redemander les éclaircissemens cy-contre.

1733 Avril 30

1735 Juin 2

1736 Avril 13

* Pareillement un mémoire séparé et bien circonstancié sur le transport qu'il propose de faire de l'Université de Valence (1) à Grenoble, et de la nécessité qu'il trouve de rétablir le Commerce des draperies dans la première de ces villes.

** De s'expliquer sur l'arrangement que l'on peut prendre au sujet des haras.

Nouvelles réflexions envoyées par M. de Fontanieu sur les articles cy-contre, le 22 May 1736.

* Que la proposition faite par M. de Fontanieu de transporter l'Université de Valence à Grenoble (2) et de rétablir le Commerce des draperies dans la première de ces villes n'est fondée que sur l'antipathie qu'il a toujours reconnu dans les Valençois pour les manufactures, quoy

(1) Pages bien curieuses sur cette question dans le mémoire original. G. DUBOIS, p. 174-177.

(2) J. EGRET, *Le Parlement de Dauphiné*, Paris, 1942, I, p. 134 sur la décadence de l'Université de Valence. Voir NADAL, *Histoire de l'université de Valence*, 1861.

que la situation de leur ville y soit très avantageuse mais que M. le Chancelier (1) ayant nommé depuis M. le premier Président de Grenoble (2), un autre magistrat et M. de Fontanieu pour examiner les abus qui se sont introduits, tant dans cette Université que dans celle d'Orange (3), il croit avec M. de Fontanieu qu'il est inutile de penser à aucun rétablissement de Commerce dans Valence jusqu'à ce que cette commission ait décidé sur le transport de la dite Université (4)

****** Qu'il n'a rien à ajouter à ce que M. de Fontanieu a dit dans son Mémoire des productions du sol et de l'industrie concernant les haras (5) ;

Remarque seulement qu'en conséquence d'une lettre qu'il a reçue de M. de Maurepas il a réduit dans la Province le nombre des étalons qu'il y avait (6) à 30, Et qu'ils produisent tout l'effet qu'on peut souhaiter mais que, ce ministre luy ayant marqué par la même lettre qu'au moyen de cette diminution il pourroit y en envoyer tous les ans 5 ou 6, il lui a écrit de nouveau et que cette promesse n'a point encore eu son exécution.

Décisions :

Néant.

f° 25

Suite de la
GÉNÉRALITÉ DE GRENOBLE
M. de Fontanieu, Intendant

Eclaircissemens demandés à M. de Fontanieu par la réponse de M. le Contrôleur G^{al} à son mémoire sur les productions du sol et de l'industrie.

(1) d'Aguesseau.

(2) M. de Bérulle.

(3) J. EGRET, *op. cit.*, I, p. 134.

(4) Valence s'opposa vivement au transfert. Voir *Requête... par les échevins de Valence pour le maintien de l'Université de Valence contre les prétentions de la ville de Grenoble* (1766 ou 1767). Citée par J. EGRET, *op. cit.*, I, p. V, et *ibid.*, I, p. 135.

(5) G. DUBOIS, p. 78.

(6) 49 en 1730 (15 à castrer et à remplacer) 35 à conserver.

Dates des lettres par lesquelles M. le Contrôleur Général a demandé les éclaircissemens cy-contre.

1732 May 25

Dates des lettres écrites à M. de Fontanieu par M. le Contrôleur Général pour luy redemander les éclaircissemens.

1733 Avril 30

1735 Juin 2

1736 Avril 13

* D'envoyer le projet d'arrêt nécessaire pour les nouveaux octrois que la ville de Montélimar demande à l'effet de faire construire des casernes (1).

** Et enfin une instruction sur les abus qui se commettent dans la perception des droits sur les boucheries, afin d'y pouvoir apporter le remède convenable.

Nouvelles réflexions envoyées par M. de Fontanieu sur les articles cy-contre, le 22 May 1736.

* Que ces Casernes sont commencées en vertu d'un arrêt rendu le 24 avril 1734 ; Et qu'au moyen de l'attention qu'il a eu, non seulement à faire rentrer ce qui étoit dû à cette ville, mais encore à faire faire le recouvrement de ces droits patrimoniaux, l'entrepreneur des Casernes a déjà reçu 50 mil 400 l. ; qu'on luy distribuëra encore quelque somme pour les perfectionner lors de la répartition des dégrèvemens et que cet ouvrage sera un des plus solides de la Province.

** Que ces droits qui suivant l'édit de leur création ne doivent être perçus que dans les villes et Bourgs fermés, sont exigés dans tous les lieux de la Province, à l'exception du Briançonnais sur tous les bestiaux que les Bouchers, ou habitans peuvent matter pour leur usage et que c'est à Mr. le Contrôleur G^{al} à décider si cette proposition doit avoir une si grande étendue ; que de son côté il a déjà remédié de tout son pouvoir aux malversations qui se commettoient par les commis ; qu'enfin sur les plaintes portées sur le mois de Juillet 1735 par le S^r Baupied caution de ces droits d'un refus de protection po^r : le recouvrement, il a écrit à M. le Contrôleur G^{al} le 10 du même mois, et qu'il

(1) Le logement des gens de guerre, surtout dans les régions de fréquents passages, « foulait » l'habitant. Des villes demandèrent avec insistance à contribuer à l'édification de casernes.

luy a observé entre autre chose dans sa lettre que, puisque le d. S^r Baupied ne trouvait pas son compte dans cette ferme, il n'avait pas d'autre parti à prendre que d'imposer sur la Province les 38000 l. qu'il en rend aux fermiers généraux et qu'il n'a pas entendu parler de cette affaire depuis.

Décisions :

Néant.

f^o 26

GÉNÉRALITÉ DE RIOM

M. Rossignol, Intendant (1)

Eclaircissemens demandés à M. Rossignol par la réponse de M. le Contrôleur G^{al} à son mémoire sur les productions du sol et de l'industrie.

Dates des lettres par lesquelles M. le Contrôleur Général a demandé les éclaircissemens cy-contre.

1733 X^{bre} 18

Dates des lettres écrites à Monsieur Rossignol par M. le Contrôleur G^{al} pour luy redemander les éclaircissemens cy-contre.

1735 Mars 17.

De l'informer, si on fait les réparations ordonnées par le Conseil à la rivière de l'Allier ; et si le plan projeté par la province pour quelques nouvelles routes et chemins s'exécute.

Nouvelles réflexions envoyées par M. Rossignol sur les articles cy-contre le 28 Avril 1731 et 22 du même mois 1735

Que si les réparations à faire à la rivière de l'Allier dont on luy parle, sont celles qui regardent la digue du Pont du Château il serait nécessaire, pour le bien du Commerce, que M. le Contrôleur Général ordonnât l'exécution des différens arrêts qui condamnent le seigneur

(1) Rossignol (Bonaventure Robert), maître des requêtes en 1719, intendant d'Auvergne en 1734. Voir L. VIALATTE, *Rossignol, intendant de la généralité de Riom*, Aurillac, 1924.

de cette terre à rétablir cette digue et notamment celui du 27 avril 1734; cette affaire se trouvant dans le même état, où elle était lorsque les marchands fréquentant la rivière de Loire lui ont demandé la permission de faire saisir les revenus de M. de Pont du Château et que M. Trudaine (1), sur leurs remontrances, a répondu qu'il croyait qu'un avertissement de M. le Contrôleur G^{al} déterminerait le seigneur à se mettre en règle (2).

Qu'il auroit aussi à rétablir sur la même rivière un autre endroit d'autant plus pressans que malgré les réparations que les habitans y ont pû faire cinq à six fois, il est toujours à craindre que le premier débordement n'inonde le village de Couade et ses environs, dont le terrain est bon et étendu ; mais que ne pouvant se réparer sans le secours des fonds des ponts et chaussées, il n'ose rien proposer à ce sujet.

Que la route que l'on devait ouvrir pour établir une Communication de l'Auvergne avec le Languedoc (3) est parfaite mais que celle passant par St-Flour pour aller jusqu'à Mende dans le Gévaudan attend le même secours que les réparations de la Rivière cy-dessus.

Décisions :

Néant.

f° 27

Suite de la
GÉNÉRALITÉ DE RIOM
M. Rossignol, Intendant

Eclaircissemens demandés à M. Rossignol par la réponse de M. le Contrôleur G^{al} à son mémoire sur les productions du sol et de l'industrie.

(1) Daniel Trudaine, 2 janvier 1703-19 janvier 1769. Fils d'un prévôt des marchands de Paris, Charles Trudaine. Conseiller au Parlement le 6 mars 1721 ; maître des requêtes le 25 septembre 1727. Intendant d'Auvergne en mars 1730. Intendant des Finances en 1734. Conseiller d'Etat semestre, 1744, ordinaire en 1756. Remplace Rouillé de Jouy au Bureau du Commerce par arrêt du Conseil du 9 mai 1749. Directeur Général du Commerce à partir de ce moment, avec l'aide de son fils, Trudaine de Montigny qui lui est adjoint à titre de survivance en 1757.

(2) Voir plus loin, p. 181. Sur cette affaire L. VIALATTE, *op. cit.*, p. 148, 149. Le devis s'élevait en effet à 200 000 livres.

(3) E. APPOLIS, *La construction des routes royales en Languedoc au XVIII^e siècle*, 1941, p. 17, 18. L. VIALATTE, *op. cit.*, p. 144, 146.

Dates des lettres par lesquelles M. le Contrôleur G^{al} a demandé les éclaircissemens cy-contre.

1733 X^{bre} 18

Dates des lettres écrites à M. Rossignol pour luy redemander les éclaircissemens cy-contre.

1735 Mars 17

D'envoyer les trois projets de réglemens qu'il demande :

* Le premier pour arrêter les défrichemens qui se font dans les paccages communs de la Province et qui sont nécessaires aux bestiaux (1).

** Le deuxième au sujet des toiles qui se fabriquent dans une partie de la Limagne et des montagnes du forêt sans aucune police ni inspection ;

Et le troisième concernant l'exemption de droits que les fabricans de papier de Thiers et d'Ambert demandent sur les chiffons qu'ils tirent de Bourgogne.

Nouvelles réflexions envoyées par M. Rossignol sur les articles cy-contre le 28 avril 1731 et 22 du même mois 1735.

* Que M. Trudaine a fait réimprimer et publier l'arrêt rendu le 8 May 1688, au sujet des défrichemens dans les paccages communs (2) et qu'au moyen de quelques dispositions qu'il a l'intention d'ajouter dans la nouvelle ordonnance qu'il fera attacher à cet arrêt (3), il croit que le nouveau règlement qu'on luy demande sera inutile ; le Conseil ayant pourvu par cet arrêt à tous les abus qui peuvent se commettre à cet égard.

** Que comme ces deux objets embrassent un grand travail, il a besoin d'un peu de têmes ; qu'il y donnera son application assidûment, et qu'il en rendra bientôt compte.

Ces observations ont été communiquées à M. Trudaine (4).

(1) Voir plus loin, p. 181.

(2) Voir C. TRAPENARD, *Le pâturage communal en Haute-Auvergne*, Paris, 1904. L'arrêt de 1688 interdisait l'aliénation des pâturages communs et surtout leur usurpation par « les entreprises de quelques particuliers ». Les communaux défrichés devaient être rétablis en pacages. *Ibid.*, p. 46, 47. Il fallut renouveler fréquemment ces défenses.

(3) Ordonnance du 4 août 1732 dont le texte n'est connu que par allusions comme celle-ci. C. TRAPENARD, *ibid.*, p. 48.

(4) Devenu entre temps intendant des Finances.

Décisions :

Néant.

f° 28

GÉNÉRALITÉ DE POITIERS

M. le Nain, Intendant (1)

Eclaircissemens demandés à M. le Nain par la réponse de M. le Contrôleur G^{al} à son mémoire sur les productions du sol et de l'industrie.

Dates des lettres par lesquelles M. le Contr. Général a demandé les éclaircissemens cy-contre :

1733 May 8

Dates des lettres écrites par M. le Contrôleur Général à M. le Nain pour luy redemander les éclaircissemens cy-contre.

1735 Juin 2

* De luy mander si celui qui avait offert à M. de Baussan de défricher une certaine quantité de terres incultes dans la généralité de Poitiers et d'en dédommager les propriétaires ne s'est point encore présenté à luy et s'il persiste dans son dessein, afin qu'il puisse prononcer sur ses offres.

** De luy envoyer le projet de règlement qu'il jugera convenable au rétablissement de la fabrique de bonneterie qui est dans sa généralité, supposé qu'elle n'en ait point encore et que ce soit la cause de sa décadence.

*** De luy faire part de ses réflexions sur le projet que M. de Bausan avait formé de retirer 200 pauvres de l'hôpital général pour relever la manufacture d'étoffes de laine établie à Poitiers ou pour mieux dire y en former une nouvelle en cas qu'il juge encore l'exécution de ce projet nécessaire (2).

(1) Le Nain (Jean), maître des requêtes en 1726, intendant de Poitou en 1731, intendant de Languedoc en 1743. (Remplacé en Poitou par Berryer, maître des requêtes).

(2) Sur ces problèmes voir P. BOISSONNADE, *Essai sur l'organisation du travail en Poitou.... jusqu'à la Révolution*, Paris, 1900, 2 vol.

Nouvelles réflexions envoyées par M. le Nain sur les articles cy-contre 26 7^{bre} 1733 et 27 juin 1735.

* Que le S^r Chareau de la Tour, dont il est question a obtenu il y a un an un arrêt en vertu duquel il a commencé son opération dans la paroisse de St-Secondin ; qu'à son égard il a exposé dans le Mémoire qu'il a envoyé par rapport aux terres incultes les moyens généraux que l'on peut pratiquer pour mettre en valeur celles qui se trouvent dans chaque élection de son département.

** Que selon luy les réglemens que l'on pourroit rendre au sujet de la bonneterie du Poitou qui ne forme qu'un petit objet de Commerce seroient plus nuisibles qu'avantageux.

*** Qu'avant de former cette manufacture il seroit nécessaire de réparer et même d'ajouter beaucoup à la maison, que M. de Baussan a indiqué pour cela ; qu'il faudroit des métiers et des laines et que quand même on supposeroit les fonds nécessaires à cette dépense facile à trouver, il seroit peut-être encore à craindre, que cette fabrique ne trouvât point le débit de ses constructions ; l'hôpital g^{al} de Poitiers n'ayant pû trouver depuis 5 à 6 ans à se débarrasser de 100 douzaines de bas qu'elle a dans ses magasins quoy qu'ils conviennent aux troupes.

Décisions :

Néant.

f^o 29

Suite de la

GÉNÉRALITÉ DE POITIERS

M. le Nain, Intendant

Eclaircissemens demandés à M. le Nain par la réponse de M. le Contrôleur G^{al} à son mémoire sur les productions du sol et de l'industrie.

Dates des lettres par lesquelles M. le Contrôleur Général a demandé les éclaircissemens cy-contre.

1733 May 8

Dates des lettres écrites à M. le Nain par M. le Contrôleur général pour luy redemander les éclaircissemens cy-contre.

1735 Juin 2

* Pareillement sur le moyens pour rétablir le Commerce de Vin et de bled que le Poitou et Langoumois faisoient autrefois, et qui est entièrement tombé.

** De luy marquer ce que l'on peut faire en faveur de la petite manufacture d'étoffes de laines que M. de Baussan a établi dans l'hôpital gal de Poitiers et qu'il a dit dans son mémoire avoir besoin d'être soutenuë.

*** De luy expliquer la nature du droit attaché à la charge de Prudhomme des cuirs que M. de Baussan prétend être très contraires à la manufacture de peaux d'orinaux (1) qui s'appêtent à Nyort et si ce droit peut s'éteindre.....

Nouvelles réflexions envoyées par M. le Nain sur les articles cy-contre 27 7^{bre} 1733 et 27 Juin 1735.

* Que la mauvaise qualité des vins du Poitou en a fait tomber le commerce et que ce défaut ne provenant que du peu de soin que l'on y prend d'y faire le vin et d'y cultiver les vignes, il croit qu'il seroit avantageux à cette Province de s'assurer par différentes expériences (2) de la manière de remédier à ces âbus et que, Si M. le Contrôleur G^{al} veut luy permettre d'employer un petit fond à cet usage, il commencera à faire exécuter ce dessein.

** Que l'affoiblissement des fabriques des hôpitaux ne peut être imputé qu'au retranchement des fonds que le Roy leur faisoit distribuër, cette diminution ayant obligé leurs administrateurs de renvoyer beaucoup de ceux qui travailloient, comme plus capables de gagner leur vie.

*** Qu'il a envoyé un mémoire il y a un an sur cet office, dans lequel il a rassemblé tous les éclaircissemens qu'il a pû tirer ; exposé les droits contraires au commerce des cuirs et proposé un moyen facile pour les éteindre.

(1) Peaux d'orignaux. L'original est un quadrupède de l'Amérique du Nord semblable au renne; « sa peau préparée est douce, moelleuse ». *Encyclopédie*.

(2) Sur les expériences d'oenologie qui ne commenceront que plus tard, voir *Agronomie et agronomes*, I, p. 633 et suiv.

N^a. Ce mémoire n'a point été envoyé, ou il a été adressé directement au bureau du Commerce ; M. Malet (1) n'en ayant eu aucune connaissance.

Décisions :

Néant.

f^o 30

Suite de la

GÉNÉRALITÉ DE POITIERS

M. le Nain, Intendant

Eclaircissemens demandés à M. le Nain par la réponse de M. le Contrôleur Général à son Mémoire sur les productions du sol et de l'industrie.

Dates des lettres par lesquelles M. le Contrôleur G^{al} a demandé les éclaircissemens cy-contre

1733 May 8

Dates des lettres (par lesquelles) écrites à M. le Nain par M. le Contrôleur Général pour luy redemander les éclaircissemens cy-contre.

..... Et de chercher les expédiens qui peuvent ramener les hollandais à l'usage qu'ils étoient de venir chercher des sels dans l'Election des sables avant qu'on les ait imposés aux mêmes droits que ceux de Brouage.

Nouvelles réflexions envoyées par M. le Nain sur les articles cy-contre. 26 7^{bre} 1733 et 27 Juin 1735.

Que ce sont les Anglais et non les hollandais qui enlevoient ces sels ; et qu'ils ne s'en sont écartés que depuis qu'on a non seulement prohibé ou surchargé de droits les marchandises qu'ils apportoit en échange, mais encore assujetti ces sels aux mêmes droits que ceux de Brouage.

(1) Commis du Contrôle Général ?

Que ces droits quoy que réduits actuellement à 11 l. 14, sont encore trop forts pour déterminer les étrangers à venir chercher cette denrée voulant trouver un profit dessus ;

Cependant que si on se déterminoit à diminuer les droits sur l'un ou l'autre de ces objets, cela procureroit beaucoup d'utilités aux fermiers ; mais qu'avant de réduire ceux des sels il seroit à propos de sçavoir comment on en use en Portugal afin de s'y conformer.

Décisions :

Néant.

f° 31

Suite de la
GÉNÉRALITÉ DE POITIERS

M. le Nain, Intendant

Eclaircissemens

Outre les réflexions ci-dessus, M. le Nain a encore envoyé quatre mémoires dans lesquels il observe, sçavoir,

Premier, que l'on pourroit rendre aux farines appelées minots (1), dont le commerce a beaucoup souffert, la réputation qu'elles avoient autrefois ;

Second, qu'il est urgent de faire construire un mur en forme de quay, pour défendre la ville des sables des efforts de la mer, étant à craindre que le premier ouragant ne sépare cette ville en deux et ne comble le bassin de son port,

Troisième, qu'il est pareillement essentiel de faire rétablir le pont du Port de la Claye et de réparer les chaussées qui sont aux environs ; ces ouvrages qui intéressent d'un côté les troupes du Roy quand on est obligé d'en faire passer sur les côtes, étant en même têmes de la dernière

(1) La mouture en était plus soigneuse pour en prévenir la fermentation au cours du transport. Les grains de la France du Sud-Ouest se prêtaient particulièrement bien à cette préparation. La farine de minot produite en Poitou, Angoumois, Guyenne, s'exportait en Amérique et aux Iles dans des barils. Voir abbé Rozier, *Cours d'agriculture*, 1780, art. *Farine*. E. BÉGUILLÉ, *Manuel du meunier*, Paris, 1775. MALOIN, *Art du meunier*, 1779, *Encyclopédie méthodique, Agriculture*, art. *Farine*. Voir sur les minoteries dans l'intendance d'Auch, M. BORDES, *D'Etigny*, 1957, p. 736-738.

importance pour les habitants de l'Election des sables, non seulement par rapport au Commerce des morües et sardines qu'ils faisoient avec le Poitou et autres Provinces avant la chute de ce pont et qu'ils ne peuvent étendre ailleurs, surtout en Normandie à cause du sol pour livre que l'on exige sur les morües (1) ; mais encore à cause de la facilité que ce pont leur donneroit de tirer à bas prix du haut et bas Poitou les marchandises et vins qu'ils ne peuvent faire venir aujourd'hui de Bordeaux et de la Rochelle qu'à grands frais ;

Quatrième, qu'enfin le Commerce de la ville des sables, qui a entretenu pour la pêche des morües et sardines jusqu'à 60 vaisseaux ou Bargues (2), de 100 à 120 tonneaux, et dans le Port de laquelle on a vû autrefois plus de 60 vaisseaux étrangers y venir chercher de ces poissons, est tombé considérablement par la rareté des espèces, suivant le sentiment de quelques uns quoy qu'on puisse cependant en imputer avec plus de justice la cause aux raisons suivantes,

1° au sol pour livre que l'on exige en Normandie sur les morües des habitants des sables, quoy que ce droit ne soit dû que par les Etrangers et autres qui n'ont pas fait la pêche eux-mêmes,

2° à la chute du pont et du Port de la Claye, dont il a été cy-devant parlé ;

3° aux 200 l. de droits que l'on prend sur le raguet (3) comme sur les grandes et moyennes morües quoy que cette première espèce soit beaucoup inférieure aux deux autres.

4° au défaut de subordination dans les équipages employés à cette pêche ; les matelots, dans l'idée de ne devoir aucune obéissance à leurs officiers, ni aux négociants qui les commettent, parce qu'ils les connoissent tous pour gens de basse extraction, abandonnant souvent le banc de leur autorité, sans attendre la charge des navires,

5° à l'avidité des plus riches négocians, qui pour gagner davantage font sortir leurs vaisseaux du banc avec 6 à 7 milliers de poissons seulement ; afin d'arriver les premiers aux Ports ; bien persuadés qu'une pareille diligence les dédommagera au dela de la quantité qu'ils abandonnent.

6° à la pauvreté du peuple causée tant par le prix excessif des provisions et ustanciles nécessaires à cette pêche, que par l'infidélité des

(1) Les Olonnais furent exemptés de ce droit en 1742. BONNASSIEUX-LELONG, p. 304 b.

(2) Français médiéval ou anglais *barge*; péniche, embarcation servant au transport.

(3) Morue de 4^e catégorie, vient après la *gaffe*, la *morue marchande* et la *trie*.

négocians à exiger des matelots jusqu'à 15 pour cent des avances qu'ils peuvent leur faire (1),

7° au prix exorbitant des denrées avec lesquelles on paye les artisans, cette cherté les réduisant.....

Décisions :

Néant.

f° 32

Suite de la
GÉNÉRALITÉ DE POITIERS

M. le Nain, Intendant

Eclaircissemens à M. le Nain par la réponse de Monsieur le Contrôleur G^{al} sur les productions du sol et de l'Industrie

26 7^{bre} 1733 et 27 Juin 1735.

..... tout à fait dans l'indigence,

8° au trafic que les négocians font aujourd'huy des denrées et ustenciles nécessaires pour les vaisseaux et qu'ils prenoient autrefois chés les habitans des sables

9° enfin au peu de fortune des négocians de la dite Election des sables, occasionnée par les raisons cy-dessus (2).

Propose ensuite le remède à ces différens maux et abus.

Par rapport aux farines cy-dessus —

1° au cas que l'on ne juge pas à propos de faire sortir de Rochefort celui qui y est préposé à la visite des farines destinées pour les magasins du Roy d'établir à Nyort un commis pour exercer la même fonction sur toutes celles qui seront apportées dans la d. ville et de luy enjoindre, non seulement de faire peser embariller et plomber celles qu'il reconnoitra pouvoir être transportées aux Colonies françaises, mais encore de saisir les défectueuses, d'en dresser procès-verbal et de l'en-

(1) Fréquents conflits, au XVIII^e siècle, entre pêcheurs et négocians. H. SÉE, *Histoire économique*, I, p. 319.

(2) On notera l'intérêt de cette analyse des conditions de la pêche aux Sables-d'Olonne.

voyer à l'intendant ; toutes ces précautions étant essentielles pour prévenir la fraude.

2° d'affecter quelques moulins aux dites farines et de prendre soumission des meuniers de ne les employer à aucune autre moûture.

3° d'ordonner que tous les bluteaux et tamis qui serviront aux dites farines, seront conformes au modèle dont on conviendra.

4° Et pour s'assurer davantage de la qualité des d. bluteaux et tamis, de commettre aussi une personne pour les examiner avec pouvoir de saisir ceux qu'il trouvera en contravention, même de poursuivre l'amende.

Par rapport aux Morües (1),

De supprimer en faveur des habitants des sables les droits de sol pour livre qu'on exige en Normandie sur ce poisson ; l'extinction de ce droit, qui les engagerait à aller dans les ports de la d. Généralité, ne pouvant être que très avantageuse à la ville de Rouen.

De rétablir au port de la Claye le pont, dont il est cy devant parlé ;

De régler le droit des morües à proportion de leurs qualités différentes, et en conséquence d'ordonner que le millier de la grande contiendra de payer 200 l. ; qu'il ne sera perçu que les deux tiers de cette somme par millier de moyenne, et que celui du raguet demeurera réduit au tiers seulement des d. 200 l. ; et ou on trouveroit quelque difficulté de fixer ainsi ce droit, dire qu'il n'aura plus lieu par rapport à la qualité, mais sur le poids après toutefois qu'on se sera assuré de ce que pèse un millier de grandes morües ; au moyen de quoy les marchands de Loire d'Orléans et de Paris qui tiroient de Nantes ces trois espèces de poissons n'en feront plus venir que de la ville des sables, ce qui leur épargnera.....

f° 33

..... beaucoup de frais et fera gagner le fermier.

De punir suivant la rigueur du règlement fait pour les sables le 20 avril 1729, Titre 3, Art. 3 et autres subséquens, tous ceux qui y contreviendront ;

(1) Voir sur ce point BONNASSIEUX-LELONG, table analytique, p. 627 a, et A. BELLET, *La grande pêche de la morue à Terre-Neuve*, Paris, 1901.

De renvoyer devant les juges de l'Amirauté (1) tous les intéressés en la dite pêche, qui se trouveront lésés par les comptes que les négocians leur rendront ;

De fixer aux négocians un têmes pour faire le compte des marchandises qu'ils auront vendues et payer leurs intéressés à peine.....

Suite de la
GÉNÉRALITÉ DE POITIERS

M. le Nain, Intendant

..... de dommages et intérêts.

De borner le commerce des négocians, leur défendre d'empiéter sur les professions des artisans, et d'imposer à la taille ceux d'entre eux qui enfreindront les dits réglemens attendus que, lorsqu'ils fournissent à un vaisseau les provisions et ustenciles nécessaires ils dérogent à leurs privilèges.

Observations

Que les différentes polices proposées pour les farines arrêteront l'avidité du Marchand rétabliront la confiance, Et qu'elles engageront aussi les négocians à préférer aux farines de Nérac celles de la Généralité qui sont pour ainsi dire sous la main ; que la dépense des 2 comis à établir, pour veiller sur ces farines, risque d'autant moins d'opposition, qu'on peut charger l'inspecteur des manufactures de l'examen des tamis et bluteaux moyennant une faible gratification ce qui épargnera d'abord un de ces Comis et qu'à l'égard de l'autre, il faut que l'objet qui le requerre en supporte les frais : D'ailleurs que la servitude imposée aux meuniers par cet arrangement ne peut leur être qu'avantageuse puisque la qualité des grains, avec lesquels on les payera étant meilleure, elle augmentera leurs profits (2).

(1) L'Amirauté de France, siégeant à Paris et connaissant en première instance et souverainement des causes relatives à la pêche jusqu'à 150 livres. Ou bien l'amirauté des Sables d'Olonne, une des neuf amirautés particulières ressortissant à l'Amirauté de France, qui jugeaient jusqu'à 50 liv. Vraisemblablement cette dernière.

(2) Voir sur ce point, mais pour la seconde moitié du siècle, des éléments de discussion dans E. LABROUSSE, *Esquisse*, p. 576, note 33.

Qu'enfin Mrs Rougeault (1), Richebourg et de la Tour (2) ci-devant intendant de la d. généralité, ont dressé et fourni des devis au sujet du Pont à construire au Port de la Claye et du rétablissement des Chaussées qui sont aux environs et qu'il n'y a rien de plus efficace pour ranimer le Commerce du Poitou que ces sortes d'ouvrages.

f° 34

GÉNÉRALITÉ DE LA ROCHELLE

M. Bignon, Intendant (3)

Eclaircissemens demandés à M. Bignon etc...

Dates des lettres par lesquelles etc...

1735 Avril 3

Dates des lettres écrites à M. Bignon par M. le Cont. G^{al} etc...

1735 Juin 2

De proposer les moyens qu'il croira pouvoir favoriser l'exécution du projet présenté en 1716 pour joindre la rivière de Charente au Clin, et de luy envoyer les Mémoires et devis nécessaires à ce sujet; afin de connoître les frais que ces travaux peuvent occasionner.

Et d'expliquer la manière dont on pourroit se servir pour réunir au lit de la rivière de Boutonne les différens canaux qu'il soutient lui être nécessaires pour en rétablir la navigation, ensemble les moyens d'y parvenir, les obstacles que cette entreprise peut rencontrer et les frais qu'elle demande.

Nouvelles réflexions envoyées par
M. Bignon sur les articles cy-contre 4 Juin 1735

Qu'il a demandé le devis de ces ouvrages au Sr Huot ingénieur sans l'avoir pû obtenir ; que M. le Contrôleur Gal en pourroit écrire à M.

(1) Maître des requêtes membre du Conseil de Commerce de 1715 et de 1718.

(2) Voir plus loin, p. 93.

(3) Bignon de Blanzay (Jérôme), maître des requêtes en 1719 ; neveu du savant abbé Bignon. Intendant de La Rochelle en 1726 ; de Soissons en 1737.

Dubois sinon qu'il cherchera un autre Ingénieur pour cela.

13 Avril 1736

M. le Cont. Général lui a fait réponse qu'il le prie de se faire donner les éclaircissemens qui conviennent pour l'exécution de l'entreprise dont il s'agit.

Décisions :

Néant.

f° 35

GÉNÉRALITÉ DE LIMOGES

M. de Tourny, Intendant (1)

Eclaircissemens demandé à M. de Tourny par la réponse de M. le Contr. Général à son mémoire sur les productions du sol et de l'industrie.

Dates des lettres écrites à M. de Tourny par M. le Contr. G^{al} pour lui redemander les éclaircissemens cy-contre : 20 Fév. et 19, 2 Juin 1735, etc...

N'a point fourni de mémoire Quoy que M. le Contr. G^{al} lui ait demandé les... Sept. 1731 - 27 août 1732 - 8 May 1733 - 13 avril 1736.

Nouvelles réflexions envoyées par M. de Tourny sur les articles cy-contre

Néant.

Décisions :

Néant.

(1) Tourny (Louis Urbain Aubert de), 1695-1760, Conseiller au Chatelet, 1714, au Grand Conseil, 1719 ; maître des requêtes, 1719, intendant de Limoges en 1730 ; intendant de Bordeaux de 1743 à 1757. Voir M. LÉHERITIER, *Tourny*, Paris, 1920.

GÉNÉRALITÉ DE BORDEAUX

M. Boucher, Intendant (1)

Eclaircissemens demandés à M. Boucher par la réponse de M. le Contr. G^{al}, etc..., etc...

Dates des lettres par lesquelles M. le Contr. G^{al} a demandé etc... etc...

1733 X^{bre} 18

Dates des lettres écrites à M. Boucher par M. le Contr. G^{al} etc... etc...

1735 Mars 17

1736 Avril 13

S'il n'y auroit point de danger à prononcer les défenses qu'il propose par rapport aux bleds d'Espagne dont on fait usage dans sa province (2) ; à quelle quantité on en pourroit fixer la semence par maïterie et s'il seroit nécessaire d'un arrêt pour cela ; quelle dépense demanderoit le premier achat des bleds qu'il conseille d'emmagasiner, celle des greniers pour les renfermer ; et s'il n'a personne en vüe qui veuille se charger de cette entreprise.

S'il a destiné les terres incultes de sa Généralité à l'usage qu'il avoit projeté (3) ;

S'il ne se présente point quelques entrepreneurs pour les manufactures d'étoiles qu'il souhaiteroit d'y voir établir, et quels seroient les arrangements que l'on pourroit faire avec eux.

D'expliquer quelle est le commerce particulier qui se fait par les directeurs de la Compagnie des Indes sous le nom de cette Compa-

(1) Boucher (Claude), intendant de Bordeaux en 1720, président honoraire de la Cours des Aides de Paris le 14 mars 1699. Remplacé à Bordeaux en 1743 par Aubert de Tourny. Sur Boucher, voir M. LHÉRITIER, *Tourny*, 1920, I et II, *passim*.

(2) La culture du maïs était déjà très développée en Guyenne et dans les Landes. Voir D. FAUCHER, *Le maïs en France*, *Annales de Géographie*, 1931. P. DEFFONTAINES, *Les hommes et leurs travaux dans les pays de la Moyenne-Garonne*, 1932, p. 225.

(3) L'article de O. GRANAT, *La politique économique des intendants de Guyenne au XVIII^e siècle*, *Revue de l'Agenais*, 1907, p. 184-192, 237-145, tout entier consacré aux pépinières royales et aux pépinières de mûriers, ne touche à aucun des points soulevés ici.

gnie (1) ; quels sont les chargements qu'il leur impute et comment il entend qu'un vaisseau qu'ils peuvent charger à Bordeaux est capable de nuire au Commerce ; et d'envoyer un Mémoire de l'étendue et qualité des Landes et bruyères qu'il conseille de faire défricher (2) et des exemptions que demandent ceux qu'il a en vue pour cette entreprise ;

Copie de celui qu'il dit avoir envoyé à la Chambre de Commerce, concernant les contrebandes dans les Indes ;

Les plans et devis des réparations à faire.....

f° 37

Suite de la

GÉNÉRALITÉ DE BORDEAUX

M. Boucher, Intendant

..... à la rivière de l'Ille, en cas qu'il puisse trouver quelques moyens pour en assurer la dépense. Enfin les trois projets d'arrêts qu'il estime nécessaire.

Le 1^{er} pour ordonner la destruction des vignes de 15 ans (3) ;

Le 2^m pour empêcher de tuer des agneaux suppose qu'il prévoie en pouvoir assurer l'exécution ;

Le 3^m pour obliger les paroisses d'acheter des troupeaux, et de ne plus faire les soutrages (4) des moutons qu'avec de la paille.

Nouvelles réflexions envoyées par M. Boucher sur les articles cy-contre.

Réponses de M. Boucher 28 Mars 1735

(1) Voir H. WEBER, *La Compagnie française des Indes, 1604-1875*, Paris, 1904, p. 329 et suiv.

(2) Sur le défrichement des landes de Bordeaux, voir *Agronomie et agronomes*, I, p. 528.

(3) Sur l'application de l'édit de 1731 sur les vignes en Guyenne, voir R. VIVIER, *op. cit.*, p. 30, 31. M. LHÉRITIER, *Tourny*, p. 368.

(4) Litière faite de feuilles d'arbres et d'aiguilles de pin.

« Que la multiplicité des affaires dont il est chargé ne lui permettra pas de songer aux nouveaux éclaircissemens qu'on luy demande avant l'été prochain.

Et n'y ayant point satisfait le 13 avril 1736 M. le Contrôleur Général s'est plaint de ce qu'il n'avoit point exécuté sa promesse et luy a redemandé encore les mêmes éclaircissemens »

Décisions :

Néant.

f° 38

GÉNÉRALITÉ DE MONTAUBAN

M. Pajot, Intendant (1)

Eclaircissemens demandés à M. Pajot par la réponse de M. le Contr. G^{al} à son mémoire etc... etc...

Dates des lettres par lesquelles M. le Contrôleur G^{al} etc. etc...
1733 Mars 13

Dates des lettres écrites à M. Pajot par M. le Contr. Général pour luy redemander etc... etc...

Néant.

* D'engager les officiers devillemur de s'entendre avec luy pour visiter sans frais les chaussées de sa généralité et y faire supprimer sur tous les ruisseaux sujet à déborder, ce qui peut former quelques embarras au passage de leurs eaux.

** De luy mander ce qu'est devenu le projet de règlement qu'il dit avoir envoyé au conseil le 9 octobre 1730 par rapport aux toiles grises, ou rousses, que l'on fabrique dans son département ; pourquoy on n'a pas suivi ce projet de vüe et de luy en envoyer une copie.

*** Pareillement les réflexions qui luy ont été demandées et qu'il a promises, par rapport à la Compagnie qui offre de rendre la Dordogne navigable depuis sa source jusqu'en Périgord, moyennant un droit qui,

(1) Pajot de Nouzeau, maître des requêtes en 1719, intendant de Montauban en 1724, d'Orléans en 1740.

suivant la demande de cette Compagnie monteroit au 70^e de la valeur des marchandises passant sur cette Rivière.

Nouvelles réflexions envoyées par M. Pajot sur les articles cy-contre les 1^{er} avril et 30 oct. 1733.

* Que les officiers de Villemur étant en Languedoc il luy sera difficile de conférer avec eux, que cependant il fera son possible pour y parvenir.

** Qu'il n'a rien à ajouter au projet de réglemens qu'il a proposé le 23 fév. 1733 pour les tisserands de sa Généralité, ni à ce qu'il a marqué le 9 octobre 1730 sur le mémoire qu'on luy a adressé le 23 août précédent, concernant les toiles de chanvre, sçavoir non seulement d'ordonner que les toiles de Villefranche et Figeac auront 7/8 d'aune de largeur ou 4 pans francs mesure de Paris et qu'elles seront pliées en rames et non en rouleaux sans être cousües, à peine de confiscation et d'amende, tant contre l'acheteur que contre le vendeur ; mais encore d'enjoindre aux Consuls des ville d'y tenir la main ; ces précautions étant les seules qui peuvent remédier à la fraude.

*** Qu'enfin il a envoyé dès le 9 sept. 1733 le procès-verbal et l'avis qu'on luy a demandé au sujet de la Compagnie qui offre de rendre cette Rivière navigable.

Ajoute par rapport aux biens abandonnés de sa Généralité et sur lesquels il n'y a que M. Amelot de Chaillou qui peut luy avoir demandé un projet de règlement (1),

Que quoy qu'il songeât depuis trois ans à former ce règlement, la taille réelle qui a lieu dans cette province, les fausses déclarations données à cet égard et la proportion qu'il faut garder dans les privilèges à accorder à ceux qui se chargeront de remettre les dits biens en valeur, tous ces objets, dit-il, luy ont néanmoins présenté tant de difficultés lorsqu'il a voulu travailler qu'il n'a pû encore projeter ce règlement ; qu'il n'a reçu que depuis peu les nouveaux Etats qu'il luy a fallu demander aux Communautés pour traiter cette matière ; qu'il en fait faire des relevés, et qu'il ne croit pas pouvoir fournir ce qu'on luy demande avant le mois de février.

En conséquence, M. le Contr. Général luy a écrit le 13 avril 1736,

(1) Le département d'Amelot de Chaillou s'occupe en effet des terres incultes. Voir plus loin, p. 166 et suiv.

que les mesures qu'il a dû prendre depuis au sujet du dit règlement, ayant indubitablement aplani les difficultés qui l'arrêtoient, il le prie d'y travailler sans perte de têmes et de luy envoyer au plutôt.

Décisions :

Néant.

fo 40

GÉNÉRALITÉ DE ROUEN

M. de la Bourdonnaye, Intendant (1)

Eclaircissemens demandés par la réponse de M. le Contr. Général à M. de la Bourdonnaye à son mémoire sur les productions du sol et de l'industrie

Dates des lettres par lesquelles M. le Contr. Général etc...

1733 Avril 3.

Dates des lettres écrites à M. de la Bourdonnaye pour lui redemander etc...

1735 Juin 2 :

D'expliquer les moyens qu'il dit avoir pour rétablir la fabrique de draps fins de Ponteaudemer qui s'abolit entièrement et dont la destruction laisse d'excellens ouvriers sans employ.

Nouvelles réflexions envoyées par M. de la Bourdonnaye sur les articles cy-contre 27 août 1735

Que les grands privilèges et avances qu'on luy a demandé ne luy ayant pas paru convenables, il n'a rien proposé à ce sujet ; Et que s'il croyoit en pouvoir obtenir il les demanderoit plutôt en faveur d'un nommé Cretot de Louviers qui est un excellent ouvrier (2) ; joint à ce

(1) La Bourdonnaye, maître des requêtes en 1724, intendant de Rouen en 1732.

(2) Decretot fut en effet le fondateur d'une fabrique de draperie fine célèbre. A la fin du siècle son établissement est équipé avec une machinerie perfectionnée. Il s'intéresse aux expériences de Daubenton sur l'amélioration des laines, et fut député à la Constituante. Voir A. Young, *Voyages en France*, éd. H. Sée, I, p. 260, n. 4 ; 261, 464 ; 973-974.

que ceux de la manufacture de Ponteaudemmer se sont donnés à d'autres travaux depuis qu'ils ont été abandonnés par les entrepreneurs de cette fabrique.

Décisions :

Néant.

f° 41

GÉNÉRALITÉ DE CAEN

M. de Vatan, Intendant (1)

Eclaircissemens demandés à M. de Vatan par la réponse de M. le Contr. Général à son mémoire sur les productions du sol et de l'industrie.

Dates des lettres par lesquelles M. le Contr. Général etc...

1733 Mars 13

Dates des lettres écrites à M. de Vatan par M. le Contr. Général pour luy demander etc...

1733 Avril 30 - 1735 Juin 2 - 1736 Juin 13

* S'il croit pouvoir assurer l'exécution des défenses qu'il propose de prononcer de porter aux marchés des vœaux femelles et de tuer des agneaux avant la St Jean (2).

** Et si quelques exemptions ne pourroient point engager certaines personnes à reprendre la culture des terreims qui ont été abandonnés dans sa Généralité aux conditions toutefois de continuer à travailler les terres qu'elles cultivent actuellement.

(1) Aubery de Vatan, maître des requêtes honoraire en 1718, intendant de Limoges en 1724, de Maubeuge « ou Pays-Bas françois » en 1725, (remplacé par Moreau de Séchelles), de Caen en 1728. Remplacé en 1740 par La Briffe de Ferrière.

(2) Voir un projet d'arrêt contenant défense similaire en 1720 dans BONNASSIEUX-LELONG, p. 107 a. Même question pour la généralité de Bordeaux, voir plus haut, p. 40. Longtemps des dispositions prohibitives défendaient de tuer des agneaux pour parvenir à l'accroissement du nombre des moutons. Des dispositions analogues existaient pour les veaux. Mais beaucoup de paysans ne pouvaient fournir à l'élève de bêtes surnuméraires. C'est ce qu'expliquent bien les discussions du Comité d'agriculture de 1785. Voir *Agronomie et agronomes*, I, p. 716, n. 2.

Nouvelles réflexions envoyées par M. de Vatan sur les articles cy-contre.

* Que les défenses particulières que l'on prononcerait à ce sujet deviendroient par la suite aussi inutiles que celles qui ont été faites ailleurs de tuer des agneaux avant la St-Jean, et qu'il n'y a qu'un règlement général qui soit capable de corriger ce défaut ; que si on juge à propos de le rendre il mettra tout en usage pour en procurer l'exécution.

** Pour réponse sur cet article il joint les mémoires de deux de ses subdélégués qui marquent, l'un qu'il n'y a point de terres abandonnées dans son élection parce que les créanciers de celui qui cesse de cultiver son fond en poursuivent aussitôt l'adjudication. Et qu'à l'égard des terrains ingrats qui s'y trouvent, comme ceux à qui ils appartiennent en retirent un droit de riverains auxquels ils les abandonnent, il convient mieux de laisser subsister cet usage que de songer à améliorer ces terres, qui ne rendroient jamais la dépense qu'elles causeroient.

L'autre qui ne connoit d'autre moyen pour bonifier les Landes de son Election que d'autoriser les Seigneurs à reprendre le tiers des terres qu'eux ou leurs auteurs, peuvent avoir données à leurs vassaux pour usage (1), pourvu que, conformément.....

f° 42

Suite de la
GÉNÉRALITÉ DE CAEN

M. de Vatan, Intendant

Eclaircissemens demandés à M. de Vatan par la réponse de etc...

Dates des lettres par lesquelles M. le Contr. Général a demandé les éclaircissemens cy-contre

1733 Mars 13.

(1) La pratique en a été étudiée, pour la Bretagne, par P. LEFEUVRE, *Les communs en Bretagne*, Rennes, 1907, p. 24 et suiv.

Dates des lettres écrites à M. de Vatan par M. le Contr. Général pour luy redemander etc...

1733 Avril 30

1735 Juin 2

1736 Juin 13

* De s'informer comment les Anglais rendent leurs terres incultes utiles à leurs bestiaux ; cette Nation retirant un grand avantage de ces terres.

Nouvelles réponses envoyées par M. de Vatan sur les articles cy-contre.

..... à l'ordonnance des eaux et forêts (1), ils justifient que les Concessions qu'ils ont faites sont sans rentes, charges, ni corvées, et que les 2/3 des Landes par eux cédés sont suffisants pour les bestiaux (2) ; mais qu'il faut aussi en pareil cas avoir grande attention à défendre expressément à ceux à qui appartiennent ces Landes, non seulement de couper pendant les chaleurs de l'été les gasons chargés de petites bruyères, qui croissent sur les endroits élevés de ces terrains ; mais encore d'en brûler la terre, pour en faire de la cendre ; attendu qu'après avoir été ainsi dépouillés ils sont plus de 10 ans sans repousser, et que les cendres qui en viennent sont dangereuses pour le linge (3).

M. de Vatan propose sur ces réflexions qu'en cas que le conseil ne juge pas à propos de donner un arrêt pour corriger ces abus, il veuille bien du moins luy permettre de rendre son ordonnance, et qu'il en suivra l'exécution.

* Que personne n'ayant pu l'instruire du moyen que les Anglois employent pour améliorer leurs terres incultes, il a chargé un négociant de s'en informer sur les lieux et qu'il en rendra compte ; qu'au surplus.....

(1) 1669. Voir DEVÈZE, *La grande réformation des forêts royales sous Colbert (1661-1679)*, Thèse 1954.

(2) *Agronomie et Agronomes*, I, p. 110.

(3) Curieuses réflexions sur l'écobuage. Le 27 juin 1772 encore, le présidial de Tours défendait de faire des brûlis. Les théoriciens « défricheurs » pour qui compte surtout l'extension de la culture s'élèveront contre ces défenses. L'écobuage est le grand moyen d'« amélioration » du marquis de Turbilly. (*Mémoire sur les défrichements*, 1761). Voir H. SÉE, *La vie économique... en France au XVIII^e siècle*, p. 106. Et *Agronomie et Agronomes*, I, p. 471.

Suite de la
GÉNÉRALITÉ DE CAEN
M. de Vatan, Intendant

Eclaircissemens demandés à M. de Vatan par la réponse de M. le Contr. G^{al} à son mémoire etc... etc...

Dates des lettres par lesquelles M. le Contr. Général... etc...

1733 Mars 13

Dates des lettres écrites à M. de Vatan par M. le Contr. Général pour lui redemander etc...

1733 Avril 30

1735 Juin 2

1736 Juin 13

De luy envoyer le mémoire concernant la dépense à faire à la rivière de St-Lo avec le procès-verbal fait par M. Guynet en 1716 ou copie d'iceluy.

Nouvelles réflexions envoyées par M. de Vatan sur les articles cy-contre 18 avril 1733.

... l'industrie des habitants de l'Election de Vire passe tout ce qu'on peut imaginer à cet égard (1).

Joint au sujet de cet article le procès-verbal qu'on luy a demandé par lequel il paroît que pour rendre la rivière dont il s'agit navigable il faudroit faire construire dessus 5 écluses, la faire creuser en plusieurs endroits et relever la route du Pont de Gourfaleur ; ce qui coûterait au moins 600 mil livres.

Surquoy M. de Vatan observe que, quoy que ces opérations soient essentielles pour procurer dans le voisinage de cette rivière jusqu'à Condé non seulement l'abondance de la tangué (2) dont on ne peut se passer pour l'engrais des terres, mais encore le transport par mer des

(1) Voir A.J. BOURDE, *L'agriculture à l'anglaise en Normandie au XVIII^e siècle*, *Annales de Normandie*, 1958, p. 215.

(2) Boue marine très utilisée en Normandie et en Bretagne.

différentes denrées du pays, qui n'ont point de débouché ; Et que d'ailleurs Rouen, St-Lô, Le Havre, Honfleur, et les pays de Caux en peuvent aussi retirer de grands avantages, il croit cependant que l'on n'y peut pas songer, dans les circonstances présentes, vu le besoin que le Roy a de ces cantons de contribuer à la dépense de ces travaux.

f° 44

Suite de la
GÉNÉRALITÉ DE CAEN
M. de Vatan, Intendant

Eclaircissemens demandés à M. de Vatan etc... etc...

Dates des lettres par lesquelles M. le Contr. Général etc... etc...
 1733 Mars 13

Dates des lettres écrites à M. de Vatan, par le Contr. Général etc...
 etc...

1733 Avril 30
 1735 Juin 2
 1736 Juin 13

De luy envoyer un mémoire de l'Etat où se trouvent les rivières d'Orne et de Carentan, avec les plans et devis des travaux qu'elles demandent pour être navigables ; et de voir s'il n'y auroit personne ou quelque compagnie en état d'entreprendre les travaux à faire à la rivière de Carentan en luy abandonnant les marais qui se trouveront desséchés par cette réparation (1).

Nouvelles réflexions envoyées par M. de Vatan sur les articles cy-contre

13 Avril 1736

Pareillement le devis qu'il a fait faire par le S^r Bayeux des ouvrages à faire à la rivière de Carentan, dans lequel il est remarqué que, comme

(1) Les projets furent repris à la fin de l'ancien régime. H. SÉE, *La vie économique*, p. 110.

il ne reste plus de l'ancien Port de la Ville de ce même nom que son canal, et que pour le rétablir il coûteroit des sommes considérables sans pouvoir encore le garantir des attérissemens qui le comblent aujourd'hui, il seroit plus à propos pour l'oëconomie et pour l'utilité même des habitants de cette ville, de faire dessécher les 40 mil vergées de marais que la rivière de..... arrose d'autant qu'il se formeroit par l'écoulement de leurs eaux, un port naturel et avantageux qui ne reviendrait au plus qu'à 16700 l., et que cette réparation feroit encore valoir d'un autre côté jusqu'à 7 à 8 l. chaque vergée de ces marais qui ne rend aujourd'hui que 5 à 6 sols.

A quoy M. de Vatan ajoute par un mémoire particulier, que si M. le Contr. Général juge à propos d'imposer la susdite somme sur les paroisses intéressées aux dits travaux, il enverra le projet d'arrêt nécessaire à ce sujet ; mais que selon luy, un têmes de paix seroit plus convenable à une pareille entreprise.

Produit pour réponse au sujet de la rivière d'Orne une lettre par laquelle M. le Cont. G^{al} le prie de faire dire aux marchands de la ville de Caen, que l'intention du Roy n'est point de faire faire quant à présent les réparations qu'ils ont demandés à cette rivière pour la rendre navigable.

f^o 45

Suite de la
GÉNÉRALITÉ DE CAEN
M. de Vatan, Intendant

Eclaircissemens demandés à M. de Vatan par la réponse de M. le Contr. G^{al} etc...

Dates des lettres par lesquelles M. le Contr. G^{al} etc...
1733 Mars 13

Dates des lettres écrites à M. de Vatan par M. le Contr. Général etc... etc...

1733 Av. 30
1735 Juin 2
1736 Juin 13

* De luy fournir les éclaircissemens nécessaires au sujet de la proposition qu'il fait de supprimer ou du moins de modérer les droits sur les huîtres ; et de laisser aux pêcheurs la liberté de ce commerce (1)

Nouvelles réflexions envoyées par M. de Vatan sur les articles cy-contre.

Joint au sujet de cet article un mémoire particulier dans lequel l'auteur fait entendre que depuis la réforme qui a été faite dans les tramails (2) dont on se servoit autrefois pour la pêche, elle n'est plus abondante à la Hogue et que l'on ne sçauroit raisonnablement espérer de voir le poisson à meilleur marché qu'il est, tant que l'on se servira des nouveaux filets qui ont été ordonnés ; parce que n'étant pas si garnis de plomb que les autres, ils ne tombent point au fond de la mer, et n'étourdissent point dans leur chute le poisson plat qui y séjourne ordinairement.

* Représente que les droits sur les huîtres (3) ont de leur côté éloigné plusieurs familles de cette ville qui ne vivoient que de cette pêche.

Demande la suppression de ces droits et que l'on permette l'usage des anciens tramails, n'y ayant point d'inconvénient sensible à en faire une nouvelle expérience vû qu'ils ne peuvent pas rendre le poisson plus rare qu'il est.

** Par un autre mémoire, au sujet de cet article, il est dit que le feu Roy se serait déterminé à profiter des avantages naturels qu'offre la situation de la Hogue pour y faire un des plus beaux ports du Royaume, si ceux à qui il avait confié ses vûes, au lieu de porter d'abord le plan à son plus haut degré de perfection, eussent ménagé d'abord l'objet de cette dépense.

(1) Sur ce commerce, quelques détails dans P.M. BONDOIS, *Le privilège exclusif*, op. cit., p. 182.

(2) Voir figure d'un « trameau » dans l'*Encyclopédie*, Planches, VIII, art. Pêches. Et sur les filets, les mailles, etc., Ibid. Egalement, DUHAMEL DU MONCEAU (et LA MARRE), *Traité général des pêches et histoire des poissons qu'elles fournissent*, Paris, 1769-1782, 3 vol.

(3) Droits de consommation établis par tarif de 1681. En mars 1743 les fermiers généraux donnèrent des ordres à leur directeur, à Caen, « pour la perception, dans toute l'étendue de cette généralité, des droits de consommation sur les huîtres ». BONNAS-SEUX-LELONG, p. 308 b.

Suite de la
GÉNÉRALITÉ DE CAEN
M. de Vatan, Intendant

Eclaircissemens demandés à M. de Vatan par la réponse etc...

Dates des lettres par lesquelles M. le Contr. Général etc...

1733 Mars 13

Dates des lettres écrites à M. de Vatan par M. le Cont. G^{al} etc...
 etc...

1733 avril 30

1735 juin 2

1736 juin 13

De luy communiquer toutes les propositions qui pourront luy être faites, au sujet des ouvrages à faire dans les autres Ports (1).

Nouvelles réflexions envoyées par M. de Vatan sur les articles cy-contre. 18 Avril 1736.

****** Que si on vouloit actuellement employer chaque année 50 à 60 mil livres, les vaisseaux du premier rang ne seroient pas longtêms sans y rentrer et sans y être en sûreté mais qu'au moins l'on ne sçaurait se dispenser de pousser jusqu'à l'église de ce bourg le quay que la rive de ce port commence naturellemnt étant urgent de garantir ses habitans du submergement qui les menace à chaque instance.

Pareillement de pousser les jettées du Port de Cherbourg jusqu'à la basse mere ; d'y faire une retenue des éaux de la rivièrre de Divette, pour former dans cette même basse mer un courant capable d'entraîner les sables qui s'amassent dans le bassin de ce Port ; d'y construire un bout de quay entre la jettée et la grosse tour pour empêcher la mer d'entrer dans la ville ; enfin de rétablir quelques tours ou autres fortifications pour y mettre les vaisseaux marchands en sûreté ; Ces différens

(1) Nombreux projets d'établissement de ports militaires dans cette région depuis Colbert. Projets à Cherbourg, à Omonville dès 1665. LA RONCIÈRE, *Histoire de la marine française*, V, p. 397.

ouvrages auxquels il suffirait de destiner 20 mil livres par an ne pouvant que contribuer à rendre à cette ville autrefois une des clefs du Royaume la liberté de son commerce et même à l'augmenter d'une manière avantageuse pour le Roy et ses sujets.

De rétablir incessamment les deux petits forts que le feu Roy avait fait construire à la fosse d'Omonville pour.....

f° 47

..... garantir des Corsaires de l'Isle d'Origny les bâtimens sortant de Cherbourg ou venant d'Amont pour aller à St-Malo ; la dépense n'en étant pas considérable et intéressant fort le Commerce.

..... de faire construire une bonne redoute au Havre de Carteret avec 6 pièces de canon et d'y faire une jettée à l'opposite pour assurer contre les corsaires les bâtimens des habitans de ce port, qui deviendrait par ce moyen le plus sûr de la Manche.

Pareillement un bon fort à celui du port bail pour nous mettre en état de prévenir ce que la proximité de l'Isle de Gerzey pourroit donner lieu aux Anglais de tenter sur cette côte en cas de certains évènements, garantir les habitans de ce Port des Corsaires et mettre en sûreté les salines qui s'y font, et qui fournissent tout le pays.

Pareillement une bonne redoute au moins dans chaque capitainerie de la côte, depuis le fort d'Omonville jusqu'à Grandville.

L'auteur du mémoire dit ensuite qu'il vaut mieux songer à ce qu'il propose pour les ports de la Hogue et de Cherbourg qu'à celui de Dillette ; et que les fonds que l'on a demandés à la Cour pour ce dernier, seront mieux employés aux réparations des deux autres.

Décisions :

Néant.

Suite de la
GÉNÉRALITÉ DE CAEN
M. de Vatan, Intendant

Eclaircissemens demandés à M. de Vatan par la réponse de M. le Contr. G^{al} à son mémoire etc... etc...

Dates des lettres par lesquelles M. le Contr. G^{al} etc. etc...
 1733 Mars 13

Dates des lettres écrites à M. de Vatan par M. le Contr. G^{al} etc... etc...

1733 Avril 30
 1733 Juin 2
 1736 Juin 13

* Pareillement les moyens qu'il imaginera capables d'affoiblir les difficultés qui ont fait refuser au Conseil le tarif qu'il proposoit de donner au bourg de Villedieu ;

Pareillement les arrangements qu'il choisira pour l'aliénation des 40 mil acres de terres vaines et vagues qu'il y a proposé de faire, en observant toutefois d'excepter celles qui sont sur les Rheins des forêts et dans l'intérieur des bois.

Nouvelles réflexions envoyées par M. de Vatan sur les articles cy-contre le 18 avril 1736

* Joint pour réponse copie de la lettre par laquelle M. le Contr. Général luy a fait part de la décision du Conseil à ce sujet et marque dans un mémoire particulier que s'il trouve dans les nouveaux éclaircissemens, qu'il attend depuis longtems de son subdélégué de Vire, quelque chose capable d'émouvoir en faveur de ce projet, il le proposera.

De même un mémoire de son Subdélégué de Valognes qui marque que la partie de ces terres que l'on excepte faisant l'objet le plus considérable de la proposition, et M. Aubert grand Maître formant de son côté des difficultés à leur aliénation, il ne convient plus d'y songer.

Que d'ailleurs, comme tous les marais, Landes, bruyères, grèves et mielles relevant du Roy ont été aliénés à des Communautés moyennant finance et sous condition de redevances annüelles ; qu'il ne reste plus

que les biens qui ont été cédés à ces mêmes communautés par des Seigneurs de fiefs qui en reprendront le tiers quand ils voudront et que cette aliénation est de plus susceptible d'une infinité d'inconvénients, oppositions etc., on doit non seulement abandonner cette proposition mais qu'il y auroit même de la dureté à l'exécuter.

f° 49

GÉNÉRALITÉ D'ALENÇON

M. Levignen, Intendant (1)

Eclaircissemens demandés à M. Levignen par la réponse de M. le Contrôleur G^{al} à son mémoire sur les productions du sol et de l'industrie (2)

..... Lettres par lesquelles M. le Contr. G^{al} etc...

1732 Mars 16

Dates des lettres écrites à M. de Lévigien par M. le Contr. G^{al} etc...
etc...

Néant...

* De charger les gentilshommes des Etalons qu'ils proposent de leur confier (3) ; mais qu'il est à propos de ne commencer cet essay que par une demie douzaine ; et de restreindre les privilèges qu'il propose à la seule exemption de la capitation (4) ; le surplus ne pouvant être pro-

(1) Lallemand de Lévigien, maître des requêtes en 1719, intendant d'Alençon de 1726 à 1766. Sur cet administrateur, voir L. DUVAL, *Lallemand de Lévigien, intendant d'Alençon*, Caen, 1910; du même, *Etat de la généralité d'Alençon sous Louis XIV*, Alençon, 1890.

(2) Le mémoire a été publié en entier par L. DUVAL, dans son *Lallemand de Lévigien*, p. 40-108. *Mémoire sur l'état de la généralité d'Alençon en 1727 par Lallemand de Lévigien, intendant, adressé à Le Pelletier des Forts, contrôleur Général, sur sa demande*.

(3) Sur les haras de la généralité, le *Mémoire*, p. 96-97. Lévigien est partisan du libre choix des reproducteurs par les gardes étalons, mais il est strict sur les assortiments des étalons aux juments et il a rendu une ordonnance « pour faire entraver tous les chevaux qu'on laisse dans les pasturages, de manière qu'ils ne puissent saillir ni courir après les juments, avec défenses d'en faire saillir aucunes, que par les étalons des haras du Roy et par ceux établis dans les paroisses, reçus et approuvés ». Sur les haras de Normandie voir l'ouvrage de J. DE ROBILLARD DE BEAUREPAIRE, *Notes et documents concernant l'ancienne administration des haras de Normandie*. Caen, 1860.

(4) Sur les privilèges des gardes roturiers (diminution de taille entre autres), voir R. MUSSET, *L'Administration des haras au XVIII^e siècle*, RHMC, 1909, 1910, XIII, p. 43.

noncé que par une déclaration qu'il ne convient point de rendre quant à présent.

** De marquer quel est le commerce de toiles que sa Généralité fait aujourd'hui en Espagne, s'il est diminué ou non (1) ; et quels sont les moyens dont on peut se servir pour l'augmenter et le perfectionner.

Nouvelles réflexions envoyées par M. de Lévignen sur les articles cy-contre : le 25 Janvier 1733

* Que la seule exemption de Capitation ne peut pas engager le gentilhomme à nourrir un cheval qui luy est inutile et qui peut encore luy causer une perte de 7 : 8 et même 900 l. : s'il vient à mourir.

** Qu'il n'a point encore appris que l'on n'y envoyoit ; mais que la circulation de l'espèce dans la Province et la diminution des subsides ainsi qu'il l'a proposé dans son Mémoire, sont selon luy, les seuls moyens d'augmenter cette branche de Commerce.

.....

Répond après à différens articles sur lesquels M. le Contr. G^{al} ne luy a rien demandé, et qui ne peuvent luy avoir été communiqués que par M^{rs} les Commissaires auxquels ils ont été renvoyés par ce Ministre (2).

Qu'il ne scauroit diminuer la taille des ouvriers (3), n'étant point autorisé à rien rejeter sur les non privilégiés ; que d'ailleurs, comme l'ouvrier ne profite jamais des modérations qu'on peut luy accorder, il ne connoît que le règlement qu'il a proposé pour le secourir.

Que depuis le règlement qu'il a proposé dans son mémoire de rendre au sujet des tanneries (4), il a été rendu un arrêt le 15 Mars 1731 dont il a ordonné l'exécution.

(1) Sur la décadence du commerce des toiles d'Alençon, le *Mémoire*, p. 70-71. Toiles de Lisieux « qui sont plus larges et plus propres pour les pays étrangers où elles se transportent », p. 62.

(2) Voir plus loin, p. 151.

(3) Les problèmes de la taille sont exposés dans le *Mémoire*, p. 53 (lourdeur et mauvaise assiette de l'impôt dans l'élection de Verneuil), p. 59 (élection de Conches), p. 67 (élection de Lisieux), p. 75 (élection d'Alençon, etc...) et récapitulées, p. 105-108.

(4) Médiocrité des tanneries à Mortagne au Perche, *Mémoire*, p. 45 ; leur décadence à Argentan, *ibid.*, p. 85. Sur ce règlement, voir plus loin, au département d'Angran, p. 153.

f° 50

Suite de la
GÉNÉRALITÉ D'ALENÇON
M. Levignen, Intendant

Eclaircissemens demandés à M. de Lévignen etc...

Néant...

Nouvelles réflexions envoyées par M. de Lévignen sur les articles
 cy-contre 25 Janvier 1733

..... Que lorsqu'il a marqué dans son mémoire que malgré la quantité de fer qui se fabrique dans sa Généralité (1) il s'y entretient toujours très cher parce que les propriétaires des bois pour se dédommager du tort qu'ils reçoivent de la cessation des bâtimens, ne voulant vendre qu'à de favorables conditions forcent les maîtres des forges de suracheter leurs bois ... cette proposition quelque surprenante qu'elle ait paru à M. le Contr. G^{al} dans l'idée suivant son apostille que moins on bâtit et moins le fer doit valoir, et que plus le marchand est pressé de payer et plus il le croit forcé de vendre au prix qu'il trouve est toutefois appuyée sur des faits réels, car sans s'arrêter, tant à ce que l'augmentation arrivée dans le prix des bois depuis l'année 1720, a produit à celui du fer ; qu'à l'attention que les propriétaires des bois et forgerons chacun en droit soy, il est toujours constant que le fer de sa généralité se soutient cher pendant le tems de la paix à cause du débit favorable qui s'en fait en Angleterre (2) et qu'il ne diminue que lorsque la guerre en fait cesser le transport.

Qu'à l'égard des manufactures de papier qu'il avait proposé dans son mémoire d'assujettir aux réglemens de Rouen et au lieu desquels M. le Contr. G^{al} lui a marqué que ceux faits pour l'Auvergne, le Poitou et autres provinces luy paroîtroient meilleurs (3).

(1) Forges de La Roche Mabile, Saint Denis, Blanche-Lande « dans lesquelles il se fabrique par an plus de neuf cent milliers de fer », *ibid.*, p. 73. Autres forges pour faire des clous dans l'élection de Domfront, *ibid.*, p. 80.

(2) Voir B. GILLE, *op. cit.*, p. 117.

(3) Projets d'arrêts concernant les manufactures de papier d'Auvergne, de Rouen et d'Alençon. 24 juillet 1732. BONNASSISEUX-LELONG, p. 201 b, 204 b, 205 a. La renommée

Il dit que n'étant pas sûr que les papiers d'Auvergne imitent aussi bien que ceux de Rouen les papiers de sa Généralité, il a demandé les réglemens des fabriques de Rouen mais qu'au surplus il attend la réponse de M. le Contr. G^{al} pour s'y conformer.

f° 51

PROVINCE DE BRETAGNE

M. Pontcarré de Viarme, Intendant (1)

Eclaircissemens demandés à M. Pontcarré de Viarme par la réponse de M. le Contr. Général etc...

Dates des lettres par lesquelles M. le Contr. G^{al} a demandé etc...
1736 Avril 13 (2)

De luy envoyer un mémoire sur le projet que M. de la Tour dit avoir été fait il y a 12 ans pour rendre la rivière de Serre navigable depuis Clisson jusqu'à Nantes (3) en cas que cette entreprise puisse être encore avantageuse à la Bretagne et qu'il en soit persuadé ;

Pareillement un mémoire sur la chaussé de pierre, que les pêcheurs de la paroisse de St Faguet demande la permission de faire dans l'endroit ou est la justice si la chose est encore praticable.

De luy expliquer quels sont les droits que M. de la Tour dit avoir fait tomber le commerce de suif et de boëure (4) dans la subdélégation de Morlaix.

De vérifier l'erreur qui a été faite dans le mémoire de M. de la

des produits de la papeterie française fut grande au XVIII^e siècle. P.M. BONDOIS, *Le privilège exclusif*, p. 181.

(1) Pontcarré de Viarme, 1702-1775, maître des requêtes en 1726, intendant de Bretagne de 1734 à 1753. Conseiller d'Etat semestre, prévôt des marchands de Paris de 1758 à 1764. Voir H. FRÉVILLE, *L'intendance de Bretagne*, 1953, I, p. 391-509.

(2) Dès le 11 avril 1735 Orry entretenait avec lui une très intéressante correspondance économique. FRÉVILLE, I p. 400.

(3) Il s'agissait de la création de six écluses (FRÉVILLE, *ibid.*, p. 400), décidée par Des Gallois de la Tour, prédécesseur de Viarme.

(4) Les beurres passant d'une province à l'autre étaient frappés de certains droits. En 1737 les députés du Commerce demandent une modération de ces droits. BONNAS-SIEUX-LELONG, p. 258 b. Sur les beurres bretons, H. SÉE, *Les classes rurales en Bretagne*, 1905, p. 400 ; et *Le commerce du beurre et des salaisons en Bretagne*. Mém. et Doc., J. HAYEM, 10^e série, p. 175.

Tour (1) au sujet des vaches et moutons ; le nombre de la première espèce y étant supérieur à celui de la seconde, ce qui n'est pas probable ;

De lui proposer les moyens qu'il croira pouvoir contribuer au rétablissement de la manufacture de chapeaux qui est tombée dans la subdélégation de Josselin diocèse de Saint-Malo.

D'approfondir la conduite du S^r Joutet interprète, et de luy marquer comment on peut y remédier (2) ;

De luy expliquer les faveurs qui peuvent engager les Malouins à reprendre la pêche de la Baleine (3) ;

Et de lui envoyer un mémoire détaillé au sujet de l'ancienne forge qui étoit prêt de la forest de Fougère et que M. de la Tour dit pouvoir se rétablir aux environs de la ville du même nom, sur un fond appartenant au Roy en cas qu'il trouve quelqu'un qui veuille se charger de cette entreprise.

Nouvelles réflexions envoyées par M. Pontcarré de Viarme etc...
Néant.

f^o 52

DÉPARTEMENT DE PROVENCE

M. de la Tour, Intendant (4)

Eclaircissemens demandés à M. de la Tour etc...

Dates des lettres par lesquelles M. le Contr. G^{al} etc...

1732 ... Juin 16

(1) Important mémoire de 1733 signalé par H. SÉE, *ibid.*, p. 416-417; analysé par FRÉVILLE, *op. cit.*, p. 371-384, publié en partie dans *Annales de Bretagne*, 1921-23, p. 187, 433.

(2) Voir plus loin, p. 141.

(3) St Malo semble en effet, à cette époque, s'être spécialisée dans la pêche à la morue. BONNASSIEUX-LELONG, p. 128 a, 129 a, 275 a, 294 b. Sur son activité selon le mémoire de La Tour, FRÉVILLE, *op. cit.*, p. 382. Et H. SÉE, *Le commerce de St Malo au XVIII^e siècle*, 1925.

(4) J.B. Des Gallois de la Tour, maître des requêtes en 1712, intendant de Poitou en 1716, puis intendant de Bretagne en 1726. Il succédera à Le Bret, conseiller d'Etat et premier président en Provence, à partir de 1734. Sur l'intendance de Provence voir P. Masson, *La Provence au XVIII^e siècle*, 1936, vol. I, p. 43-60.

Dates des lettres écrites à M. de la Tour etc...

1733 - av. 30, 1735 Juin 2, 1736 avril 13.

De marquer si outre les exemptions accordées à la Provence pour le commerce des bleds (1), il conviendrait de faire encore quelque chose de plus — (2)

De mettre à exécution l'arrêt de 1691 qui ordonne la destruction des chèvres ; et s'il n'est pas suffisant d'envoyer un projet de celui qu'il jugera nécessaire pour arrêter les désordres que ces animaux font dans les bois de Provence (3).

D'envoyer le projet des arrangemens qu'il conviendrait de faire pour remédier aux abus qui se commettent dans la fabrication des draps.

Pareillement un mémoire particulier et détaillé concernant les droits qui s'exigent abusivement sur les soyes que l'on fait passer de Marseille à Lyon (4) et de l'arrangement que l'on peut prendre à cet égard.

Et de chercher les expédiens pour procurer à cette Province l'établissement des hôpitaux nécessaires au soulagement des maladies vénériennes qui y sont fréquentes et dont un grand nombre de personnes périt faute de secours.

Nouvelles réflexions envoyées par M. de la Tour sur les articles cy-contre, 5 Juin 1733

Qu'il n'a rien à ajouter aux propositions qu'il a faites par son mémoire sur la fabrication des draps, sinon qu'il seroit peut-être difficile de faire observer des réglemens par les manufactures des petites draperies de Provence qui sont sans règle (5) ; mais qu'il tâchera cependant de les faire exécuter si M. le Contrôleur G^{al} juge à propos de leur en donner.

Que la diminution des droits qu'il a proposé par son mémoire en faveur des soyes de Provence est utile ; et qu'il est d'autant moins à

(1) Franchise du port de Marseille établie en 1669, confirmée en 1703. En 1710 confirmation tacite de la liberté d'exportation par ce port. Voir AFANASSIEV, *Le commerce des céréales en France au XVIII^e siècle*, Paris, 1894, p. 138, 139.

(2) De 1730 à 1737 toute une série d'exemptions pour les grains à destination de la Provence. *Id.*, *ibid.*, p. 141, 143.

(3) Sur les chèvres en Provence, *Les Bouches du Rhône*, 1^{re} partie, t. III, p. 233.

(4) Arrêt de 1720 prohibe les sorties de soies originaires de Provence « les fermiers des taxes voulaient traiter Marseille comme une ville étrangère ». *Les Bouches du Rhône*, *ibid.*, p. 252, 253.

(5) *Les Bouches du Rhône*, *ibid.*, p. 248, 249.

craindre qu'une pareille grâce nuise aux autres manufactures du Département de cette espèce, que la fabrique de Marseille ne peut jamais travailler seule toutes les soyes de la Provence et qu'elle laissera toujours aux autres suffisamment de quoy les occuper, puisqu'on est même obligé d'en envoyer aujourd'huy dans le Comtat pour les faire ouvrir.

Décisions :

Néant.

f° 53

DÉPARTEMENT DU LANGUEDOC

M. Bernage de St-Maurice, Intendant (1)

Eclaircissemens demandés à M. Bernage St-Maurice etc...

Dates des lettres par lesquelles M. le Contr. G^{al} etc...

1730 Juillet 3.

Dates des lettres écrites à M. Bernage de St-Maurice par M. le Cont. G^{al} pour luy redemander etc... etc... 1735 Juin 23.

Qu'en cas que le diocèse de Toulouse ait besoin d'un arrêt pour parvenir aux remboursemens qu'il veut faire des moulins situés sur la rivière de Lers, à cause de leur chaussées trop exhaussées, M. de St-Maurice peut luy en envoyer le projet ainsi que de celui demandé par le diocèse de St-Papoul, pour obliger les propriétaires des terres à contribuer à une partie des frais de réparations à faire aux deux rivières qui y passent ; cette dernière affaire étant réglée depuis un an.

Nouvelles réflexions envoyées par M. Bernage de St-Maurice sur les articles cy-contre 26 Juin 1736

Que faute par le syndic du diocèse de Toulouse de luy avoir envoyé les mémoires qu'il a demandé au sujet du remboursement que ce diocèse avoit témoigné vouloir faire des moulins qui se trouvent trop

(1) De Bernage de Saint-Maurice, maître des requêtes en 1714, intendant de Montauban en 1721 (remplacé en 1725 par Pajot de Nouveau) et en Languedoc de 1725 à 1743.

exhaussés sur la rivière de Lers (1) il n'a pu encore projeté l'arrêt nécessaire pour autoriser le dit remboursement ; mais qu'il attribue ce retard à l'impossibilité où les impositions mettent la province d'exécuter un pareil dessein.

Qu'indépendamment de la contestation qui s'est élevée entre le syndic de Saint-Papoul et celui de Carcassonne au sujet des réparations à faire aux rivières de Fresquel et de Treboul (2), il croit cependant ne pouvoir imputer la négligence du Syndic de St-Papoul à lui envoyer le devis qu'il luy a demandé de ces travaux qu'à la même raison qu'il a déjà avancé pour celui de Toulouse ; mais qu'au surplus comme la conjoncture présente défend toutes les dépenses extraordinaires de cette nature, il ne voit rien qui puisse faire désirer ce devis de quelque manière que puisse être décidée la susdite contestation par les Etats de la Province dans leur prochaine assemblée.

f^o 54

Suite du

DÉPARTEMENT DU LANGUEDOC

M. Bernage de St-Maurice, Intendant

Eclaircissemens demandés à M. Bernage de St-Maurice etc...

Dates des lettres par lesquelles etc...

1730 Juillet 3.

Dates des lettres écrites à M. B. de St-Maurice par M. le Contr.
G^{al} etc... etc...

1735 Juin 23

* De lui faire part des expédiens qu'il pourra trouver pour concilier les privilèges de Marseille et de Bordeaux avec les intérêts du Languedoc et de procurer par ce moyen, s'il est possible un débouché aux vins de cette province qui ne peuvent plus sortir par les ports à cause de la gêne que leurs privilèges y donnent au Commerce (3).

(1) et (2) L'Hers, affluent de la Garonne; le Fresquel, le Tréboul, affluents de l'Aude. Voir L. DUTIL, *L'état économique du Languedoc*, 1911, p. 220, 700. Le canal du Midi passe par la vallée du Fresquel.

(3) G. RAMBERT, *op. cit.*, IV, p. 392 (Le terroir et la ville rigoureusement interdits

** De luy communiquer les moyens qu'il croira devoir être employé pour rétablir les bois dans la maîtrise de Quillan, Diocèse d'Aleth (1).

Nouvelles réflexions envoyées par M. Bernage de St-Maurice etc...
26 Juin 1736

* Qu'il n'a encore reçu aucun des éclaircissemens qu'il a demandé aux syndics généraux de la Province pour essayer de concilier les privilèges des villes de Bordeaux et de Marseille avec les intérêts du Languedoc ; mais qu'il attribue ce retard aux grandes occupations dont les S^{rs} Syndics ont été chargés depuis 2 ans ou à l'impuissance dans laquelle ils sont d'attaquer les dits privilèges.

** Que prévenu du peu d'attention que le grand Maître des Eaux et Forêts a coutume de donner à ce qui ne luy est pas directement adressé par le Conseil il ne luy a rien demandé par rapport aux bois cy-contre.

Et qu'il seroit plus à propos que M. le Contrôleur G^{al} ordonnât à ce grand Maître de luy adresser les moyens qu'il auroit à proposer pour le rétablissement de cette forêt ; qu'à son égard il estime nécessaire de diminuer et même de suspendre pendant quelque têmes les coupes qui y ont été faites jusqu'à présent avec peu d'ordre.

f^o 55

Suite du

DÉPARTEMENT DU LANGUEDOC

M. Bernage de St-Maurice, Intendant

Eclaircissemens demandés... etc... etc...

Dates des lettres par lesquelles M. le Contr. G^{al} etc... etc...

1730 Juillet 3

aux vins étrangers) et suiv. Sur les privilèges de Bordeaux, M. LHÉRITIER. *Tourny*, p. 312 et suiv. La gêne apportée par ces privilèges au commerce des vins a été analysée par L. DUTIL, *op. cit.*, p. 847-849.

(1) Dès 1725 plaintes aux Etats sur la dégradation des bois de Languedoc. DUTIL, *op. cit.*, p. 216.

Dates des lettres écrites à M. de St-Maurice par M. le Contr. Général etc...

1755 Juin 23.

Et de luy envoyer aussitôt qu'il le pourra la vérification qu'on doit avoir faite des dettes des Communautés de sa Province et des biens qui y sont incultes ; afin de voir ce que l'on peut faire en faveur des dites communautés pour les mettre en état d'opérer leur libération rétablir la culture de leurs terres, en prévenir même l'abandon qui pourroit s'en faire par la suite (1).

Nouvelles réflexions envoyées par M. Bernage de Saint-Maurice sur les articles cy-contre

26 Juin 1736.

Que ces dettes ont été vérifiées et que l'on travaille actuellement au dépouillement des procès-verbaux qui en ont été dressés ; que l'on n'y perd aucun têmes, et qu'il rendra compte de ce travail immense aussitôt qu'il sera achevé.

Qu'enfin il va réveiller l'attention des syndics généraux et particuliers de sa Province sur chacun des articles qui les concernent ; Et que s'ils peuvent s'exécuter il en informera aussitôt M. le Contrôleur Général.

f° 56

GÉNÉRALITÉ D'AUCH

M. de Balosre, Intendant (2)

Eclaircissemens demandés à M. de Balosre, etc...

Dates des lettres par lesquelles etc... 1736 Avril 13.

Dates des lettres écrites à M. de Balosre par M. le Contrôleur Général etc...

Néant.

(1) Sur cette question dans le Sud-Ouest, voir *Agronomie et agronomes*, II, p. 1304.

(2) Mailhard de la Balosre, maître des requêtes en 1723, intendant d'Auch, Pau et Basse-Navarre en 1735. Remplacé en 1737 par Barberie de St Contest.

De luy marquer les précautions que l'on peut prendre pour faire cesser le mélange qu'il dit se faire dans les farines destinées pour les Isles (1). S'il est toujours contraire au commerce du haut d'Armagnac et quels préjudices peuvent causer à cette élection les grains que les Etrangers portent dans les dites Isles afin d'y remédier s'il est possible.

De luy envoyer un devis des dépenses que l'alignement des rivières de la Salve et de la Longe pourra occasionner s'il a quelque moyen en vüe pour en assurer le fond.

De luy proposer l'expédient qu'il jugera capable de remédier au tort que les droits de Lende, passage et pontage causent aux habitans des quatre vallées et du Nebouzan ; et si la levée s'en fait par les Espagnols lorsqu'on mène paître les troupeaux dans leurs pacages (2).

De luy marquer comment on pourroit demander au Roy d'Espagne la suppression des droits qu'il a établis sur les sels de Naval et, s'il ne croit pas la chose possible de l'instruire du nom du rapporteur du Procès qui est pendant au Conseil entre les habitans de Nebouzan et des 4 vallées, afin de luy en retirer les titres et de finir cette affaire.

Nouvelle réflexions

Néant.

f° 57

Suite de la

GÉNÉRALITÉ D'AUCH

M. de Balosre, Intendant

Eclaircissemens demandés à M. de Balosre par la réponse de M. le Contr. Général à son mémoire sur les productions du sol, etc...

Dates des lettres par lesquelles M. le Contr. G^{al} a demandé les éclaircissemens 1736 Avril 13

(1) Voir plus haut, p. 67, note 1.

(2) Sur ces « antiques associations pastorales », Marc Bloch, *L'individualisme agraire*, AHES, 1930, p. 369. Et M. BORDES, *d'Etigny*, 1957, p. 246.

Dates des lettres écrites à M. de Balosre par M. le Contr. Général pour luy redemander etc...

Néant.

De luy envoyer un mémoire des réparations à faire aux rivières qui passent dans les élections d'Armagnac et d'Astarac pourvu qu'il prévoie en pouvoir assurer la dépense.

D'examiner si les frais que payeroient ceux qui iroient prendre des bains dans la tour qui y servoit autrefois dans le pays de labour (1), ne pourroient pas dédommager le particulier qui se chargeroit aujourd'huy de la réparer en luy en faisant d'ailleurs le don par le Roy sous cette condition et à la charge de l'entretien ; de chercher quelqu'un à cet effet et de l'informer de ce qu'il pourra conclure avec luy.

De luy marquer l'usage que l'on pourrait faire des terres servant aux tabacs, s'ils croient qu'elles puissent être plus utiles à leurs propriétaires en les changeant de culture (2).

De luy communiquer les moyens qu'il pourra imaginer pouvoir contribuer à l'augmentation et à la perfection des papeteries répandues dans sa Généralité (3).

De luy expliquer quels sont les droits qui ont rebuté les Espagnols de venir acheter en France et qu'il conviendrait de supprimer pour l'avantage de la forge de Commenges.....

f° 58

Suite de la

GÉNÉRALITÉ D'AUCH

M. de Balosre, Intendant

..... ensemble le moyen de secourir celle de la vallée de Bigorrry qui manque de mines (4).

(1) Sur le thermalisme dans l'intendance d'Auch. M. BORDES, *D'Etigny*, II, p. 835 et suiv.

(2) La ferme générale voyait d'un mauvais œil la liberté de culture du tabac pour les paysans basques du Labourd. Un arrêt de septembre 1753 autorisera la destruction des cultures de tabac. La contrebande permettra aux Labourdins d'en éluder les conséquences. M. BORDES, *ibid.*, I, p. 295, 468.

(3) Sur les papeteries (situation en 1740), *id.*, *ibid.*, II, p. 722.

(4) M. BORDES, *op. cit.*, II, p. 730. La Baïgorry était au contraire riche en mines.

De l'instruire des expédiens qu'il pourra trouver pour suppléer à l'opposition que la conjoncture présente forme au secours qu'il auroit droit d'espérer du Roy pour le rétablissement de celle dans la vallée entre Aragno et tramesaigue.

Et, attendu que les réparations proposées de faire au Port de Saint-Jean de Luz n'ont été estimées nécessaires par feu M. de Pomereu qu'autant que les travaux qui se font à celui de Bayonne (1) n'auroient point un succès heureux, de reconnaître l'effet qu'ils produiront aussitôt qu'ils seront achevés et de l'en informer sur le champ.

Nouvelles réflexions etc...

Néant.

f° 59

DÉPARTEMENT DE BOURGOGNE

M. de la Briffe, Intendant (2)

Eclaircissemens demandés à M. de la Briffe par la réponse de M. le Contr. G^{al} etc...

Dates des lettres par lesquelles etc...

1733 Juillet 3.

Dates des lettres écrites à M. de la Briffe etc...

Néant.

Luy accuse la réception de son Mémoire et luy marque seulement qu'il luy fera part de quelques éclaircissemens qu'il attend sur les papeteries.

Nouvelles réflexions etc...

Néant.

(1) J. DE CROIZIER, *Histoire du Port de Bayonne*, Bordeaux, 1905.

(2) La Briffe, maître des requêtes honoraire en 1704, conseiller d'Etat, intendant de Bourgogne de 1712 à 1740 (remplacé par Barberie de St Contest nommé à Pau en 1737).

DÉPARTEMENT DE BESANÇON**M. de Vanolles, Intendant (1)**

Eclaircissemens demandés à M. de Vanolles par la réponse de M. le Contr. Général à son mémoire etc...

Dates des lettres par lesquelles etc...

1733 Février 20, Sept. 19.

1735 Mars 17

1736 Avril 13

M. le Contrôleur G^{al} a écrit cinq lettres tant à M. de la Neuville qu'à M. de Vanolles pour leur demander le Mémoire des productions du Sol et de l'industrie de ce Département sans que l'un et l'autre ayant fait aucune réponse.

Nouvelles réflexions envoyées par M. de Vanolles etc...

Néant.

DÉPARTEMENT DE METZ**M. de Creil, Intendant (2)**

Eclaircissemens demandés etc...

Dates par lesquelles M. le Contr. G^{al} etc... etc...

1733 Juillet 9

Dates des lettres écrites à M. de Creil par M. le Contr. G^{al} etc...

1736 Avril 13.

(1) Vanolles (de), maître des requêtes en 1722, intendant de Moulins en 1730 (remplace Brunet d'Evry). En 1734 il est remplacé par M. Pallu, maître des requêtes et passe lui-même à l'intendance de Franche-Comté.

(2) de Creil de Bournezeau, maître des requêtes en 1711, intendant de La Rochelle en 1720 (remplacé par Amelot de Chaillou en 1721), de Metz en 1721.

* De l'informer pourquoy on ne permet plus dans sa province de brûler les bruyères et fougères qu'on avoit coutume d'y détruire et si ces pâturages seroient propres aux Etalons qu'on pourroit y établir.

** De bien examiner les motifs qui ont donné lieu aux défenses d'établir aucun fourneaux, martinets, forges et verreries ; et d'envoyer un mémoire sur la manufacture de glaces et de verres qui étoit autrefois dans le Prieuré de Saint-Quirin (1) et qu'il trouve à propos d'y rétablir, fondé sur ce que cela feroit valoir les bois des hautes montagnes de son Département, qui y restent sans aucune utilité (2).

Nouvelles réflexions envoyées par M. de Creil sur les articles cy-contre

le 25 Avril 1736.

* Que cet usage a cessé parce que les défenses portées par l'ordonnance de 1669 et la déclaration du 13 Nov. 1714 : d'introduire et allumer aucun feu dans les forêts, à cause du danger qu'il y a pour les bois, ont parû devoir être encore exécutées avec plus de soin et d'attention dans les bois des Vosges qui ne sont peuplées que des sapins ; et que cette Considération luy a même persuadé que les choses devoient rester en cet état.

** Qu'ils sont exprimés dans l'arrêt du 9 aoust 1723; et que cet arrêt luy ayant parû ne pas pouvoir nuire à la demande du Prieuré de Saint-Quirin, d'autant que les bois de sa Communauté sont inutiles aux salines de Moyenvick (3) qui seules pourroient s'y opposer, il a écrit le 24 Sept. dernier à M. de Baudry que l'établissement proposé par ce Prieur ne pouvoit porter préjudice à personne ; mais que, nonobstant cela, il convient toujours de laisser subsister les dispositions du d : arrêt ; la permission que l'on pourra accorder à ce d. Prieur étant suffisante pour donner l'exemple et exciter l'émulation que l'on souhaite.

Décisions

Néant.

(1) Moselle, arr. Sarrebourg.

(2) Comparer avec B. GILLE, *op. cit.*, p. 69 (protestation contre une exploitation abusive des bois).

(3) Voir P. BOYÉ, *Les salines de Lorraine au XVIII^e siècle*. Bul. com. trav. hist. et scien. Sec. sc. écon. et soc., 1901.

*Suite du***DÉPARTEMENT DE METZ****M. de Creil, Intendant**

Eclaircissemens demandés à M. de Creil par la réponse de M. le Contr. Général à son Mémoire sur les productions etc...

Dates par lesquelles M. le Contr. G^{al} a demandé les éclaircissemens
1733 Juillet 19 .

Dates des lettres écrites à M. de Creil par M. le Contr. G^{al} etc....
1736 Avril 13 .

* Pareillement un projet d'arrêt au sujet des défrichemens qu'il estime nécessaire.

** De même un mémoire des dépenses que pourroient coûter le rétablissemens des foulons de Toul et Longwy et des moulins à eau qui étoient à Sarrelouis.

Nouvelles réflexions envoyées par M. de Creil etc...
25 Avril 1736.

* Joint au projet d'arrêt qu'on luy a demandé les exemplaires de deux autres, l'un du 12 May 1722 portant défenses de défricher dans les bois, et l'autre du 8 avril 1686 qui permet de défricher dans les terres et prés. Et dit que, quoy que le 1^{er} n'ait rien changé aux dispositifs du second il a cependant fait cesser les défrichemens des terres et qu'il seroit de l'intérêt du Roy et de la Province de les faire reprendre (1).

** Qu'on a laissé tomber ces foulons tant par rapport à leur peu d'utilité, que parce que l'eau de la rivière de Moselle ne convient point aux draperies ; qu'à l'égard des moulins de Sarrelouis ils ont été détruits lorsqu'on a fortifié cette place ; qu'ils seroient utiles au service du Roy ; mais qu'il en coûteroit considérablement pour les rétablir.

(1) Il est intéressant de noter que dans cette province les défrichemens s'étaient un moment étendus aux bois plutôt qu'aux terres et prés. Usurpations, c'est à dire accession à la petite propriété ?

Répond de plus à des articles sur lesquels M. le Contr. G^{al} ne lui a rien demandé et qui ne peuvent luy avoir été communiqués que par les Commissaires du Conseil auxquels ce ministre les a renvoyés pour avoir leurs avis.

f° 63

Suite du
DÉPARTEMENT DE METZ
M. de Creil, Intendant

Eclaircissemens demandés...

Néant.

Dates des lettres par lesquelles etc...

Néant.

Dates des lettres écrites à M. de Creil etc...

Néant

Nouvelles réflexions envoyées par M. de Creil...

Que les haras que l'on a tenté d'établir dans son département n'ont pu réussir faute de pâturages ; et que comme les fourages y sont d'ailleurs nécessaires aux troupes, tout projet que l'on fera à ce sujet sera toujours impraticable (1).

Que le peu de houille que l'on tire à Signy est de mauvaise qualité, mais qu'il est aisé d'en avoir de Liège par la Moselle.

Que les terres incultes de son Département ne sont propres que pour le pâturage ; à cause de leur aridité.

Qu'enfin les fourneaux d'Haraucourt, qui avoient été abandonnés, sont rétablis et en valeur depuis trois ans.

(1) Sur les haras des Trois-Evêchés par la suite, voir *Agronomie et agronomes*, II, p. 1154.

DÉPARTEMENT D'ALSACE

M. de Brou, Intendant (1)

Eclaircissemens demandés à M. de Brou par la réponse etc...
1733 Juillet 19 .

Dates des lettres par lesquelles M. le Contr. Général etc...
1736 avril 13 .

Dates des lettres écrites à M. de Brou par M. le Contr. G^{al} etc...

D'envoyer le projet d'arrêt qu'il demande, pour établir des pépinières d'ormes (2) à la portée des places les plus considérables de son Département et contraindre les habitans des villages ou communautés à semer du gland et même planter des chesnes dans les endroits qui leur seront indiqués.

Les plans et devis des réparations à faire aux Rivières de son Département pour les rendre navigables.

Le mémoire sur la manufacture de toiles qu'il propose d'établir à Strasbourg.

Et de luy faire part des expédiens qu'il pourra trouver pour rétablir celle de drap qui étoit autrefois dans la même ville.

Nouvelles réflexions envoyées, etc...

Néant

(1) Feydau de Brou, 1682-1767. Conseiller au Parlement en 1705, maître des requêtes en 1710, Conseiller d'Etat semestre (1725), ordinaire (1737). Intendant d'Alençon (1713), de Bretagne (1715), d'Alsace (1728). Intendant de Paris en 1742. Commissaire au Bureau du Commerce en novembre 1742. Conseiller au Conseil royal des Finances le 20 novembre 1744. Président du Bureau du Commerce à la mort de Machault (10 mai 1750). Garde des Sceaux du 27 septembre 1762 au 9 octobre 1763.

(2) L'arrêt du Conseil du 3 mai 1720 ordonnait l'établissement par généralités des pépinières « d'ormes, hêtres, châtaigners », etc. Voir *Agronomie et agronomes*, II, p. 1428.

f° 65

DÉPARTEMENT DE L'ILLE

M. de la Grandville, Intendant (1)

Eclaircissemens demandé à M. de la Grandville par la réponse de M. le Contr. Général à son mémoire sur les productions du sol et de l'industrie.

Dates des lettres par lesquelles etc...

1733 Juillet 3 .

Dates des lettres écrites à M. de la Grandville par M. le Contr. Général pour luy redemander etc... etc...

1735 Juin 2 , 1736 avril 13 .

* D'indiquer les moyens qui peuvent procurer aux habitans de Dunkerque les secours dont ils ont besoin pour augmenter le commerce de harengs qu'ils font et l'enlever s'il est possible aux hollandois.

** De chercher tout ce qui peut secourir la fabrique de tapisseries de hautelisse établie à Cambrai (2).

*** De luy communiquer les mesures qu'il choisira au sujet des haras de son Département.

Nouvelles réflexions envoyées par M. de la Grandville sur les articles cy-contre

1er 1^{er} May 1736

* Qu'il ne connoit d'autres moyens à cet égard que d'accorder aux Dunkerquois la même exemption dont jouissent les négociants hollandais en vertu de l'article 13 du traité d'Utrecht et de défendre

(1) Bidé de La Grandville, 1688-1760. Conseiller au Parlement de Bretagne. Conseiller au Grand Conseil le 14 juin 1711. Maître des requêtes en 1715. Commissaire au Conseil du Commerce en 1722. Intendant d'Auvergne en 1723 ; de Flandre en 1730. Conseiller d'Etat semestre en 1740. Intendant d'Alsace en 1743. Président du Grand Conseil le 4 décembre 1745. Conseiller d'Etat ordinaire en 1750. Appelé le 11 novembre 1753 à siéger à la Chambre royale remplaçant le Parlement exilé à Pontoise. Voir M. BRAURE, *Lille et la Flandre wallonne au XVIII^e siècle*, Lille, 1932, p. 144-145.

(2) Sur les tapisseries de haute lisse de la région Lilloise, M. BRAURE, *op. cit.*, p. 403, 404.

encore l'entrée dans le royaume des harengs saurs d'Angleterre que les étrangers à la faveur de leur franchises y introduisent sans payer les droits auxquels ce poisson est sujet ; ce privilège et l'abus qu'il favorise à cette nation étant non seulement cause du peu d'augmentation que l'on voit dans la pêche du hareng de Dunkerque, mais encore la raison qui empêchera toujours les négociants de ce Port d'établir leur Commerce concurrent avec la Hollande (1).

** Que cette fabrique ne mérite pas que l'on y pense ; l'entrepreneur étant hors d'état de la soutenir.

*** Qu'après avoir examiné ce qui se pratique dans le Département de l'Ille, au sujet de ces établissemens, il a voulu tenter la même chose dans la Flandre maritime qui fournit une quantité d'assés bons chevaux, mais que l'expérience lui ayant prouvé l'impossibilité d'exécuter un pareil projet, il s'est contenté de recommander à ses subdélégués d'examiner les chevaux destinés pour étalons et de ne souffrir que ceux de bonne qualité et bien faits.

f^o 66

Suite du

DÉPARTEMENT DE L'ILLE

M. de la Grandville, Intendant

Eclaircissemens demandés à M. de la Grandville par la réponse de M. le Contr. G^{al} etc... etc...

Dates des lettres par lesquelles M. le Contr. G^{al} a demandé etc... etc...
1733 Juillet 3 .

Dates des lettres écrites à M. de la Grandville par etc... etc...
1735 Juin 2
1736 Avril 13

(1) Ces plaintes générales au XVIII^e siècle, relevées par H. SÉE, *Histoire économique*, I, p. 319.

* D'envoyer un mémoire de l'étendue du commerce de fil que fait la ville de Cassel, de ses utilités et quels sont les droits que ces fils doivent dont il demande l'exemption.

** Pareillement le projet de règlement qu'il jugera nécessaire pour réprimer le désordre qui règne dans les fabriques et blanchiries de toiles de son Département (1).

Nouvelles réflexions envoyées par M. de la Grandville sur les articles cy-contre.

le 1^{er} May 1736

* Que ce commerce consomme tous les lins du pays, et occupe une grande partie des habitants de Cassel et de Bailleul; qu'il ne peut pas dire ce qu'il produit, mais que son étendue l'a toutefois engagé à donner un règlement aux filetiers de la Châtellenie de l'Ille qui a tout le succès possible; que les magistrats des deux autres cy-dessus ne l'ont point voulu encore accepter, mais qu'ils s'y détermineront suivant les apparences; qu'enfin la grande utilité que l'on tire de cette manufacture demanderoit que l'on diminuât les droits de ces fils, n'étant pas naturelle qu'ils payent autant que ceux de Hollande, qui jouissent d'ailleurs de toutes les facilités imaginables pour leur transport dans toutes les parties du Royaume.

Que l'usage de la mousseline sur lequel on a déjà fait nombre de représentations, cause une grande diminution dans le commerce des baptistes (2) de la Châtellenie de Bouchain et des environs de Douay et du Cambresis qu'il a aussi reconnu que les toiles de Cambrai étaient plaquées et que les roths (3) de campagne n'étaient pas de la largeur prescrite par les réglemens.

Qu'il a écrit pour y mettre ordre et qu'il rendra compte des moyens qui luy seront proposés pour y parvenir.

Décisions

Néant

(1) Sur les lins et toiles, voir M. BRAURE, *op. cit.*, p. 392-393, 407-413.

(2) Voir M. BRAURE, *ibid.*, p. 405.

(3) « Chassis des tisserands par les ouvertures duquel passent les fils de la chaîne d'une étoffe », *Encyclopédie*.

Suite du

DÉPARTEMENT DE L'ILLE

M. de la Grandville, Intendant

Eclaircissemens demandés à M. de la Grandville par la réponse de M. le Contr. Général à son Mémoire sur les productions du sol et de l'industrie.

Dates des lettres par lesquelles M. le Contr. G^{al} a demandé etc...
1733 Juillet 3 .

Dates des lettres écrites à M. de la Grandville etc...
1735 Juin 2, 1736 Avril 13 .

* Pareillement celui qu'il marque par son mémoire avoir été dressé et devoir être envoyé au Conseil, pour les manufactures de sayetterie et de bourgeterie établies à l'Ille (1).

** Pareillement les plans et devis des ouvrages à faire à la rivière de l'Escaut quand il en aura reconnu les utilités et qu'il se sera assuré des moyens qui en peuvent favoriser l'exécution (2).

Nouvelles réflexions envoyées par M. de la Grandville sur les articles cy-contre le 1^{er} May 1736 .

* Qu'à l'égard des ouvrages de table qui se font à l'Ille il croit qu'il vaut mieux laisser les choses sur le pied qu'elles sont que de donner des réglemens à ceux qui les fabriquent.

Joint un arrêt du Conseil du 19 avril 1732 portant règlement pour les soyeteurs et bourgeteurs de l'Ille, le règlement que les magistrats

(1) Sayetterie ou industrie de la laine pure, fabrique des étoffes rases et sèches ; n'emploie que de la laine peignée sans mélange. La bourgetterie emploie des mélanges de laine et de lin ou du coton, ou d'autres textiles ; elle fabrique des moquettes, des pannes, des peluches et velours d'Utrecht, etc... M. BRAURE, *op. cit.*, p. 398-403. Voir aussi E. COORNAERT, *La draperie-sayetterie d'Hondschoote*, Rennes, 1930.

(2) La navigabilité de l'Escaut jusqu'à Cambrai fut une réalisation de la fin de l'Ancien Régime ; G. LEFEBVRE, *Les paysans du Nord*, Lille, 1924, p. 240. L'intendance de Lille s'était intéressée, depuis la conquête, à la mise en état du réseau navigable. M. BRAURE, p. 494-506.

de cette ville leur ont donné de leur part et celui auquel il a aussi assujetti les filetiers ; et dit que tous ces réglemens sont exécutés avec tant d'exactitude que les étrangers se loient des marchandises de ces fabriques (1).

** Qu'enfin quoy qu'il ait tous les plans et devis de ces différens ouvrages il n'a pas cru devoir les envoyer ; pareils travaux demandant une dépense infinie et ne pouvant procurer l'utilité qu'il avait d'abord pensé.

f° 68

DÉPARTEMENT DU HAINAUT

M. de Sécheltes, Intendant (2)

Eclaircissemens demandés à M. de Sécheltes par la réponse de M. le Contr. G^{al} à son mémoire sur etc... etc...

Dates des lettres par lesquelles M. le Contr. G^{al} a demandé les éclaircissemens cy-contre ...

Néant

Dates des lettres écrites à M. de Sécheltes par M. le Contr. G^{al} pour luy redemander les éclaircissemens cy-contre.

Néant

Nouvelles réflexions envoyées par M. de Sécheltes sur les articles cy-contre 14 juin 1736 (voir p. 113 ***).

Que lorsqu'il a avancé dans un mémoire précédent que le nombre des habitans de Givet et la communication qu'ils ont avec la Champagne, le Comté de Namur, le pays de Liège et la Hollande, pouvoient

(1) L'étroitesse de la réglementation semble bien pourtant avoir provoqué une crise vers 1738. M. BRAURE, p. 399, 400.

(2) Moreau de Sécheltes, 1690-1760. Conseiller au Parlement de Metz en août 1719; maître des requêtes, octobre 1719. Intendant de Hainaut en 1727. Conseiller d'Etat semestre en 1742, (ordinaire 1755). Intendant de Flandre en 1743. Contrôleur général des Finances du 30 juillet 1754 jusqu'au 24 avril 1756. Favorable aux idées nouvelles, libérales en matière commerciale. Voir M. BRAURE, *op. cit.*, p. 145-147.

favoriser à cette ville une augmentation de Commerce, il a remarqué en même têmes que les droits qui se lèvent sur les routes qui y conduisent par terre et le long de la Meuse arrêtoient toutes les idées d'établissement que l'on voudroit y faire (1).

Détaille les droits que payent chacune des marchandises qui montent et descendent la Meuse, ensemble les noms de ceux au profit desquels ils se perçoivent ; et dit, qu'outre ces droits on exige encore dans le pays de Liège le 60^e de la valeur des marchandises qui y passent quoyque par le traité conclu entre le Roy et l'électeur de Cologne (2), le 2 avril 1686 elles soient exemptes de tout Impôt, ainsi que les denrées, et que les marchands et voituriers ne soient sujets qu'au seul droit de chaussée.

Pour prouver ensuite que la levée du d : soixantième n'est point autorisée.

Remarque qu'en 1682 les Etats de Liège faute du payement de ce droit, ayant fait saisir quelques marchandises que les habitans.....

f° 69

Suite du

DÉPARTEMENT DU HAINAUT

M. de Séchelle, Intendant

..... de Maëstreck, faisoient passer sur les terres des dits Etats, les hollandais fondés sur les concessions des Empereurs Ferdinand et Léopold qui défendent aux Liégeois d'exiger aucun droit sur les transits, ordonnèrent le 7 janvier et 22 Février 1683 au Commandement de la ville de Maëstrëck de réprimer cette violence, même à main armée.

Qu'en 1720 l'Empereur sans aucun égard pour les raisons qui avoient pû engager en 1689 la Hollande à consentir que les Etats de Liège levasent ce droit, rendit de son côté le 22 May une sentence en forme de

(1) Voir ce point et la longue discussion qui suit, H. VAN HOUTTE, *Histoire économique de la Belgique à la fin de l'ancien régime*, Gand, 1920, p. 207-210.

(2) Maximilien de Bavière.

rescrit qui condamne les Etats à rendre aux habitans du Pays de Limbourg les charettes de draps qu'ils leur avaient fait saisir en 1709 faute du payement du d. 60^e ensemble aux dommages et intérêts de cette saisie, et même à justifier de la concession de ce droit (1).

Qu'aussitôt les Etats de Liège, pour éluder ce jugement proposèrent Maëstrêck, Tirlemont ou St-Trond pour conférer sur la dite saisie sous prétexte que Bruxelles qui avoit été indiqué par le dit rescrit étoit contraire au Concordat entre eux et les Brabançons ; et que l'Empereur qui sentit d'abord la subtilité de cette démarche loin d'acquiescer à cette proposition permit aux Brabançons de rétablir leurs saisies sur les biens des Liégeois à condition toutefois que cette permission n'altérerait point.....

f° 70

Suite du

DÉPARTEMENT DU HAINAUT

M. de Séchelle, Intendant

*** Eclaircissemens demandés à M. de Séchelless par la réponse de M. le Contrôleur Général à son mémoire sur les productions du sol et de l'industrie.

Dates des lettres par lesquelles M. le Contr. Général a demandé les éclaircissemens cy-contre.

Néant

Dates des lettres écrites à M. de Séchelless etc.

Néant

D'expliquer quels sont les droits qui se perçoivent sur la Meuse au profit de l'Empereur et du Prince de Liège et qu'il dit contraires au Commerce que la ville de Givet pourroit faire.

Quels seroient ceux qui conviendroient aux intérêts respectifs de ces deux puissances, les mesures qu'il y auroit à prendre pour parvenir

(1) Sur cette taxe du 60^e sur les frontières liégeoises pour favoriser la manufacture limbourgeoise, voir H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, t. V, p. 287, 288.

à un arrangement avec elles et ce qu'il pense à cet égard; afin de mettre M. le Garde des Sceaux (1) en état de régler cette affaire s'il est possible (*Voir plus haut p. 111*).

Nouvelles réflexions envoyées par M. de Séchelles sur les articles cy-contre.

14 juin 1736

.... la liberté du Commerce de l'un à l'autre.

Qu'enfin les Etats de Liège ont porté depuis ce têmes là leurs plaintes à la Cour de Vienne et à la diette de Ratisbonne sur les Saisies et qu'ils doivent s'y servir pour défenses, non seulement d'un ordre donné par le feu Roy dans la dernière guerre de payer le 60^e de toutes les munitions, vivres à fournitures descendant de la Meuse et remontant la Sambre pour aller dans ses magasins, mais encore d'une lettre de M. de Morville (2) du 11 Sept. 1726, qui enjoignoit au S^r Brunel, pour lors résident à Liège, de faire payer par le régiment de Bacqueville le Soixantième des fournitures qu'il avoit passé sans l'acquitter ; mais qu'au surplus, tous ces moyens ne pouvant préjudicier au traité du 5 avril 1686 et qu'étant à craindre au contraire que les dits Etats de Liège ne cèdent à l'Empereur possesseur actuel de falmignoule le droit qu'ils ont sur cette terre afin d'obtenir plus facilement de luy la confirmation du d. 60^e, le Conseil ne scauroit trop tost prévenir la décision favorable que ce sacrifice peut emporter à la Cour de Vienne, puisque cette décision seroit capable non seulement d'anéantir dans la suite la demande que le Roy a faite de la suppression du bureau établi aud. falmignoule, mais encore de fortifier la prétention de l'Empereur à cet égard, de manière à la rendre insurmontable.

Décisions.

Néant.

(1) Germain Louis de Chauvelin, 1685-1762, garde des Sceaux de 1727 à 1737.

(2) Charles Jean Baptiste Fleuriau, comte de Morville, Ministre des Affaires étrangères.

f° 71

*Suite du***DÉPARTEMENT DU HAINAUT****M. de Séchelle, Intendant**

Eclaircissemens demandés etc...

Dates des lettres etc... etc...

Néant.

Nouvelles réflexions envoyées par M. de Séchelles sur les articles cy-contre.

le 14 Juin 1736.

Réflexions Sur l'établissement du bureau de Falmignoule, avec les moyens qui peuvent soutenir la demande que le Roy a fait de la suppression de ce Bureau.

Qu'il y a toujours eü une route libre par terre de givet à Dinan pour le Commerce des françois avec les Liégeois, hollandois etc... et que quoy que la 1^{ère} qui a été suivie pour cette ville ait perdu sa franchise lorsque les cinq villages cédés à l'Empereur par le traité de Ryswick (1) le long de ce chemin luy ont donné lieu d'établir un Bureau à fumeraux l'un des d. villages, le Commerce n'en a cependant rien souffert puisque la nouvelle route que les négocians firent pratiquer aussitôt par Blémont pays neutre, luy assurât sur le champ les même faveurs qu'il venoit de perdre par l'établissement du d. Bureau sur l'autre.

Qu'incontinent après les Liégeois pour établir d'autant mieux le privilège de cette dernière route ordonnèrent de combler les fossés qui avoient pu être formés sur ses bords par les Commis des Pays Bas autrichiens, deffendirent aux propriétaires des terres qui regnoient le long de son cours de former aucun empêchement aux voitures qui passeroient dessus, et qu'ils achetèrent même les dites terres.

(1) Au roi d'Espagne s'entend. Le traité délimitant la frontière fut signé à Lille le 3 décembre 1699 par des commissions françaises et espagnoles.

Que la franchise dont cette route a jouy longtemps, est d'autant plus constante, que les fermiers de l'Empereur s'étant avisés une fois de faire arrêter dessus quelques marchandises ils fûrent contraints par la suite de les rendre, quoy qu'ils n'eussent agi dans cette occasion que par ordre de M. de Bergheick.

Que ce n'est qu'en Décembre 1718 que les fermiers de l'Empereur se sont ingérés d'établir un Bureau à Falmignoule, sur cette route; Et que quand ils ont employé en cette occasion le prétexte de dire que la proximité de ce chemin, construit à 30 pieds de Baudumont, favoriseroit l'entrée de toutes sortes de marchandises dans les terres impériales, ils ont moins cherché le moyen d'arrêter cette contrebande qu'à faire valoir la cession qu'ils prétendent avoir été faite anciennement par les Etats de Liège aux souverains des Pays Bas et du Comté de Namur du chemin de Château Thierry à Falmagne qui coupe le territoire de Falmignoule parce qu'alors, si cette cession demeurait une fois pour constante, la route de Givet à Dinan traversant ce chemin en passant sur les terres de.....

Suite du

DÉPARTEMENT DU HAINAUT

M. de Séchelle, Intendant

Eclaircissemens demandés à M. de Séchelles par la réponse de M. le Contr. G^{al} etc.... etc..

Dates des lettres...

Néant

* D'envoyer des mémoires sur les haras qu'il dit être à propos d'établir dans son Département et même avoir déjà été souvent proposés.

Nouvelles réflexions envoyées par M. de Séchelles sur les articles cy-contre...

14 Juin 1736.

..... Baudumont et de Liège, le bureau qu'ils ont établi à Falmigoule seroit incontestable ; qu'au reste cette cession, qui est niée et désavouée par les Liègeois, doit aussi être regardée de notre part d'autant moins réelle, que les dits fermiers, s'ils l'eussent cru fondée n'auroient pas tant laissé écouler de têts sans faire l'Etablissement du dit bureau.

Qu'enfin ces raisons jointes aux remontrances et pièces y jointes des magistrats de Givet et des négocians de Rheims prouvant évidemment que le bureau de Falmignoule a été établi contre l'Usage, les traités et le Commerce, le Conseil ne sçauroit trop tôt en demander la Suppression.

* Qu'il a déjà expliqué dans différens mémoires et répondu encore depuis, que son Département renfermoit des pâturages gras et herbeux et d'autres secs, qui tous ensemble pouvoient favoriser les établissemens de Haras que l'on voudroit y faire.

Que si l'on s'y déterminoit il seroit à propos de commencer par l'achat de 8 étalons seulement sçavoir 6 : du holstein et 2 : Danois, et d'en confier le soin à un homme entendu qui est dans son département.

Qu'après la distribution des d : Etalons selon qu'il l'explique dans son mémoire, il seroit encore essentiel d'engager les abbayes.....

f° 74

Suite du

DÉPARTEMENT DU HAINAUT

M. de Séchelle, Intendant

Eclaircissemens demandés à M. de Séchelles par la réponse de M. le Contrôleur Général à son Mémoire sur les productions etc.. etc...

Dates des Lettres.....

Néant

Et sur le Surhaussement de droits qu'il prétend être exigé à l'entrée du Royaume sur les bouteilles de la verrerie de fresne.

Nouvelles réflexions envoyées par M. de Séchelles sur les articles cy-contre.

14 juin 1736.

..... riches et les fermiers aisés à n'avoir que de belles jumens; d'Enjoindre à l'homme qui seroit chargé de chaque Etalon de ne faire servir par luy que les jumens du Pays, d'en tenir un livre et de ne prendre que 30 patars (1) par saut, afin d'engager les habitans par la modicité de ce prix à n'avoir recours qu'aux dits Etalons.

Que leur dépense suivant le détail qu'il en donne pourroit aller annuellement à 4926 l. : et s'imposer sur la Province.

Que le produit annuel de ces Etalons qu'il estime pouvoir monter à 1500 l. remplaceroit ceux qui moureroient.

Que pour former cet établissement il ne s'agiroit que de 8000 l. : mais qu'il seroit nécessaire que le Roy voulut bien les avancer.

Qu'enfin il n'a pas cru devoir porter plus haut le nombre d'étalons qu'il propose d'acheter attendu qu'il n'est question que d'un commencement d'établissement.

Décisions

Néant

FIN
de H. 1520

(1) Un patar, monnaie belge, mais terme utilisé aussi en Picardie et en Flandre, vaut un sol.

H. 1521

Reproduction schématique du f° 13 de l'original H. 1521
(Pages 121-123 de notre édition)

FAGON				
MONS :		AVIS		
Observations portées dans les mémoires de M. M. les Intendants et qui ont été communiquées à M. M. les Commissaires du Conseil :	Dates des lettres par lesquelles M. le C. G. a redemandé l'avis des d. Srs Commissaires	de Mrs les députés du Commerce, 14 Août 1734	Apostilles de M. le C. G ^{al} sur le dit avis	du Bureau de Commerce voyé par M. Fagon le 6 Sept. 1736
		que les différends proposés ci-contre regardent M. le Lieutenant G ^{al} de Police		de M. Hérault le 25 avril 1736
GENERALITES : PARIS	1733			
Qu'il serait à propos de fixer à 3 mines et un quart de mine la mesure des sacs de grains entrant à Compiègne, etc., etc...	X ^{bre} 18			Qu'il a examiné les titres de ces maîtresses et que qu'on ait trouvé une contradiction
que les étoffes de Dreux dont on habillait autrefois les troupes y conviendraient encore si on tenait la main dans cette manufacture à l'exécution des		On peut leur commander		Néant

COMMERCE

Suite du travail par rapport aux observations faites par M^{rs} les Intendants des Provinces dans leurs mémoires sur les productions du sol et de l'Industrie, que Monsieur le Contrôleur Général a jugé à propos de communiquer à M^{rs} les Commissaires du Conseil pour avoir leurs avis.

f° 13

GÉNÉRALITÉS PARIS

M. Fagon (1)

Observations portées dans les Mémoires de M^{rs}. les Intendants et qui ont été communiquées à M^{rs} les Commissaires du Conseil.

Dates des lettres par lesquelles M. le Contr. G^{al} a redemandé l'avis des d. : S^{rs} Commissaires.

1733 X^{bre} 18

(1) Louis Fagon. Intendant des Finances, janv. 1680 - 8 mai 1744. Fils du premier médecin de Louis XIV. Conseiller au Parlement 1702. Maître des requêtes, 1709. Intendant des finances, 1714. Conseiller d'Etat, 1715. Entre au Conseil royal des Finances le 22 janvier 1722. Commissaire au Bureau du Commerce, 2 juillet 1722. Président du Bureau du Commerce, 27 juin 1726. Généralement considéré comme très partisan d'une stricte réglementation. Son département en 1734 : Les Gabelles de France ; celles du Lyonnais, Provence, Dauphiné, Languedoc et autres ; Les cinq Grosses Fermes ; Les Rentes ; Les Etats des Fermes ; Les Etats des Finances de Provence et de Bretagne. *Almanach Royal*, 1734, p. 97. Voir : *Inventaire général des papiers concernant les affaires du Commerce. Administration de M. Fagon... jusques en 1744*. AN. F 12* 171.

Qu'il seroit à propos de fixer à 3 mines et un quart de mine (1) la mesure des sacs de grains entrant à Compiègne pour en faciliter la vente ; de faire quelques exceptions et modérations aux défenses faites par le Lieutenant G^{al} de police de Sens aux marchands d'acheter dans les marchés de la d. ville avant certaine heure ; De régler dans toute la Généralité les droits des racleurs (2) à proportion des mesures de chaque lieu et par comparaison à quelques villes où il se fait un gros commerce ; et de donner la liberté tant aux boulangers de Paris d'acheter où bon leur semblera qu'aux laboureur des environs de vendre dans les greniers (3).

Que les droits qui se lèvent aux entrées de Paris sur les chanvres, joints au privilège prétendu par les 40 chanvrières de la ville d'y vendre seules cette marchandise, ont ruiné totalement le Commerce que l'Election de Compiègne en faisoit autrefois.

Que les étoffes de Dreux dont on habilloit autrefois les troupes y conviendroient encore si on tenoit la main dans cette manufacture à l'exécution des

Avis

De Mrs les Députés du Commerce (4) 14 août 1734.

Que les différens réglemens proposés cy-contre regardent Mr. le Lieutenant G^{al} de police et M. le Prévôt des marchands.

Que si on veut obvier aux difficultés des chanvrières de Paris, il convient suivant le sentiment des députés du Commerce, de fixer la vente des chanvres (5) qui se vendent dans la d. ville depuis 9 heures du matin jusqu'à midy ; et après le d. têmes passé de laisser la liberté aux forains de les débiter indifféremment à toutes personnes par parties de 20, 30, 40 et même de 50 ^f sans aucune préférence pour les linières.

(1) « A Paris la mine de grains... est composé de six boisseaux ou de deux minots radis et sans grains sur le bord ». *Encyclopédie*.

(2) Sorte de morceau de bois, large de trois doigts avec un rebord qui « sert à couper le blé quand on le mesure dans les ports de Paris ». *Encyclopédie*.

(3) Vues libérales de Harlay. La réalisation d'un tel programme sera le but des physiocrates. G. WEULERSSE, *Le mouvement physiocratique*, 1910, I, p. 526-528.

(4) Paris : P. Chauvin ; Lyon : Palerne de la Madeleine (sans doute le futur président de la S.A. de Paris, un de ces lyonnais que Bertin associa volontiers à son œuvre administrative) ; Rouen : Pasquier ; Marseille : Grégoire ; Bordeaux : Carton ; Nantes : Bouchaud de la Foresterie ; La Rochelle : Claessen ; Saint Malo : Moreau de Maupertuis ; Languedoc : Gilly ; Lille : Van Houe ; Bayonne : La Borde. *Almanach Royal*, 1734, p. 100.

(5) Sur les chanvres, leur culture, leur commerce et leur manufacture, B.L. table analytique. p. 527 b. *Id.* sur les lins, p. 609 a.

Qu'à l'égard des 7 sols 6 d. qui se lèvent par cent. brut de chanvre et dont on se plaint sous prétexte que ce droit ne doit être pris que sur le net ils ont reconnu par un état que les fermiers généraux leur ont remis qu'ils sont fondés dans la perception qu'ils font ; la déclaration de 1692 n'ordonnant aucune réduction pour les emballages, tonneaux, etc., dans lesquelles cette marchandise peut être renfermée et qu'il est nécessaire de rétablir les linières de bulles (1), quelque dépense qu'il en puisse coûter.

Apostilles de Mr. le Contrôleur G^{al} sur le dit avis.

On peut leur communiquer.

Demander un projet de règlement conforme à cet avis et le communiquer aux jurées linières ; après quoy on rendra ce règlement.

Pourquoy se plaint-on de ce droit comme d'une nouveauté puisqu'il a été établi en 1692.

Reparler à Mr. de la Galaisière des linières pour sçavoir à quoy il en est sur le projet de les rétablir.

Du bureau du Commerce envoyé par Mr Fagon le 6 sept. 1736.

Qu'ayant paru au bureau du Commerce que les linières (2) ne sont point fondées dans la préférence qu'elles prétendent avoir pour l'achat des chanvres sous les halles.

L'on pense que les ouvriers qui employent la dite marchandise peuvent en avoir sur les particuliers ; mais que cet objet regarde la police c'est à Mr. Hérault (3) de l'expliquer.

En conséquence a été écrit à Mr Hérault le 13 avril 1736.

De Mr Hérault le 25 avril 1736.

Qu'il a examiné les titres de ces maîtresses ; et que, quoi qu'il ait trouvé une contradiction entre l'art 9 et le n° de leurs statuts,

(1) (Oise). Voir délibérations à ce sujet. B.L., p. 177 b, 178 a.

(2) Chanvrières et linières. On sait que « dans un grand nombre de professions les femmes étaient capables d'exercer la maîtrise ». E. COORNAERT, *op. cit.*, p. 190.

(3) René Hérault, Rouen 23 avril 1691 - Paris 2 août 1740. Procureur Général au Grand Conseil en 1718, maître des requêtes le 24 novembre 1719. Intendant de Tours en 1722. Lieutenant général de police le 29 août 1725 et à ce titre, commissaire au Bureau du Commerce. Conseiller d'Etat semestre en 1730. Intendant de Paris le 30 décembre 1739.

Le 1^{er} défendant à tout marchand d'exposer en vente aucun lin ni chanvre sans avoir été vu et visité par les dites jurées, à peine de 40 sols parisis d'amende.

Et le 2^e réservant à ces seules maîtresses la faculté de vendre cette marchandise ; et défendant à toute autre personne de s'y entremettre à peine de 16 l. parisis d'amende,

On peut conclure de cette dernière disposition que puisqu'elle prescrit aux marchands forains le carreau de la halle pour y vendre leurs marchandises et qu'elle permet aux maîtresses qui sont présentes de les lotir entre elles elles sont par conséquent les seules en droit de les débiter.

D'ailleurs que sans ce privilège leur communauté peu opulente auroit bien de la peine à payer les charges qu'elle supporte ; mais qu'en tout cas on voulut cependant changer les statuts il seroit préalablement nécessaire d'examiner de plus près les plaintes des marchands forains n'étant pas naturel qu'ils les eussent différé si longtemps s'ils les eussent crû fondées (1).

Décisions de Mr le Contrôleur Général.

Néant

f^o 14

GÉNÉRALITÉ PARIS

M. Fagon

Dates auxquelles les observations cy-contre ont été envoyées,
1733 X^{bre} 18.

Dates des lettres par lesquelles M. le Contr. Général a redemandé l'avis des S^{rs} Commissaires... Néant.

Observations portées dans les mémoires de Mrs les Intendans et qui ont été communiquées à Mrs les Commissaires du Conseil.

(1) Aspect intéressant des prétentions d'une petite communauté au XVIII^e siècle qui confirme l'exclusivisme noté par E. MARTIN ST-LÉON, *Histoire des corporations de métiers*, Paris, 1941, p. 455 et suiv.

..... réglemens et que l'on défendit aux fabricans, sous peine des amendes et confiscation portées par l'arrêt du 5 déc. 1730, d'exposer leurs étoffes en vente, avant de les avoir fait visiter et marquer du plomb du bureau établi dans la d^e ville depuis 1667.

Qu'outre le travail de la G^{de} manufacture de Beauvais qui diminue un peu, mais qui se rétablirait aisément si elle pouvoit recevoir les laines dont elle a besoin à droiture et sans payer d'entrée, ou assés peu pour que ses laines ne luy revinssent au plus qu'à 40 sols la livre, il se trouve encore dans nombre de villages de la d. Election une infinité de fabriques de différentes serges qui tombent sous le poids des impositions et par la pauvreté des maîtres, et qu'il seroit de l'intérêt de l'Etat de les soutenir, n'y ayant jamais à craindre que leurs productions restent à charge quand elles les doubleraient et tripleraient ;

Que plusieurs serges qui se fabriquent dans ces manufactures, peuvent servir à l'habillement des troupes ; Mais que comme il en est aussi parmy elles qui ne sçauroient y être propres, n'étant pas faite que de peignons (1), il faudroit empêcher que les entrepreneurs des dits habillemens n'en mêlassent, comme ils font avec celles de Mouy qu'ils doivent donner ;

Qu'enfin les marchans de la ville de Beauvais qui répandent une grande partie de ces différentes constructions dans le Royaume, et qui en portent aussi en Italie, dans le Nord et dans les Indes se plaignent du grand préjudice que le système (2) a causé à leur Commerce et proposent pour son rétablissement :

De faire observer les réglemens de 1667 et 1669 et de donner aux Maires et Echevins des villes.....

Avis

de Mrs les Députés du Commerce, 14 août 1734.

Que suivant l'avis des mêmes députés, il suffiroit d'enjoindre à l'Inspecteur de faire publier le Dimanche au moins une fois tous les ans à la porte des Eglises de chaque lieu de fabrique au sortir de la grande messe les arrêt et réglemens concernant les longueurs, largeurs et qua-

(1) Laine de rebut.

(2) Le système de Law.

lités des étoffes, ensemble ceux qui ordonnent aux fabr. d'apporter leurs étoffes au bureau de la manufacture pour y être visitées et plombées, avant de les exposer en vente sous peine de confiscation, parce que ces publications renouvelleroient l'attention ; Mais qu'au surplus M. d'Hauteroche (1) rendra compte de cette affaire.

Apostilles de Mr. le Contrôleur Général sur le dit avis.
attendre ce que Mr d'Hauteroche proposera.

Avis du bureau du Commerce envoyé par Mr Fagon le 6 Sept. 1736.

Que la police proposée cy-contre a paru inutile quant à présent au bureau du Commerce, et qu'il a jugé qu'il suffiroit, lorsqu'on auroit fait un nouveau réglement d'en ordonner l'enregistrement sur le registre du bureau de la Communauté des fabricans ; l'enjoindre à l'inspecteur de le faire exécuter et d'être plus exact dans ses visites, et de luy recommander de ne point tolérer comme il a fait jusqu'à présent les abus qui ont pu se commettre dans cette manufacture (2).

Décisions de Mr. le Contr. Général.
Néant.

f^o 15

GÉNÉRALITÉ PARIS

M. Fagon

Dates auxquelles les observations cy-contre ont été envoyées.

1733 X^{bre} 18.

Dates des lettres par lesquelles M. le Contr. Général a redemandé l'avis des d. S^{rs} Commissaires.

(1) Voir plus loin, p. 184 ; n. 2.

(2) Sur les devoirs de visite des inspecteurs, voir BACQUÉ, *op. cit.*, p. 84-92.

Observations portées dans les Mémoires de Mrs les Intendans et qui ont été communiquées à Mrs les Commissaires du Conseil.

..... la connaissance de tout ce qui regarde les manufactures.

2° ... d'attribuer pareillement aux juges Consuls celle des faillites et en conséquence ordonner que lors de la mort d'un marchand, s'il se trouve que ses affaires ne soient pas bonnes, il n'y aura que ces sortes de juridictions qui pourront en connaître les frais qui se font en pareil cas par les officiers des autres tribunaux absorbant souvent ce qui servirait à payer partie des dettes des défunts.

3° et de faire prêts aux manufactures à 3 pour cent afin de leur faciliter des secours que le défaut de confiance leur rend aujourd'huy très difficiles.

Qu'il seroit nécessaire d'établir en France un inspecteur pour les bas qui s'y fabriquent et d'y régler la grosseur des éguilles dont les tricoteurs seroient tenus de se servir.

Que les toiles de chanvre qui se fabriquent à Compiègne sont de mauvaise qualité et que la réputation de celles de Beauvais demanderoit qu'il s'y en fit davantage au-dessus de 100 l.

Avis

de Mrs les Députés du Commerce.

Que les députés ne trouvent point à propos de régler la grosseur des éguilles ni d'établir un inspecteur dans cette manufacture appréhendant que pareilles nouveautés ne s'opposent plutôt au succès avec lequel elle travaille aujourd'huy, que de lui procurer une augmentation de commerce ; joint à ce qu'il est à présumer que les gens qui achètent ont assez d'expérience pour ne prendre que de bons ouvrages.

Qu'il luy paroît essentiel d'éviter tout ce qui peut donner atteinte au commerce de la manufacture de toiles de Beauvais qui est florissante.

Apostilles de M. le Cont. G^{al} sur le dit avis.

rien à faire sur cet article.

Décision de M. le Contr. Général.

Néant.

GÉNÉRALITÉ : PARIS, ORLÉANS

M. Fagon

Dates auxquelles les observations cy-contre ont été envoyées.

1733 X^{bre} 18.

Observations portées dans les Mémoires de Mrs les Intendans qui ont été communiquées à Mrs les Commissaires du Conseil.

Que plusieurs tanneries sont tombées par le mauvais apprêt que l'on y donne aux cuirs.

Que différens droits s'opposent à l'augmentation de quelques autres; et que la ville de Tonnerre seroit favorable à de pareils établissemens.

* Qu'il seroit à propos de tariffer 8 des principales villes de cette Généralité. De fixer certains droits qui s'élèvent aux entrées de la ville de Sens et d'accorder à ses marchandises les statuts et réglemens qu'ils demandent.

Qu'enfin il n'y a qu'un seul cordier à Sens quoyque la quantité de chanvre qui se recueille dans l'Election jointe à la facilité d'en avoir des environs, puisse y occuper 5 à 6 maîtres.

Orléans.

Que la manufacture de demy-draps serges, etc., établie à Blois est tombée par l'indigence de ses Maîtres et qu'il prévoit pas qu'elle puisse se rétablir.

Que celle de Romorantin est aussi beaucoup diminuée par la négligence de l'Inspecteur (1) à y faire exécuter des réglemens.

Que les mêmes raisons laissent celles de St-Aignan, Salbris, etc. dans le même désordre.

Que les draps de Château Renard ne seront jamais bons tant que l'Inspecteur de Troyes (2) qui doit veiller sur cette fabrique tolérera les mauvaises matières premières que l'on y emploie.

(1) BACQUÉ ne signale pour Romorantin, que Perrot, de 1741 à 1742, *op. cit.*, p. 125.

(2) Delan, Inspecteur de 1727 à 1733. Succédé en 1734 par Vauthier. BACQUÉ, *op. cit.*, p. 128 et 389.

Que celle de Vendôme est ruinée.

Qu'il a envoyé il y a déjà quelque têmes son avis au.....

Avis

de Mrs les Députés du Commerce.

Que cet article sera mis en état aussitôt que Mrs les Intendants auront envoyé leur avis.

* Que cette proposition souffre de grandes difficultés et demande une attention toute particulière.

Apostilles de Mr le Contr. G^{al} sur les avis.

attendre.

Ecrire à Mr Dormesson (1) mais je crois que ce plan ne convient pas.

Nota : il n'a point été écrit à M. Dormesson attendu que sur pareille proposition faite par M. de Vatan, intendant de Caën il avoit déjà répondu dès le mois de mars 1733 que semblable demande au rapport de M. Dodun (2) avoit été rejeté au Conseil le 21 déc. 1723 fondé sur l'observation qu'y fut faite pour lors qu'avant et du têmes de Mr Desmaretz (3) les tarifs avoient été refusés comme contraires à la taille et aux droits des aydes, parce qu'ils engagent les habitants de la campagne à se retirer dans les lieux tarifés ; que M. Dodun a encore confirmé cette décision le 21 Déc. 1725. Et qu'il n'y a rien de nouveau depuis.

Décision de M. le Contr. G^{al}.

Néant.

(1) Voir plus loin, p. 182. Note 1.

(2) Dodun (Charles-Gaspard), 16 juillet 1679 - 25 juin 1736. Conseiller au Parlement en 1701 ; président de la 4^e Chambre des Enquêtes, 1709. Maître des requêtes en 1721. Contrôleur Général du 21 avril 1722 au 14 juin 1726. Siège en cette qualité au Bureau du Commerce créé en 1722, à son rapport.

(3) Desmaretz. 10 septembre 1648 - 4 mai 1721. Neveu de Colbert. Maître des requêtes en 1674 ; intendant des finances et Conseiller d'Etat semestre en 1678. Directeur des finances au Contrôle Général en 1703. Contrôleur général des finances en remplacement de Chamillart le 20 février 1708. Disgracié en 1715.

GÉNÉRALITÉ PARIS, ORLÉANS, TOURS

M. Fagon

Dates auxquelles les observations cy-contre ont été envoyées.

1733 May 8. - 1734 Fév. 15.

Dates des lettres par lesquelles M. le Contrôleur G^{al} a redemandé l'avis des d. S^{rs} Commissaires.

Observations portées dans les Mémoires de Mrs les Intendants et qui ont été communiquées à Mrs les Commissaires du Conseil.

..... Conseil au sujet d'une contestation survenue entre les fabriquans de Montoire et l'Inspecteur (1) et qu'il seroit nécessaire de la juger pour pouvoir soumettre ces fabriquans aux visites dont ils se sont soustraits.

Que les gens de la campagne depuis quelques années ne mettent plus qu'un fil dans les bas d'estame (2) où il en doit rentrer deux conformément au règlement de 1694 ; et qu'il seroit nécessaire de rendre un arrest du Conseil pour faire cesser cet abus.

Que le plomb dont les fabriquans de bas se servent à Orléans est trop mince et que l'on devroit les assujettir à celui de Paris.

Orléans.

Que la manufacture de bonneterie est sans jurande et qu'il luy paroît d'autant plus nécessaire d'y en établir une que, si cette fabrique se mettoit en règle, elle feroit subsister un grand nombre de personnes.

Qu'enfin si on accordait aux raffineries d'Orléans la même franchise dont jouissent les sucres de Rouen, la Rochelle, etc., et si on leur restituoit les 5 l. 12 s. qu'on leur fait payer par quintal de sucre qu'elles envoient dans les Pays conquis, cela contribueroit non seulement au soutien des 6 raffineries qui restent à Orléans mais encore au rétablissement de quelques autres.

(1) de Tours ? Ce serait alors Duveau, 1725-1734. BACQUIÉ, *op. cit.*, p. 125.

(2) Fil de laine qui a subi une forte torsion d'où finesse et solidité.

Tours - Février 15

Que la sortie de plusieurs fabriquans l'introduction du papier en 1719 : et celles de différentes marchandises prohibées qui se fait aujourd'huy dans le Royaume par les vaisseaux de la Compagnie des Indes, ensemble les droits que l'on exige tant sur les.....

Décisions de M. le Contrôleur G^{al} :
Néant.

f^o 18

GÉNÉRALITÉ TOURS

M. Fagon

Dates auxquelles les observations cy-contre ont été envoyées.
1734 Fév. 15.

Dates des lettres par lesquelles M. le Contrôleur Général a redevmandé l'avis des d. S^{rs} Commissaires.

Observations portées dans les mémoires de Mrs les Intendans qui ont été communiquées à Mrs les Commissaires du Conseil.

.....matières premières dont la manufacture d'étoffes de Soye de Tours a besoin que sur les Constructions qu'elle peut verser dans les Provinces réputées étrangères toutes ces différentes causes ont fait tomber considérablement cette manufacture; et qu'il est même à craindre qu'elles ne la fassent encore diminüer davantage.

Qu'il conviendrait d'enjoindre aux Directeurs de cette Compagnie de ne faire charger leurs vaisseaux que de matières utiles à nos manufactures ; de laisser aux fabriquans de Tours la liberté de faire venir leurs soyes par les lieux qui leur seroient les plus commodes ; d'exempter du droit d'octroy de Lyon celles qui y passeroient; De rétablir en faveur de cette manufacture les deux foires franches de 15 jours que François I^{er} luy a accordé en 1545 et d'y ajouter même les privilèges et exemptions de celles de Lyon.

Que toutes les manufactures d'étoffes de laine de la généralité s'affaiblissent de jour en jour ; et que si on veut soutenir celle d'Amboise qui est une des plus considérables, il est à propos que le Conseil autorise le règlement que M. de Pommereu (1) luy a adressé il y a 15 mois portant que les ouvriers de cette fabrique seront tenus désormais de mettre des lisières à leurs étoffes pour les distinguer de celles de Loches et de Berry ; les marchands des dits lieux profitant depuis longtemps de cette négligence pour vendre leurs constructions sous le nom de celles d'Amboise ce qui ruine entièrement cette dernière manufacture.

Qu'il seroit aussi essentiel d'ordonner que les.....

f° 19

GÉNÉRALITÉ : TOURS

M. Fagon

Dates auxquelles les observations cy-contre ont été envoyées.

1734 Fév. 15.

Dates des lettres par lesquelles Mr le Contr. Général a redemandé l'avis des S^{rs} Commissaires.

1734 Juin 2

1736 Avril 13

..... ouvriers répandus dans les environs de celles de Chinon seroient tenus de se faire recevoir maîtres ou qu'ils seroient du moins sujet aux visites des jurés de cette manufacture.

De supprimer la maîtrise accordée en 1713 et 1714 : aux marchands d'étoffes de soye de la d. ville de Tours et de dire qu'en place il sera choisi d'année en année deux jurés parmi les fabriquans pour veiller à la police de cette manufacture qui a été abandonnée par plusieurs d'entre eux à cause de cette maîtrise, et des droits que ces marchands exigent d'eux pour les recevoir maîtres.

(1) Michel-Gervais-Robert de Pomereu Defrizeys (selon l'*Almanach Royal*) ou de Riceys, maître des requêtes honoraire en 1685, intendant d'Alençon en 1720, puis de Tours de 1726 à 1731.

De commettre un Inspecteur dans celle de Chateaugontier avec charge d'y faire exécuter les réglemens et de rendre compte à celui de Laval;

De faire veiller celui de Mayenne non seulement sur les ouvriers de la fabrique qui y est établie, mais encore sur les marchands des villes voisines ; afin qu'ils ne débitent point de marchandises contraires aux réglemens.

De défendre dans l'Election du Mans de tondre les moutons avant la Saint-Jean (1) et aux teinturiers de teindre aucunes laines avant d'avoir été éprouvées pour le dégrais.

De faire saisir par le Commis des fermes G^{ales} tout ce qu'ils rencontreront contraires à ces différentes dispositions et d'ordonner la réparation des chemins, toutes ces précautions étant importantes pour les manufactures.

De réunir à la fabrique d'Amboise celle de Bléré ; de décharger de différens droits quelques autres qui sont prêtes à tomber et de rendre l'Indre navigable.....

Décisions de M. le Contrôleur G^{al} :

Néant.

f° 20

GÉNÉRALITÉ : TOURS.

1735 Fév. 15.

..... Que celle du Lude souffre par les mauvais dégraissages et foulages des laines, faute de Savon.

(1) Décision généralisée sur laquelle reviendra le Contrôleur général. H. CARRÉ, *op. cit.*, p. 103. La qualité des laines semble avoir été un souci très vif du ministre. Le 13 juillet 1730 Orry écrivait à Bernage de St Maurice, intendant de Languedoc, pour l'informer des plaintes des fabricants « au sujet des laines de Languedoc et de Provence qui sont si mal lavées et si chargées d'ordures qu'il s'y trouve un déchet considérable ». Plaintes constamment renouvelées. Orry conseille à l'intendant de faire visiter les balles plus soigneusement, à la foire de Beaucaire, et de faire saisir les marchandises défectueuses. Lettres écrites sur les affaires rapportées à M. le Contrôleur général, AN. F 12* 141, f° 208, 209.

Qu'il seroit nécessaire par rapport aux toiles de Laval, non seulement de rendre le règlement dont M. de Pomereu a aussi envoyé le projet pour cette manufacture et d'ordonner à l'Inspecteur d'être plus exact à faire des visites chez les faiseurs de rouës pour les obliger de n'en fabriquer aucune qu'elles n'ayant leur proportion et uniformité dans chaque laise (1) ;

Mais encore de décharger des droits d'entrée les fils de Bretagne nécessaires à la construction de ces toiles ;

Que l'abondance des lins et chanvres qui se trouvent dans l'Election d'Angers, pourroient y favoriser l'établissement d'une nouvelle manufacture ;

Enfin de donner un règlement aux tonneliers, par lequel il seroit dit qu'à l'avenir les barriques destinées pour les eaüx de vie, seroient rondes et également longues en tous sens ; Que les doiüelles (2) en seroient unies sans altération, et qu'en cas de fraude celui qui auroit livré la marchandise seroit condamné en 20 l. d'amende, sauf son recours contre le tonnelier qui auroit fourni les barriques.

Lyon - 1736 Juin 16

Qu'il conviendrait de prendre quelques arrangemens avec l'Etranger pour faciliter le débouché des Etoffes de Soye or et argent de la ville de Lyon (3).

Et que l'intérêt de l'Etat demanderoit aussi que l'on prit des précautions pour empêcher de sortir du Royaume non seulement les filés or et argent et....

Dates des lettres par lesquelles M. le Contr. G^{al} a redemandé l'avis des d. S^{rs} Commissaires :

Tours : 1735 Juin 2 - 1736 Avril 13.

Lyon : 1733 Avril 30.

(1) Ou lisse. Terme technique servant à la mesure de la trame d'une étoffe.

(2) Douves d'un tonneau.

(3) Voir *Règlements et statuts proposez par les maîtres et marchands guimpiers... et fileurs d'or et d'argent de la ville de Lyon pour établir dans l'exercice de leur art la perfection et la fidélité requise*, Lyon, 1734. (BN. V. 51-032).

f° 21

GÉNÉRALITÉS : LYON, LA ROCHELLE, BORDEAUX**M. Fagon**

Observations portées dans les Mémoires de Mrs les Intendans et qui ont été communiquées à Mrs les Commissaires du Conseil.

Dates auxquelles les observations cy-contre ont été envoyées.

Lyon : 1732 Juin 16.

La Rochelle : 1733 Avril 3.

Bordeaux : X^{bre} 18.

Dates des lettres par lesquelles M. le Contr. G^{al} a redemandé l'avis des d. S^{rs} Commissaires :

Lyon : 1733 Avril 30.

La Rochelle : 1735 Juin 2.

Bordeaux : 1736 Avril 13.

Lyon

..... soyes de certaines couleurs utiles à nos manufactures mais encore les instrumens de leurs métiers et leurs métiers même entiers ; que les Anglois et Hollandois ont l'adresse de tirer de France par Genève (1).

La Rochelle

Que, quoy que les vases dont le Havre de ce port se trouve comblé nuisent beaucoup au Commerce que la ville fait dans le Nord la mauvaise foi des habitans de Saint-Domingue y est toutefois encore plus contraire faute de pouvoir contraindre ces Insulaires par corps ou par saisies de leurs nègres ;

Et que pour arrêter le désordre qu'une pareille immunité occasionne, il faudroit non seulement déclarer dettes privilégiées toutes celles qui s'y contracteroient pour marchandises achetées des vaisseaux françois, quand les billets exprimeroient la qualité de la marchandise, le

(1) Voir plus loin, p. 172. Voir P. LÉON, *op. cit.*, I, p. 114 (concurrence anglaise).

nom du vaisseau et celui du Capitaine ; Mais encore que l'on réputât meubles la dixième partie des nègres qui travaillent dans ces pays (1).

Bordeaux

* Qu'il seroit à propos pour la perfection des Arts et Métiers en général de donner quelques réglemens dans les Campagnes de cette Généralité et de faire veiller les Bayles (2) des villes les plus prochaines à leur exécution.

De faire rapporter par les apprentis, qui ne peuvent aspirer aux maîtrises des villes deux certificats pour être admis à celles des campagnes.....

Avis

de Mrs les Députés du Commerce envoyé par M. Mégret de Sérilly (3) le 24 Sept. 1735.

* Que depuis que M. de Fayet est général à St-Domingue il a ordonné par préférences à toutes autres dettes le paiement de celles des Capitaines de Vaisseaux et que lorsqu'ils sont sur le départ il leur délivre même des ordonnances par corps contre les habitans qui n'ont pas satisfait à leurs engagements, ce qui produit le même effet que pourroit faire la déclaration que M. de Bignon a proposé dans son mémoire.

Qu'à l'égard de la permission demandée par cet intendant de saisir et vendre la 10^e partie des nègres employée à St-Domingue à la culture des terres et à la fabrication des sucres et de l'indigo les d^{ts} députés observent qu'ils ne croient pas qu'elle doive être accordée, parce que comme elle occasionneroit sûrement une diminution de travail elle affoiblirait en même temps le revenu des habitans de cette Isle et qu'elle pourroit même y faire tomber la consommation et conséquemment le commerce, la plupart de ces habitans ne faisant de dépense et ne se chargeant d'aucun superflu qu'autant qu'ils le trouvent à crédit.

(1) Voir G. HARDY, *Histoire sociale de la colonisation française*, Paris 1953, « Des colons endettés dans des colonies prospères », p. 62-63. « Les planteurs dans l'impossibilité de solder en argent [qui n'existe guère aux Isles] leurs achats... sont forcés de demander des avances aux commissionnaires et négociants des ports », etc..., p. 62.

(2) Baillis : officiers municipaux.

(3) Megret de Sérilly (Jean-Nicolas), 16 mars 1702 - 15 octobre 1752. Avocat général à la Cour des Aides en 1726, conseiller d'honneur à la même cour en 1735. Maître des requêtes en 1732. Intendant du Commerce, à la mort d'Angran le 14 juillet 1733. Intendant des généralités réunies d'Auch et de Pau jusqu'en 1739. Intendant de Franche-Comté de 1744 à 1750 ; et d'Alsace de 1750 à 1752.

Mais que pour remédier à la fraude des propriétaires des nègres qui y rendent toujours inutile la Saisie que les négocians sont en droit de faire des domestiques, en les faisant passer comme travaillant on pourroit rendre un règlement qui en feroit une distinction ; et qu'en ce cas il seroit à propos de consulter préalablement les généraux et Intendant des Isles pour prévenir les inconvéniens qu'il pourroit y avoir par rapport à la police de ces esclaves (1).

f° 22

GÉNÉRALITÉS : BORDEAUX, MONTAUBAN ET CAËN

M. Fagon

Dates auxquelles les observations cy-contre ont été envoyées.

1733 X^{bre} 18

1733 Mars 13

Dates des lettres par lesquelles M. le Contrôleur G^{al} a redemandé l'avis des d. S^{rs} Commissaires.

Bordeaux : 1735 Juin 2 - 1736 Avril 13

Montauban : 1733 Avril 30 - 1735 Juin 2 - 1736 Avril 13

Observations portées dans les Mémoires de Mrs les Intendans et qui ont été communiquées à Mrs les Commissaires du Conseil.

Bordeaux

.....l'un de capacité et l'autre de pauvreté;

De n'admettre aux d. Maîtrises que les enfans des artisans, afin de ne point déranger la culture des terres ;

De donner un règlement aux tonneliers ;

D'établir des maîtrises dans les Elections de Sarlat et Condom et de faire bâtir des Casernes dans les villes de passage.

(1) Voir PEYTRAUD, *Le Code noir. L'esclavage aux Antilles françaises avant 1789*, Paris, 1897, p. 256, 257. L'esclave travaillant sur un fonds devient immobilier avec lui (et non plus meuble ainsi que la déclaration de 1685 l'établit) et ne peut être saisi : « cette maxime s'observe même à l'égard des bestiaux destinés à cultiver une terre ». Cette mesure ne s'appliquait qu'à St Domingue. D'autres affaires amenèrent parfois à autoriser la saisie. *Ibid.*, p. 258-260.

Que les commis des fermes exigent indûment sur les prunes, miel etc., 40 sols par tonneau pour acquit et signature ; ce qui est très à charge au commerce de ces denrées et en fait varier le prix.

Qu'enfin on devroit réduire les droits de tous les cacaos quelconques entrans dans le Royaume à 2 sols par liv., pour favoriser la consommation des sucres de nos colonies.

Montauban

Qu'il se commet différens abus dans la construction des cadis forts, petits cadis et Lodèves de Saint Geniez, qui se fabriquent dans différens lieux de cette Généralité (1).

Et qu'il seroit nécessaire de soumettre les tisserans de quelques villes et lieux voisins de Negrepelisse aux plombs et statuts de la manufacture de toiles de coton établie au d. lieu.

Caën

Que dans plusieurs villes voisines de Caën comme Falaise et Bayeux, non comprises dans le nombre des 18 villes de fabrique limitées....

Décisions...

Néant.

f° 23

GÉNÉRALITÉ : CAËN

M. Fagon

Observations portées dans les mémoires de Mrs les Intendans et qui ont été communiquées à Mrs les Commissaires du Conseil.

(1) *Cadis*, petite étoffe de laine croisée ou serge étroite et légère (fabriquée surtout en Gévaudan, dans les Cévennes et le Languedoc).

Dates auxquelles les observations cy-contre ont été envoyées.

1735 Mars 13

Dates des lettres par lesquelles M. le Contrôleur G^{al} a redemandé l'avis des d. S^{rs} Commissaires.

1730 Avril 30

1735 Juin 2

1736 Avril 13

..... par le règlement de 1708 : on y fait ainsi que dans la Picardie des bas à deux fils et de mauvaise qualité, qui se répandent dans le Royaume et dans les pays étrangers ; et que cet abus contribue beaucoup à la diminution de la manufacture de Caen ; Qu'il faudroit fixer dans cette même fabrique le nombre des Maîtres sur le pied qu'il est aujourd'huy et défendre de l'excéder (1).

Qu'il conviendrait d'ordonner cinq laises dans les serviettes ouvrées au lieu des 4, fixées par le règlement de 1693 ; de donner des statuts à quelques fabriques qui n'en ont point ; et de faire dire par Sa Majesté que les balles de coton seront visitées dans les lieux d'où on les tire, attendu le mélange qui s'y trouve souvent.

Que l'on travaille au plan et devis de la halle que la ville de Caën a demandé pour la vente de ses toiles ; que les Maire et échevins de la ville de Coutance ont présenté une requête, par laquelle ils demandent que la manufacture qu'ils avoient autrefois et qu'ils prétendent ne s'être dispersée que par la brigue de quelques villes voisines soit rétablie dans la d. ville de Coutance ; Et que ceux chez qui elle se trouve présentement ayant répondu que les premiers n'en sçauroient imputer la perte qu'à leur tarif, cela occasionne une contestation à juger et qu'elle sera soumise à la décision du Conseil aussitôt qu'elle sera instruite.

Décisions...

Néant.

(1) Sur la multiplication des maîtrises et les tentatives pour l'enrayer, MARTIN SAINT LÉON, *op. cit.*, p. 386. E. COORNAERT, *Les corporations en France avant 1789*, Paris, 1940. p. 146-147.

GÉNÉRALITÉ : BRETAGNE

M. Fagon

Observations portées dans les mémoires de Mrs les Intendants et qui ont été communiquées à Mrs les Commissaires du Conseil.

Dates auxquelles les observations cy-contre ont été envoyées :

1734 Mars 25

Dates des lettres par lesquelles M. le Contrôleur G^{ai} a redemandé l'avis des d. S^{rs} Commissaires :

1735 Juin 2

1736 Avril 13

Que l'indigence et l'infidélité des Maîtres et ouvriers des manufactures de Chateaubriant, Maletroit et Guingamp sont en partie cause de la décadence de ces fabriques (1); Que la médiocre qualité des étoffes qui s'y fabriquent, le défaut de débouché, la rareté et la cherté des fils qui leur sont nécessaires et la négligence de l'Inspecteur (2) contribuent encore à leur affoiblissement ; et que pour remédier à ces différens abus il seroit à propos de faire veiller à ce que ces Etoffes eussent les largeurs et portées ordonnées par les réglemens.

Que les villes de Fougères et Quimperlé se trouvant par leur situation proche de la mer et des chemins royaux très avantageuses pour des manufactures d'étoffes de laine (3), on pourroit en former une en règle dans chacune de ces deux villes et rétablir encore dans la première la fabrique de drap écarlate qui y étoit autrefois et qui n'est tombée que depuis environ 60 ans ; Les eaux y étant très convenables à cette teinture.

Que les manufactures de toiles anglaises et hollandaises et celles que le Roy a ordonné d'établir près de Brest et de Rochefort font tomber plusieurs des fabriques de Bretagne ; que les concussions et vexa-

(1) Sur ce point, H. SÉE, *Les classes rurales en Bretagne*, p. 448.

(2) DE GONFREVILLE, 1718-1737 (résidence de Morlaix).

(3) Peu de manufactures de laines à cette époque. H. SÉE, *op. cit.*, p. 454.

tions du S. Joutet envers les Anglois (1) et l'opiniâtreté du Receveur de Morlaix à ne vouloir pas céder aux marchands étrangers les droits de la demie barrique de vin ou d'eau de vie qu'ils étoient bien aise d'emporter quand ils s'en retournoient ont écarté ces marchands de la d. ville et ruiné ses fabriques. Que la fraude des marchands de grains de lin, les exactions qui se font par les officiers des eaux et forêts pour la rouerie des lins (2), et le bas prix.....

Décisions...

Néant.

f° 25

GÉNÉRALITÉ : BRETAGNE

M. Fagon

Observations portées dans les Mémoires, etc...

Dates (des lettres) auxquelles les observations cy-contre ont été envoyées :

1734 Mars 25

Dates des lettres par lesquelles M. le Contrôleur G^{al} a redemandé l'avis des d. S^{rs} Commissaires :

1735 Juin 2

1736 Avril 13

..... que l'on donne aux ouvriers, sont encore très préjudiciables à celles de la subdélégation de Sel ; et que pour soutenir et perfectionner ces différens établissemens il seroit essentiel,

1°) de recommander plus d'exactitude à l'Inspecteur de Morlaix, et aux jurés de la d. ville plus d'attention à visiter les toiles.

(1) Sur ce personnage, interprète de langue anglaise et prévaricateur effronté, H. SÉE, *op cit.*, p. 435, 454.

(2) Le rouissage était en effet contrôlé par le département des E. et F. selon l'ordonnance de 1669.

2°) ... d'ordonner à tous les tisserands de bien ourdir leurs toiles, de les fournir de la quantité de fils nécessaires et de leur donner 36 portées (1) suivant les réglemens, de les tisser au pied comme à la tête (2) et de faire bouillir les fils dans un gruaux (3);

3°) ... et de s'assurer dans la subdélégation de sel de la qualité et bonté des grains de lin que l'on y sèmera; d'y faire rouir les chanvres, comme ils l'étoient autrefois; De tenir la main à ce que les ouvriers y fassent les toiles égales des 2 côtés. Enfin d'interdire aux étrangers le commerce des isles françoises.

* Que les raffineries de Nantes se plaignent de ce que l'on exige sur leurs sucres des droits au dessus de ceux que payent les sucres de Rouën, Orléans et Rochelle (4); que les négocians de St-Malo et de Nantes souhaiteroient que l'on affranchit d'entrepôt et de droits des sels qu'ils portent dans nos colonies.

Que les droits établis sur les boëufs à la sortie de Bretagne et la vente qu'y s'y fait des veaux à 15 jours ont fait tomber considérablement le commerce des bestiaux dans quelques subdélégations de cette Province (5).

Que le baron du Pont s'est pourvü depuis peu au Conseil, pour demander une foire franche par mois dans la Subdélégation de Pont l'Abbé, prétendant que les 14 : dont elle jouit conjointement avec celle de Landerneau, ne peuvent pas suffire.....

Avis de Monsieur FAGON envoyé le 1734.

Que cette demande a été examinée avec toute l'attention possible dès l'année 1732 et que les intérêt du Roy et ceux des autres raffineries l'ont fait refuser par décision du 28 janvier au d. an.

(1) Portée : un certain nombre de fils à la chaîne; la chaîne étant composée d'un certain nombre de portées, variable selon les réglemens.

(2) Pied. « Ce mot se dit de la partie inférieure des rots qui servent à la fabrique des étoffes et des toiles; la partie supérieure s'appelle la tête ». *Encyclopédie*.

(3) R. DURAND, *L'industrie et le commerce de la toile en Bretagne au XVIII^e siècle*, Paris, 1922.

(4) Le sucre de Nantes est brut et les droits qui pèsent sur lui sont les mêmes que ceux qui frappent les sucres de « première beauté » qui se vendent mieux. H. FRÉVILLE *op. cit.* I, p. 375. Voir G. LERAT, *Etude sur les ... raffineries nantaises*, Paris 1911.

(5) Subdélégations de Carhaix et de Lesneven selon les mémoires des intendants de Nointel et de La Tour. H. SÉE, *ibid.*, p. 399, notes 9 et 10.

f° 26

GÉNÉRALITÉS : BRETAGNE, LANGUEDOC ET AUCH

M. Fagon

Observations portées dans les mémoires de Mrs les Intendants et qui ont été communiquées à Mrs les Commissaires du Conseil.

Dates auxquelles les observations cy-contre ont été envoyées :

1734 Mars 25

1735 Juin 8

1736 Avril 13

Dates des lettres par lesquelles M. L.C. G. a redemandé l'avis des d. S^{rs} Commissaires :

1735 Juin 2

1736 Avril 13

Bretagne

..... pour déboucher leurs bestiaux; Que les mauvais chemins dans celle de Croisic empêchent ses habitants de jouir des deux qui leur sont accordées ; et que les fermiers et particuliers de Carhaix et Combourg, qui seroient fort en état d'augmenter leurs bêtes à cornes, ne veulent plus faire d'effort à ce sujet ; les uns depuis la cessation des armements à Brest, et les autres par paresse.

Languedoc

Qu'il est à craindre que l'augmentation mise sur le sel dans le Gévaudan ne préjudicie aux terres et au commerce; et qu'il seroit à propos d'en réduire le prix au moins sur l'ancien pied.

Que les manufactures de laine en général, qui se trouvent dans ce département occupent environ 8000 personnes ; que les draps, rats, burats, mignotes, étamines, serges, sempiternes et cordeillats (1) qui

(1) *Rats ou ratines* : étoffe de laine croisée, fine, dont l'extérieur a l'aspect ondulé. *Burats* : grosse étoffe de laine croisée à poils longs. *Mignotes* : draperie fine. *Etamines* : étoffe lisse, faite de laine peignée, texture serrée et « sèche ». *Serges* : étoffe fine de laine croisée. *Sempiternes* : sorte de serge dont la laine est moins tirée que la serge ordinaire. Les meilleures venaient de Colchester en Angleterre. *Cordeillats* : drap assez fort fabriqué surtout à Auch, en Auvergne, à Langogne, Romorentin-en-Rouergue, Ore, Montauban, Nebouzan, etc... (selon l'*Encyclopédie*).

s'y fabriquent se consomment en partie dans le Royaume et qu'il en passe aussi dans le Levant et autres pays étrangers ; en un mot que le Commerce de plusieurs de ces fabriques tombe par rapport aux droits que l'on prend sur les matières premières que l'on y emploie.

Auch

Qu'il seroit nécessaire pour le soutien de quelques unes de ces fabriques, de modérer les droits de sortie de France sur les étoffes des fabriques d'Oleron (1) qui passent en Espagne (2), et de faire diminuer s'il est possible ceux d'entrée qu'elles sont obligées d'y payer ; de réduire et faire aussi réduire ceux que l'on exige tant à la sortie de ce Royaume qu'en entrant en France sur les huiles et laines que ces.....

f° 27

GÉNÉRALITÉ : AUCH

M. Fagon

..... fabriques font venir d'Espagne, et de faire mettre à la tête de chaque pièce d'étoffe, qui se construit dans ces manufactures le nom de l'ouvrier qui l'aura travaillée.

D'établir dans les manufactures de la Vallée d'Aure (3), aux dépens du Pays un canneau (4) pour les pièces d'étoffe qui s'y construisent ; d'y donner des réglemens et d'enjoindre à tous les ouvriers de s'y conformer ; plusieurs d'entre eux étant dans l'habitude, non seulement de tirer les étoffes au foulon, au rouleau et à l'étendon, pour en forcer l'aunage mais encore de canner (5) cet aunage sur les pièces au-dessus de celui qu'elles contiennent.

De rouvrir le débouché que les étoffes de Commenges avoient autrefois en Hollande en Italie et à Malthe ; et que cela contribuera beaucoup à l'augmentation des fabriques, de cette Election ; De renou-

(1) Oloron, Basses-Pyrénées.

(2) Sur les relations économiques avec l'Espagne à travers les cols pyrénéens, sous Louis XIV, voir H. CAVAILLÈS, *La vie pastorale et agricole dans les Pyrénées*, Paris, 1931.

(3) Ore, Haute-Garonne, arrt. Saint-Gaudens.

(4) Un étalon fixe de longueur (canne).

(5) Mesurer avec un canneau. A Paris on dit *auner*.

veller les réglemens auxquels étoient sujettes celles de St-Gaudens et de Villeneuve, lorsqu'elle dépendoient de l'Intendance de Montauban. Mais que ces différentes polices ne pouvant néanmoins que gêner beaucoup les ouvriers, il convient peut-être encore mieux de les laisser dans la liberté dont ils jouissent.

Que l'avantage du Commerce demande que l'on rétablisse les fabriques de drap et de cordeillat qui étoient autrefois dans les villes d'Auch et de Giron ; quand même il en devroit coûter quelques privilèges au Roy ; que l'on soutienne la manufacture de Pau qui se trouve réduite à un seul métier, quoique très utile et que l'on en forme encore une à St Jean pied de Port, ou passe la rivière de Nive, persuadé qu'un pareil établissement y sera d'autant plus favorable, qu'il prouvera aux habitans de Basse Navarre la facilité d'employer leurs laines, apportera une diminution dans le prix.....

f° 28

GÉNÉRALITÉS : AUCH (suite), BOURGOGNE

M. Fagon

..... des étoffes qui leur sont nécessaires, excitera de l'émulation dans la jeunesse et qu'il produira encore de l'argent à la Province, en faisant passer en Espagne les constructions qui ne se consommeront point dans le Pays.

Enfin qu'il faudroit que le Roy eut la bonté d'entrer dans la dépense de cette entreprise ne connaissant personne dans la Province qui soit capable, ni en état de s'en charger.

D'ailleurs qu'il seroit utile de ne conserver dans le bourg du St Esprit que les familles juives qui figurent dans le Commerce et d'en chasser comme on a fait en 1684 celles qui y sont dans une espèce de misère ; ces étrangers n'étant qu'une charge pour l'état (1).

Bourgogne - 1733 Juin 8

Qu'il y a dans cette Province 26 manufactures d'étoffes de laine

(1) Sur les Juifs, voir encore p. 115, n. 1. Sur la communauté juive du Bourg-Saint-Esprit, M. BORDES, *D'Etigny*, 1957, I, p. 199 et suiv.

composées de 310 métiers dont 45 sans travail ; qu'elles ne se servent que de laines du Pays et d'huile de navette (1) : que la misère les a réduits au tiers des maîtres et ouvriers qu'elles avoient.

Et que ceux qui ont resté se sont tellement relâchés qu'il seroit à propos d'enjoindre à l'Inspecteur de veiller avec plus d'exactitude au fait de son employ.

Que les maîtres de ces fabriques se plaignent de la cherté des laines, du vil prix auquel leurs étoffes sont réduites et des impositions ; mais que tous leurs griefs luy paroîtroient plus justement fondés, s'ils les faisoient tomber sur le peu de commerce qui se fait présentement sur le défaut de circulation des espèces et sur le dérangement dans les Etats.

Que ces maîtres trouvent encore mauvais que les.....

Avis de Monsieur FAGON envoyé le 14 Mars 1734.

Qu'il a communiqué ces différentes réflexions aux députés du Commerce qui ne les ont pas jugé susceptibles d'une réponse précise ; et qu'ils croient même qu'il sera suffisant d'y faire attention lorsqu'il sera décidé s'il est nécessaire de faire quelques réglemens particuliers pour les manufactures de cette Province.

Décisions...

Néant.

f° 29

GÉNÉRALITÉS : BOURGOGNE, METZ

M. Fagon

Observations portées, etc...

Dates auxquelles les observations cy-contre ont été envoyées :
1733 Juin 8 - Juillet 19

(1) Elle servait au dégrais des laines. En Flandre on en faisait du savon noir liquide pour le même usage.

Dates des lettres par lesquelles M. le C. G. a redemandé l'avis des S^{rs} Commissaires.

1735 juin 2

1736 Avril 13

Bourgogne - 1733 Juin 8

.....marchands des autres provinces fassent faire des enharremens des laines de Bourgogne, avant le temps fixé par les réglemant et arrêt du Conseil des 9 May et 2 Juin 1699 : les fabriques de la Province se trouvant privées par cet abus de celles dont elles ont besoin ;

Que les mêmes motifs et surtout la liberté accordée aux juifs de vendre ou trafiquer toute sorte de soieries et draperies pendant un mois de chaque saison de l'année, avoient aussi fait murmurer les marchands de draps et d'étoffes de soye (1); mais que le Roy ayant bien voulu révoquer cette permission du mois de Décembre 1730 et déclarer qu'il n'en seroit plus accordée ; que même il restreindroit le d. privilège, supposé que les juifs en pussent justifier, les plaintes de ces marchands étoient cessées quant à présent.

Qu'enfin à l'exception de la manufacture de Semur en Auxois, où les dégraissage et filage ne sont pas aussi perfectionnées que dans les autres provinces, ce qui a engagé d'y faire veiller l'Inspecteur (2) toutes les autres fabriques de Bourgogne ne laissent rien à désirer s'y trouvant établies en nombre suffisant pourvues de bons ouvriers et teinturiers et avec l'avantage de jouir de tout ce qui peut-être favorable à leurs dégraissages.

Metz - Juillet 19

Que la manufacture des S^{rs} Saignon et Rousseau n'est sujette qu'à la visite de l'Inspecteur et que quoy que leurs draps ne surpassent point en qualité ceux des autres fabriquans, on les a fixé néanmoins à un plus haut prix ce qui n'est pas juste.

Décision du M^r le Cont. G^{al} :

Néant.

(1) « Les marchands, dans toute la France, redoutent la concurrence... des juifs ». H. SÉE, *Histoire économique*, I, p. 318.

(2) Charles Darinel, inspecteur de 1732 à 1747.

GÉNÉRALITÉ : METZ

Observations portées dans les mémoires de Mrs les Intendants et qui ont été communiquées à Mrs les Commissaires du Conseil.

Dates auxquelles les observations cy-contre ont été envoyées :
1733 Juillet 19

Dates des lettres par lesquelles M. le C. g. a redemandé l'avis des d. S^{rs} Commissaires :

1735 Juin 2 - 1736 Avril 13

Que l'usage du velours a fait diminuer la consommation des draps superfins de cette manufacture et que les autres n'ont plus aussi le même débit depuis que les fabriquans ont été forcés par les arrêts de 1718 de substituer dans leurs draps des laines supérieures à celles dont ils se servoient depuis 1669 : cette nouveauté les ayant obligés d'augmenter le prix de leurs étoffes.

Que les arrêts rendus sur la simple requête de quelques fabriquans sans le consentement de la Communauté sont cause que les draps de Liège ont la préférence sur ceux de cette fabrique en Lorraine, en Suisse en Italie et même en Alsace.

Que si le Roy voulait bien permettre à la manufacture de Serges établie à Sedan de tirer des laines de France et les affranchir de droits, cela empêcheroit beaucoup d'argent de sortir du Royaume et rétablirait cette fabrique qui de 500 maîtres dont elle étoit composée autrefois se trouve réduite aujourd'huy à 4 ;

Que les denrées, vivres et marchandises que les lorrains apportent dans ce Département et qu'ils prétendent avoir droit d'y vendre en vertu de l'article 34 du traité conclu à Paris le 21 janvier 1718 (1) est très contraire à la manufacture de bas de Sedan et que pour faire baisser par les Ardennois le prix auquel ils portent aujourd'huy leurs laines par rapport à la nécessité où ils voyent cette même fabrique d'en pren-

(1) C'est un traité qui réglait les points entre la France et la Lorraine, indécis depuis Ryswick. Le Régent céda 114 villages ou paroisses. Il accordait des facilités douanières à l'entrée des Trois Evêchés. Voir Dom LECLERCQ, *Histoire de la Régence*, II, p. 145-147.

dre, il seroit essentiel de luy permettre d'en tirer de France et de les affranchir de tous droits.

Que le travail se fait dans les tanneries des Chartreux de Mont-dieu et des abbayes de Châtillon.....

f° 31

GÉNÉRALITÉS : METZ, ALSACE

Observations portées dans les Mémoires, etc....

Dates auxquelles les observations cy-contre ont été envoyées :
1733 Juillet 19

Dates des lettres par lesquelles M. le C. G. a redemandé l'avis des d. S^{rs} Commissaires.

1735 Juin 2
1736 Avril 13

..... et d'Orval sans aucun règlement est très nuisible aux fabriques de cuirs de Sedan ;

Que le seul moyen de les soutenir seroit de défendre les cuirs étrangers dans les 3 évêchés ou du moins de les charger de 20 pour % de droits ; de donner des réglemens aux tanneurs de ces diocèses ; D'enjoindre aux maisons Religieuses de n'en retirer aucun dans leurs enceintes ; en un mot d'ordonner la confiscation de tous les cuirs fabriqués dans les d. lieux.

Que si la guerre survenoit le petit nombre auquel les tanneurs de Sedan se trouvent réduits ne seroit pas en état de fournir comme autrefois les cuirs nécessaires pour les équipages de l'armée ; et qu'en pareil cas on seroit forcé d'avoir recours à ceux des villages qui ne fabriquent que de mauvais cuirs faute de visite et de règlement.

Que l'introduction des armes étrangères dans le Royaume et les exemptions dont jouissent les armuriers de Charleville ont fait tomber la manufacture d'armes de Sedan (1).

Que pour favoriser la fabrique de faux établie dans la d. ville et

(1) A. BASSET, *Essai sur l'histoire des fabrications d'armes en France jusqu'au milieu du XVIII^e siècle*, Paris 1935.

dont les constructions surpassent du double celles d'Allemagne (1), il faudrait charger les dernières de 40 l. de droits au lieu des 20 sols qu'elles payent présentement comme quincaillerie.

Alsace

Que pour procurer quelque augmentation à la fabrique de fil établie à Morvillard, il conviendrait d'exempter des droits d'entrée de France les fils qui en proviendraient.

Que si on veut bien accorder au S. Ulric Goll entrepreneur.....

f° 32

GÉNÉRALITÉS : ALSACE, HAINAUT

M. Fagon

Observations portées dans les mémoires de Mrs les Intendants et qui ont été communiquées à Mrs les Commissaires du Conseil.

Dates auxquelles les observations cy-contre ont été envoyées.

Alsace : 1733 Juillet 19 - Fév. 14

Dates des lettres par lesquelles M. le C. G. a redemandé l'avis des d. S^{rs} Commissaires :

hainaut : 1735 Juin 2 - 1736 Avril 13

.....des manufactures de cuivre rouge et jaune établies près de Colmar ; le privilège exclusif de la mine qu'il a découvert en Alsace et réduire à 20 sols par quintal ainsi que payent les cuivres du Tirol à Valence, les 7 l. de droits que l'on exige sur les siens à l'entrée du R^{aume} il fera tous les efforts convenables pour augmenter ses ouvrages et surpasser s'il peut le cuivre de Hambourg (2).

Que cet entrepreneur s'est déjà pourvu au Conseil à ce sujet ; mais que sa proposition mérite réflexion attendu que le charbon de terre dont il demande le privilège est utile à d'autres manufactures et surtout à celles des armes blanches.

(1) R. TRESSE, *La fabrication des faux en France de 1785 à 1827*, Annales, 1955, p. 344.

(2) Voir sur le cuivre P. M. BONDOIS, *Le privilège exclusif*, p. 151.

Fév. 14...

De plus le S^r Goll a représenté de son côté par une lettre datée cy-contre qu'il lui est d'autant moins possible de soutenir sa manufacture sans le privilège qu'il demande, que dans la guerre dont on est menacé, les matières premières qu'il est obligé de tirer de l'Etranger vont être exposées à des risques et sujets à des frais considérables.

Hainaut. Juin 8.

Que quoy que les lins nécessaires à la manufacture de toiles fines de Valenciennes doivent jouir de l'exemption de tous droits d'entrée et de sortie accordée à cette manufacture, les Commis des douanes, sans autre autorité que l'extension qu'ils peuvent donner à l'arrêt du 1^{er} mars 1712, exigent néanmoins cinq sols par chaque passavant qu'ils délivrent pour les dits lins; Et que ce prétendu droit tout à fait contraire aux art^{es} 13 et 14 des titre premier et 16 du titre commun de l'ordonnance de 1687, occasionne différentes plaintes....

Avis

de Mrs les Députés du Commerce envoyé par Mr Fagon
le 23 Aoûst 1733

Que la demande du S. Goll a déjà été rapportée au bureau du commerce par M. de Léviguen (1) le 12 Juillet 1731 et qu'il y a été décidé que sa proposition devoit être rejetée et luy coûtent des privilèges et avantages accordés à feu son Père ; qu'au surplus les fermiers généraux donneroient un Etat.

- 1^o ... de ce qui est entré à l'intérieur du Royaume chaque année de cuivre jaune de la fabrique du d. Goll depuis l'arrest du 17 Déc. 1726, pour mériter la gratification que cet arrest luy accorde
- 2^o ... Un autre état de la quantité de cuivre jaune qui vient de Suisse année commune en marquant ce que cette marchandise paye de droits et qu'elle est l'exemption dont elle jouit
- 3^o ... un autre état de la quantité de cuivre jaune ouvré et non ouvré

(1) Gayardon de Léviguen. Voir plus loin, p. 176. n. 1.

qui entre aussi année commune dans le Royaume venant des autres Pays étrangers.

- 4° ... qu'enfin les fermiers Généraux informeroient le Conseil s'il est vray comme l'avance le S^r Goll qu'en vertu de leur ordre du 20 aoust 1705 il se perçoit au bureau de Ronchamp en Alsace 5 l. par cent pesant de fil de laiton au lieu des 4 l. fixées par le tarif de 1664.

Sur cet avis Mr le Cont. G^{al} a marqué à M. Fagon le 25 Mars 1734 que ne pouvant statuer à cet égard avant que d'être instruit de ce que les Fermiers généraux auront établi par les états qu'ils doivent fournir, il le prie de luy faire part du contenu de ces Etats si les d. fermiers les ont remis.

f° 33

GÉNÉRALITÉ : HAINAUT 1733 (suite)

..... que le bon marché auquel les tanneurs de Dinan et de Namur peuvent donner leurs cuirs par rapport aux exemptions dont ils jouissent et à la facilité qu'ils ont d'avoir des écorces en abondance a ruiné totalement le travail des tanneries de Valenciennes et réduit leurs Maîtres à 10.

Que les mêmes raisons jointes aux droits excessifs dont les sujets du Roy sont chargés empêchent encore le succès des tanneries de Givet dont les cuirs égaleroient ceux des deux villes Etrangères cy-dessus si on vouloit y donner quelque attention.

Qu'enfin pour remédier au préjudice que la proximité de quelques tanneries Etrangères causent à celle de Valenciennes, il avoit été ordonné il y a quelques années que les gros cuirs fabriqués hors le Royaume payeroit en y entrant 20 pour cent de leur valeur ; mais que ce droit malgré l'attention des fermiers généraux à le réduire de leur propre autorité à 6 l. n'a servi au contraire qu'à exciter les anglois à charger si fort la sortie des cuirs que nous sommes obligés de tirer d'Irlande, que présentement l'état de nos tanneurs qui payent des droits considérables tant dans les douanes Etrangères qu'aux entrées de France, ne pouvant plus balancer celui des tanneurs Etrangers, il est aisé de

sentir qu'il y aura toujours une différence de prix entre leurs marchandises et les nôtres et que cette raison empêchera les tanneurs de Valencienne de pouvoir se soutenir.

f° 34

M. le Comte de Maurepas (1)

f° 35

GÉNÉRALITÉS : PARIS, ORLÉANS, TOURS

M. le Comte de Maurepas

Observations portées dans les mémoires, etc...

Dates auxquelles les observations cy-contre ont été envoyées.

1733 X^{bre} 18

1733 May 8

1734 Fév. 15

Paris - 1733

Que le haras de Melun étant le seul qu'il y ait dans la Généralité quoique les pâturages qui se trouvent dans 30 à 35 paroisses de l'Election de Joigny soient néanmoins très favorables à de pareils établissements, il faudroit du moins pour multiplier les chevaux de harnois aux environs de Paris, obliger les laboureurs de Senlis qui avoient toujours avant 1720 : un tiers de leurs attelages composé de jumens de faire la

(1) J. F. Phélypeaux, comte de Maurepas. 3 juillet 1701 - 21 septembre 1781. Secrétaire d'Etat de la Marine du 14 août 1723 au 30 avril 1749 (quand il fut disgracié). Nommé à ce titre au Bureau du Commerce par arrêt du 19 juin 1724. En 1736 son département comprend : La maison du roi ; le clergé ; les haras ; les pensions ; la Marine ; les galères ; le commerce maritime ; les colonies françaises ; les dons et brevets autres que des officiers de guerre ou des étrangers, pour la province de son département. Provinces et Généralités : Paris, (Ile-de-France et partie de la Brie) ; Soissons ; Orléans (avec la partie du Perche qui en dépend) ; Poitou ; La Rochelle (Saintonge, Aunis, Brouage, les îles de Ré et d'Oléron).

même chose aujourd'hui (1), et avec d'autant plus de raison, que différentes expériences ont déjà prouvé plus d'une fois que les poulains élevés à lauge sont souvent meilleurs que ceux nourris dans les pâturages.

Orléans. 1733

Que les haras ne réussissent que dans le Dunois, le Perche et le Vendômois; Et que c'est aussi dans ces cantons-là qu'on a placé les étalons qui ont été envoyés ; mais que le nombre luy en paroît trop grand dans des Pays, où on ne sert que de chevaux entiers et où les jumens sont rares.

Tours 1734

Que dans la plus grande partie de la Généralité de Tours il n'y a presque point de Haras faute de pacages et de jumens de Sarthe ; Que celui du Mans est le seul qui mérite quelque.....

Réponse de M. le Comte de Maurepas du 16 May 1733.

Qu'il a reçu une lettre de Mr. de Baussan par laquelle cet intendant lui marque au sujet des haras de cette Généralité a sçavoir,

D'une part qu'à l'exception de 6 Elections où ces sortes d'établissements ne peuvent convenir il seroit difficile de les augmenter dans les autres en y mettant encore une 20^e d'étalons les 17 Roy et les 35 approuvés (2) que l'on y compte n'étant pas suffisant ;

Et de l'autre que quoy que les Elections de Gien, Clamecy et Montargis soient abondantes en jumens et en pâturages la dernière est cependant la seule où il se trouve 2 étalons ce que l'on attribue tant à la liberté qu'on laisse aux particuliers de se servir de toute sorte de chevaux et de les faire vaquer dans les pâturages au préjudice des réglemens qu'à la peine d'y trouver des gardes étalons; la modicité de la

(1) Dans les pays qui ne font pas l'élève des chevaux, il vaut mieux acheter les chevaux que de les élever. D'où absence de juments.

(2) Les étalons royaux sont confiés ou vendus (moyennant une plus-value inférieure à leur prix réel) aux gardes-étalons. Ce sont des animaux de qualité presque toujours étrangers. Les étalons approuvés, possédés par le garde ne reçoivent que l'approbation de l'inspecteur des haras ; ce sont des chevaux locaux. R. MUSSET, *L'administration des haras*, op. cit. p. 136.

taille et le bas prix des fermes en ces pays-là n'y faisant point rechercher les privilèges (1) ; et qu'au moyen de cela on peut juger que loin que le nombre des étalons soit trop considérable dans l'Orléanois, ainsi que le prétend M. de Bouville il serait utile au contraire de l'y augmenter.

Décisions de M. le Cont. G^{al} :

Néant.

f° 36

M. le Comte de Maurepas

Observations portées dans les mémoires de Mrs les Intendants et qui ont été communiquées à Mrs les Commissaires du Conseil.

Dates auxquelles les observations cy-contre ont été envoyées.

Généralités : Tours : 1734 Fév. 15

Poitiers : 1733 May 8

Bordeaux : 1733 X^{b^{re}} 18.

Tours

..... considération mais qu'il est encore à craindre que le foible produit qu'y rendent les étalons ne dégoûtent leurs gardes d'en prendre soin.

Poitiers

que la multiplicité des droits, la pauvreté du peuple, la malice et l'ignorance des matelots et beaucoup d'autres causes semblables, sont non seulement contraires au succès du commerce que la pêche de la morüe occasionnoit autrefois dans la ville des sables ; mais encore très nuisible à celui de la sardine qui s'y faisoit et qui y procuroit la subsis-

(1) Comme le garde obtenait une modération de taille, un fermier pouvait être tenté de tenir un étalon. Mais l'intérêt retiré ne compensait pas ici la sujétion qu'imposait l'animal.

tance d'une infinité de personnes, ce poisson qui ne se prend qu'avec des œufs de morüe ne pouvant être abondant qu'à proportion de ce que l'autre fournit.

Bordeaux

Que les haras dans l'Election de Médoc produisent beaucoup, et que l'on pourroit placer des étalons dans le Périgord, le Condommois et le Gennois (1); mais que cependant, si on prennoit ce parti il faudroit avant toute chose imposer sur toute la Généralité un fond pour indemniser les gardes étalons de la diminution de taille dont ils doivent jouir, attendu qu'on ne sçauroit leur en accorder aucune dans les deux dernières des susd^{es} élections à cause de la taille réelle qui y est établie et qui ne permet point de rien rejeter sur d'autres taillables (2) comme dans les Pays sujets à la taille personnelle.

Que les chevaux de Prusse, Brandebourg, etc... conviendroient fort dans ces Elections; et.....

f^o 37

M. le Comte de Maurepas

Observations portées, etc...

Bordeaux

..... que dans différents endroits maigres de la dite Généralité on pourrait encore y mettre des baudets.

Caen. 1734. Mars 13

Que le nouveau règlement concernant la pêche, en fait abandonner le Commerce par le bas peuple de Valognes et que le seul moyen de le

(1) Manifestement l'Agenais.

(2) Dans ces pages en effet le garde recevait une gratification compensatrice, généralement donnée en rechangeant par l'intendant.

rétablir dans cette Election seroit d'y permettre l'usage des tramails (1) aux conditions que les mailles auroient un pouce 9 lignes et même 2 pouces distans des nœuds des filets, cette liberté ne pouvant nuire à l'objet qu'on s'est proposé par le d. nouveau règlement (2).

Commerces maritimes des négocians de Nantes et de St-Malo (3)

Bretagne. 1734. Mars 25

Que le haut prix auquel il faut acheter aujourd'huy les marchandises que nous pouvons rechercher en Guinée et en Amérique ; le mépris que l'on y fait des nôtres causé par le monopole que les Employés de la Compagnie des Indes exercent sur les noirs (4) ; l'abondance des ouvrages que les Anglois et hollandois y versent, et la facilité qu'ils trouvent d'y placer sur le pied de 15 l. des réaux légers qui ne leur reviennent pas à 9 l. (5) ; Toutes ces différentes causes ont rendu depuis quelques années le Commerce de ces colonies très ruineux pour les négocians.

Que la sujétion imposée à ces mêmes négocians se mouiller au petit Gouave en allant à Leogane (6) ; le....

f° 38

GÉNÉRALITÉ : BRETAGNE (suite)

M. le Comte de Maurepas

Observations portées dans les mémoires, etc...

Dates des lettres auxquelles les observations cy-contre sont été envoyées...

1734 Mars 25

(1) Trois filets appliqués l'un sur l'autre. Filet sédentaire, plombé par le bas et muni de flotteurs en haut. Voir *Encyclopédie : Trameaux, Tramats, Tramaillons*.

(2) Voir plus haut, p. 85.

(3) Voir H. SÉE, *Histoire économique*, I, p. 330, 331 (bibliographie).

(4) G. MARTIN, *Nantes au XVIII^e siècle. L'ère des négriers*, Paris, 1931.

(5) Sur les variations du change voir L. P. MAY, *Histoire économique de la Martinique*, 1930, p. 186, 191.

(6) « Le grand Gouave... Bourg et colonie française... sur la côte occidentale de l'île de Saint-Domingue. Les Français ont une autre colonie avec un bon port de

..... retard que leur cause dans leurs voyages le soin de faire de l'eau et du bois pour les vaisseaux du Roy, quand ils en rencontrent et qu'il plait aux commandans de l'ordonner ; ensemble les permissions que l'on accorde journellement pour aller chercher des mulets en Espagne et des planches (1) en Angleterre, tout cela excite de nouvelles plaintes de la part de ces négocians, auxquelles on pourroit remédier toutefois.

1° en obligeant les habitans de ces isles de ne commercer qu'avec les seuls françois ; en empêchant qu'ils ne communiquent avec aucuns étrangers ; en tenant la main à l'exécution des lettres patentes du 20 aoust 1717; et en punissant sévèrement les contrevenans.

2° et en ordonnant que dans un têmes, qu'on jugeroit à propos de fixer, les piastres, réaux et demy piastres ne seroient plus reçus en payement dans ces colonies qu'au poids, sur le pied de 45 l. 18 : le marc; et que jusqu'au dit têmes elles ne vaudraient que 10 s. pièce si mieux n'aimoient les débiteurs les donner au poids à 49 l. 10 s : le marc, c'est à dire à raison de 5 l. 10 la piastre (2).

Que la pêche de la morüe (3) est tombée considérablement depuis que nous avons cédé Terre Neuve aux Anglois (4); et qu'il est à craindre que la rareté dont vient ce poisson ne concurre avec les droits que l'on prend dessus à Ingrande et à Paris à en interdire l'usage au peuple.

Que les Anglois et hollandois détruisent entièrement les morües sur le grand ban (5), et que si le Commerce continue d'en être toujours aussi ingrat pour nous, il faudra en aller chercher dans le Golfe de St Laurent, et même sur les côtes d'Islande.

Que le nouvel ordre des fermiers généraux portant que les sels destinés pour les colonies françoises, ou pour l'Isle Royale (6), ne pourront être exempts du 20 s. dans.....

même nom sur la côte occidentale du même golfe ; pour le distinguer de celui-ci, ils l'appellent le petit Gouave ». « Léogane... bourg de l'île de Saint-Domingue... sur la côte occidentale de l'île. Nos Français se sont établis en ce lieu depuis quelques années. ». *Dictionnaire de Trévoux*, 1732.

(1) Manifestement : pouliches.

(2) Pontchartrain désirait déjà faire « respecter les interdictions du commerce étranger » pour enrayer l'hémorragie monétaire. En 1730, commença la frappe d'une monnaie propre à la Martinique. L. P. L. MAY, *op cit.* p. 190, 191.

(3) Voir A. BELLET, *La grande pêche de la morue à Terre-Neuve*, Paris, 1901, p. 39.

(4) Droits sur le « French-shore » à Terre-Neuve, art. XIII du Traité d'Utrecht.

(5) Sur ces problèmes anciens et actuels, A. Bellet. *op. cit.* Ch. IV ; La pêche errante sur le Grand Banc, p. 77 et suiv.

(6) Ile Bourbon (La Réunion).

GÉNÉRALITÉ : BRETAGNE (suite)

M. le Comte de Maurepas

...le lieu de leur enlèvement et du 40 s. à St-Nazaire, s'ils n'ont pas été entreposés à Nantes, est encore tout à fait contraire à cette pêche et au commerce qu'elle procure ;

Et que pour favoriser l'un et l'autre, il seroit à propos :

De promettre aux négocians de Nantes et de St Malo de tirer par acquit à caution des vins de la Loire jusqu'à concurrence de 20 tonneaux par cent du port des navires qu'ils destinoient pour Québec, ou l'Isle Royale ; De décharger de tous droits ces vins et le surplus des cargaisons (1) ;

D'exemter pareillement de tous droits et même d'entrepôt, soit à Nantes ou ailleurs, les sels (2) nécessaires à ces colonies, et pour la pêche du grand ban de Terre Neuve et de l'Isle Royale.

De déclarer l'arrest rendu le 3 May 1733 en faveur de la pêche de cette isle, commun pour les autres morües vertes ou sèches et pour les huiles et rogues (3) en provenant ;

Enfin de rétablir sur les morües hollandoises ou cabillots (4), les droits qui étoient imposés dessus avant le tarif de 1690, ce dernier moyen étant le seul qui soit capable de procurer une égalité de prix entre les morües étrangères et les nôtres.

Que la perte des cacaotiers à la Martinique ayant laissé depuis quelque temps à la charge des négocians de Nantes les sucres communs qu'ils trouvoient le secret de faire passer autrefois en Espagne à la faveur du fruit de ces arbres, ces marchands s'en trouvent accablés aujourd'huy; Que si le Roy voulait permettre aux colons de cette Isle d'apporter leur caffé en France, ils s'appliqueroient à cultiver....

(1) Voir sur l'exportation des vins de Loire, P. MAISONNEUVE, *L'Anjou, ses vignes et ses vins*, Angers, 1925.

(2) Y. GAUTIER, *Le Commerce... du sel de Bretagne avant la Révolution*, Pos. Th. Ec. des Chartes, 1930.

(3) Appât fait d'œufs de morue pour la pêche à la sardine telle qu'elle est pratiquée sur la côte de l'Atlantique. H. SÉE, *Histoire économique*, I, p. 240.

(4) Cabliau, comme le nomme l'*Encyclopédie*, Morue fraîche.

GÉNÉRALITÉ : BRETAGNE (suite)

..... Cette plante de manière, qu'outre l'oubli dans lequel ils seroient bientôt tombés, de la perte des cacaotiers, ils ouvriraient encore par ce moyen un débouché pour les sucres qui les incommode ainsi que les marchands de Nantes; Et que cette grâce pourroit aussi faire changer les insulaires à l'égard des anglois et hollandois, pour lesquels ils ne sont que trop portés aujourd'hui d'inclination; Qu'enfin pour arrêter le grand nombre de sucreries qui s'établissent dans l'Isle de St Domingue, il faudroit y faire planter du tabac, et le faire prendre par les fermiers sur le pied que le Conseil jugeroit à propos de le fixer.

Harras

Que les évêchés de Tréguier et de St-Léon qui fournissoient dans les dernières guerres jusqu'à 10 ou 12 mil bons chevaux ne sont plus peuplés aujourd'hui que de petits chevaux et de bas prix; ce que l'on attribue non seulement au petit nombre d'étalons qu'on y a répandu, eu égard à la quantité de jumens qu'il y a mais encore à la liberté qu'on laisse aux habitans de ces Diocèses de mettre dans les mêmes paccages les chevaux d'un an ou deux, avec des jumens; cet abus perpétuant l'espèce des mauvais chevaux (1).

Languedoc. 1733. Juin 8

Qu'il a trouvé jusqu'à présent les peuples de sa Province si peu disposés à se charger du soin que demandent les harras que quelque dépense que l'on pût faire aujourd'hui pour conduire ces.....

(1) Au début du XVIII^e siècle, l'élevage du cheval dans les évêchés de Léon et de Tréguier « est vraiment prospère ». La décadence en est signalée par H. Sée qui cite le mémoire de La Tour de 1733. Les classes rurales, *op cit.*, p. 401, 402. D'autre part, malgré le mépris des officiels, le cheval breton, rustique et solide est un excellent animal.

f° 41

GÉNÉRALITÉ : LANGUEDOC**M. le Comte de Maurepas**

Observations portées, etc...

Dates auxquelles les observations cy-contre ont été envoyées.

1733 Juin 8

..... établissemens à un certain succès heureux, il doute soit qu'il fut facile d'y réussir ; d'autant plus qu'il est peu de beaux chevaux en Languedoc et qu'étant d'ailleurs moux et sujets à perdre la vüe, dès qu'on les met au travail, ils ne sçauroient être d'une grande utilité (1).

Décisions...

Néant.

f° 42

M. Baudry (2)

f° 43

GÉNÉRALITÉS : TOURS, BORDEAUX, CAËN**M. Baudry**

Observations portées dans les mémoires de M^{re} les Intendans et qui ont été communiqués à Mrs les Commissaires du Conseil.

(1) Les chevaux de Languedoc étaient médiocres et les paysans leur préféraient de beaucoup les mulets. L. DUTIL, *op cit.* p. 238.

(2) Taschereau de Baudry (Gabriel), conseiller d'Etat, intendant des finances 1673-1755. Maître des requêtes le 27 juin 1711, lieutenant général de Police de 1720 à 1722. En 1735 son département comprend : Les Eaux et Forêts ; les Etats des bois ; La Ferme des Droits rétablis ; la Ferme des huiles ; les Chambres des Comptes ; les débits à la poursuite du Contrôleur des bons d'Etat du Conseil ; les états des finances d'Artois ; la Ferme des postes. Il fait partie du Bureau des Postes et Messageries, des « Bureaux... pour les commissions ordinaires des finances », des bureaux pour les affaires de gabelle, pour l'aliénation des domaines réunis, etc., mais il ne fait plus partie, à cette date, du Bureau pour les affaires du commerce.

Dates auxquelles les observations cy-contre ont été envoyées.

1734 Fév. 15 - 1733 X^{b^{re}} 18 - 1733 Mars 13

Dates des lettres par lesquelles M. le Contr. Général a redemandé l'avis des d. S^{rs} Commissaires :

Tours

Qu'il y a deux forêts ruinées dans l'Election de Château Gontier et que l'on doit appréhender que le bois que l'on abbat dans le voisinage des autres ne leur en cause quelque disette ; que le chauffage est devenu si rare et si cher dans celle d'Angers et de Tours depuis qu'on a permis aux Ecclesiastiques de couper (1) que les habitans de ces Elections sont obligés d'en faire venir de différentes forêts éloignées; qu'il seroit nécessaire de faire semer en glands dans l'Election d'Angers tous les endroits cy-devant plantés en bois qui ont été détruits; et que l'on pourroit aussi destiner au même usage quelques terres abandonnées le long des forêts et bois de la Province si les particuliers à qui elles appartiennent se trouvoient en état d'en soutenir la dépense.

Bordeaux

Que les bois de charpente sont rares dans l'Intendance de Bordeaux (2) ; qu'il faudroit assujettir ceux qui achètent les coupes de haute futaie à semer du gland en place des racines des arbres qu'ils abattent. Et qu'indépendamment de ces précautions il seroit encore plus sûr pour multiplier le bois dans cette Généralité de faire réserver le dixième des arbres dans les futaies qui seraient vendües.

Caen

Qu'il y a dans l'Election de Valognes 40 mil acres de terres incultes, dont on pourroit ordonner l'aliénation par partie, moyennant une rente domaniale.

(1) L'ordonnance de 1669 n'autorisait qu'une coupe tous les 25 ans pour les bois ecclésiastiques avec le quart de réserve. Ces règles n'étaient pas toujours observées, et dans le cas de coupe, l'exploitation abusive était fréquente. *Agronomie et agronomes*, I, p. 108, n. 5.

(2) Les pignadas des landes ne fournissent en effet pas de bois solides.

f° 44

GÉNÉRALITÉS : PARIS, CHAALONS, AMIENS

M. Baudry

Observations portées dans les mémoires de M^{rs} les Intendants et qui ont été communiquées à Mrs les Commissaires du Conseil.

Dates auxquelles ces observations, etc...

1733 X^{bre} 18 - 1732 X^{bre} - 1735 Juin 23

Paris. 1733

Que la négligence des gardes de la forêt de Compiègne a empêché que les habitants des villages voisins de cette forêt n'y abattent du bois, a donné lieu à une dégradation considérable dans les cantons à portée de Compiègne et de St-Germain, et qu'on devroit obliger ceux qui achètent les bois de la forest de Senlis à planter à la place des arbres qu'ils coupent, parce que les placeaux que les souches laissent, ne fournissant que des ronces, les baliveaux (1) sont en risque de se briser, faute de taillis pour les soutenir.

Chaâlons. 1732

Qu'ils seroit nécessaire de presser le grand maître des eaux et forêts de Champagne de réduire ainsi qu'il luy a été ordonné par le Conseil des feux de quelques unes des forges de cette Généralité à proportion de leur affouage, et d'abolir celles qui ne sont pas autorisées.

Amiens. Juin 23

Que les habitants de la plus grande partie de sa Généralité sont obligés d'employer de la tourbe et de la paille pour suppléer au chauffage qui leur manque et que les bois dans l'Election de Montdidier s'y coupant indifféremment à tout âge, il seroit nécessaire pour le bien public d'en fixer les coupes à 12 ans.

(1) Arbre réservé lors d'une coupe pour croître en arbre de haute fûtaie. Le problème de la relation des baliveaux et des taillis fut étudié par les agronomes de la période postérieure. Voir *Agronomie et Agronomes*, I, p. 679.

Réponse de M. S^r Baudry du 26 Juin 1735.

Que les bois des Communautés et ceux de main morte doivent être réglés à 25 ans et ceux des particuliers à 10 conformément à l'ordonnance de 1669 ; quoi qu'il y auroit cependant de l'avantage à les attendre plus longtemps ; d'autant qu'il ne se trouve que des fagots dans ces sortes de coupes ; mais que le Conseil n'a pas jugé à propos de rien changer à la disposition de cette ordonnance à cet égard.

Décisions de M. le C. G. :

Néant.

f^o 45

GÉNÉRALITÉS : BRETAGNE, ROUSSILLON ET AUCH

M. Baudry

Observations portées dans les mémoires, etc...

Dates auxquelles les observ. cy-contre ont été envoyées :

1734 Mars 25 - 1733 Janvier 9 et Avril 30 - 1736 Avril 13

Dates des lettres par lesquelles M. le Contr. Général a redemandé l'avis des d. S^{rs} Commissaires :

1735 Juin 21 - 1736 Avril 13

Bretagne. 1734

Que les habitants de la subdélégation de Belle Isle et de Pont l'Abbé désireroient que l'on fit planter en bois de chauffage, dont ils manquent les landes et bruyères qui ne leur servent de rien (1).

Roussillon. 1733

Que les bois de cette province dépérissent tous les jours faute de préposer des officiers à leur conservation.

(1) H. SÉE, *Les forêts et la question du déboisement en Bretagne à la fin de l'ancien régime*, *Annales de Bretagne*, 1924. M. DUVAL, *Forêt et civilisation dans l'Ouest au XVIII^e siècle*, Rennes, 1959.

Que ceux du Roy ne sont pas mieux traités que ceux des particuliers et des Communautés ; et qu'on ne saurait remédier à ces abus, sans une réformation générale qui établisse un ordre dans les coupes et dans les usages de ces bois.

N^a Depuis cette observation, M. le Contr. G^{al} lui a marqué de demander à M. de Fallaix (1), si sa Province ne pourroit pas contribuer aux frais de la Réforme G^{ale} des bois qu'il propose d'y faire ou s'il ne conviendrait pas mieux d'en imposer la dépense sur les peuples du Département comme on a déjà fait dans quelques Généralités où il y a eü de pareilles réformations.

Auch. 1736

Que faute d'avoir fait remplacer dans le Pays de labour les chênes et autres arbres que l'on y a abattu pour la construction des vaisseaux du Roy et des négocians, les forêts de ce Pays se trouvent entièrement ruinées et dégradées (2).

f^o 46

M. Amelot de Chaillou (3)

f^o 47

GÉNÉRALITÉS : PARIS, CHAALONS, AMIENS

M. Amelot de Chaillou

Observations portées dans les mémoires de M^{rs} les Intendans et qui ont été communiquées à Mrs les Commissaires du Conseil.

(1) Grand maître.

(2) Sur les abus de l'exploitation dans ces régions, M. BORDES, *L'Intendant d'Etigny*, 1957, II, p. 670 et suiv.

(3) 1666-1749. Maître des requêtes en 1690. En 1708 un des six intendants du commerce, jusqu'en 1715. Intendant des Finances en juin 1726. Conseiller d'Etat en

Dates auxquelles les observations cy-contre ont été envoyées :
1733 X^{bre} 18 - 1732 X^{bre} 19 - 1735 Juin 23

Dates des lettres par lesquelles M. le Cont. G^{al} a redemandé l'avis
des d. S^{rs} Commissaires :

1733 Avril 30

Paris. 1733

Qu'il seroit essentiel de rendre le règlement qu'il propose pour les terres incultes de l'Election de Sens, que le Roy en pourroit avoir dans celle de Joigny 8.000 arpens à bon marché qui luy formeroient un beau domaine, en les plantant en bois ; et que l'on pourroit aussi destiner au même usage celles de la même espèce, qui sont répandues dans le reste de la Généralité.

Qu'il conviendrait de permettre à toutes personnes de labourer les terres qui se trouvent incultes depuis 10 ans dans cette généralité, sans en rendre aucun loyer, ni payer aucune taille, et de déclarer aussi non seulement qu'aucun propriétaire ne pourroit rentrer en jouissance des d. terres qu'en remboursant les frais qui seraient justifiés avoir été faits pour les mettre en valeur mais encore que faute par les propriétaires présens d'y avoir satisfait au bout de 10 ans et de 20 pour les absens, ceux qui les auroient labourés en seroient réputés propriétaires incommutables (1).

Amiens. 1735

Que quoy qu'il comprenne dans son état beaucoup de terrain sous le titre de terres incultes, il n'y a cependant dans sa Généralité que 13 mil journaux et quelques marais que l'on puisse regarder comme inutiles, le surplus servant de pâture et produisant un peu de foin.

1737. Deviendra Secrétaire d'Etat des affaires étrangères et surintendant général des Postes de 1737 à 1744. En 1735 son département comprend : les aides et droits y joints ; les droits de contrôle des actes des notaires, insinuations et centième denier ; les droits de petits scels ; le contrôle des exploits ; la ferme des suifs ; détail de l'exécution de la déclaration concernant les mendiants et tout ce qui concerne l'administration des hôpitaux ; les états des finances de Navarre et de Béarn.

(1) Ces projets de mise en culture forcée ne sont pas nouveaux ; 1690, 1693, 1702, 1706. Voir *Agronomie et agronomes*, I, p. 115.

f° 48

GÉNÉRALITÉS : ORLÉANS, LA ROCHELLE, BORDEAUX**M. Amelot de Chaillou**

Observations portées dans les mémoires de M^{rs} les Intendants et qui ont été communiqués à Mrs les Commissaires du Conseil.

Dates auxquelles les observations cy-contre ont été envoyées :

1733 May 8 - 1733 Avril 3 - 1733 X^{bre} 18

Dates des lettres par lesquelles Mr le Contr. G^{al} a redemandé l'avis des d. S^{rs} Commissaires :

1733 Avril 30

Orléans. 1733

Qu'il n'y a point de terres incultes dans son Département, mais que plusieurs qui sont propres au pâturage deviendront incessamment inutiles, faute par les propriétaires de n'y pas mettre, ou pas assez de bestiaux, tant par crainte de saisie de la part de leurs créanciers que par rapport aux impositions.

La Rochelle. 1733

Que beaucoup de terres du d. Département restent incultes par leur mauvaise qualité ; Et qu'il en est aussi d'autres que les propriétaires ont abandonné par rapport à la dîme des curés, aux droits des seigneurs, à l'inégalité dans la répartition des impositions, au bas prix des denrées dans la province et à leur peu de consommation.

Bordeaux. 1733

Que si on voulait permettre de défricher les bruyères, Landes et terres abandonnées qui se trouvent dans la province, il conviendrait d'employer les meilleures en labour, semer du gland dans d'autres, planter de la vigne dans celles qui seraient propres à cette culture en faisant arracher celles des bons fonds et laisser le surplus en pacages

et pâturages pour les augmenter ; Les moutons étant obligés de paître dans les paluds où ils ne peuvent résister (1).

Décisions de M. le Contr. Général :
Néant.

f° 49

GÉNÉRALITÉS : MONTAUBAN, BRETAGNE, AUCH

M. Amelot de Chaillou

Observations portées dans les mémoires de M^{rs} les Intendants et qui ont été communiqués à Mrs les Commissaires du Conseil.

Dates auxquelles les observa. cy-contre ont été envoyées :

1733 Mars 13 - 1734 Mars 5 - 1736 Avril 13

Montauban. 1733

Que beaucoup de terres de cette Généralité n'ont jamais été cultivées. Qu'il en est certaines qu'on a cessé de mettre en valeur, sans être pour cela à charge aux paroisses ; Mais que le grand nombre de celles qui ont été déguerpies et dont il faut faire le rejet de la taille sur les autres (2) accablent les Communautés.

Bretagne. 1734

Qu'il y a beaucoup de terres abandonnées dans ce Département, mais qu'il serait facile d'en faire remettre une partie en culture et de tirer avantage de l'autre en suivant les divers arrangements proposés dans le Mémoire (3).

(1) Sur les projets postérieurs de mise en culture des landes de Bordeaux, voir *Agronomie et agronomes*, I, p. 528.

(2) Car dans cette communauté cadastrée, la taille est réelle.

(3) Le roi « pourrait dispenser pour un temps de l'imposition des fouages les terres nouvellement défrichées suivant la déclaration qui en serait faite au greffe de la juridiction royale où elles seraient situées... » Selon une lettre du 3 août 1731 de La Tour à Orry. H. FRÉVILLE, *op. cit.*, I, p. 370.

Auch. 1736

Que quoy que la forte capitation que l'on lève dans l'Election de Lomagne et oblige plusieurs de ses habitans de l'abandonner, ce n'est pas toutefois celle du Département où le nombre des terres incultes soit le plus multiplié. Qu'il s'en trouve bien davantage dans le pays de Labour et dans les Elections de Commenges, d'Astarac, Rivière-Verdun et de Lannes. Mais que la plupart produisant encore de la Thuye propre à l'engrais de celle en Labour (1), de la pâture pour les bestiaux et quelques une pouvant aussi remplacer les vignes qu'il faudra supprimer dans les bons fonds, il ne faut pas regarder les Terres du pays de Labour comme entièrement inutiles, d'autant qu'elles ne peuvent être améliorées tant.....

Décisions de M. le Contr. G^{al} :

Néant.

f° 50

GÉNÉRALITÉS : AUCH, BOURGOGNE, HAINAUT

M. Amelot de Chaillou

Observations portées dans les Mémoires de Mrs les Intendans et qui ont été, etc...

Dates auxquelles les observations, etc...

1736 - 1733 - 1733

Dates des lettres par lesquelles, etc...

Auch

..... par la dureté et sécheresse de leur Sol qu'à cause de la dépense qu'elles demanderaient. Il ajoute que si on voulait absolument faire usage de toutes ces terres il faudrait remettre les impositions à ceux qui les travailleraient et leur accorder des exemptions (2).

(1) Sur la *thuye* ou *tuyas*, voir Marc Bloch, *L'individualisme agraire*, A H E S, 1930, p. 365.

(2) Ce sera la politique des défrichements de Bertin et L'Averdy après 1761. Même idée que chez Vatan, en Normandie. Voir ci-dessus, p. 79.

Bourgogne. 1733. Juin 8

Qu'il y a en Bourgogne plusieurs terrains si brûlants et si remplis de pierres qu'étant impossible à la charrière d'y pénétrer, les propriétaires sont obligés de les abandonner.

Hainaut. 1733. Juin 8

Que dans la partie du hainaut entre la Sambre et la Meuse, il se trouve beaucoup de terres incultes par leur mauvaise qualité. Que cependant on en pourrait bonifier quelques cantons en les passant à la chaux ; mais que comme cette opération demanderait beaucoup de charbon de terre et qu'il coûterait de grands frais en le faisant venir de l'Etranger (1) il lui paraît inutile d'y penser.

f° 51

M. Rouillé (2)

f° 51

GÉNÉRALITÉ : LYON**M. Rouillé**

Observations portées dans les Mémoires de Mrs les Intendants et qui ont été communiquées à Mrs les Commissaires du Conseil.

Dates auxquelles les observations cy-contre, etc...

1732 Juin 16

(1) Cherté du charbon étranger surtout en Hainaut. M. Rouff, *op. cit.* p. 33 et suiv.

(2) Rouillé de Jouy, 1689-1761. Maître des requêtes en 1717. Intendant du commerce le 1^{er} février 1725. Devenu en 1744, à la mort de Fagon, directeur du Commerce, pendant que Machault prenait la présidence du Bureau du Commerce. Secrétaire d'Etat de la Marine (1749-1754). Secrétaire d'Etat des affaires étrangères 1754-1757. En 1735 son département comprend : la Flandre, le Hainaut, le Lyonnais, le Forez, Le Beaujolais, le Roussillon, le Languedoc, la Provence, le Dauphiné ; le commerce de Savoie et du Piémont, le commerce d'Italie et le commerce d'Espagne. Il est membre du Bureau du Commerce. Voir *Etat des différentes affaires du Commerce pendant le temps de l'Administration de M. Rouillé* jusqu'en 1749 AN. F 12* 171.

Dates des lettres par lesquelles, etc...

1733 Avril 30

* qu'il conviendrait de prendre quelques arrangemens avec l'Etranger pour faciliter le débouché des Etoffes de Soye or et argent de la ville de Lyon.

** Que la manière dont on instruit les affaires à la conservation de Lyon, donne lieu à plusieurs abus (1).

Lyon. Juin 16

*** Qu'il s'exige indûment à Lyon et à Marseille des droits sur les matières 1^{res}, servant à la fabrique des chapeaux... [continue p. 172].

f° 52

Réponse de Mons. Rouillé du 31 May 1733.

1733

* Qu'il seroit à propos de demander à l'Espagne la révocation de la pragmatique sanction, quelque difficulté qu'il puisse y avoir à l'obtenir; et qu'à l'égard de la police proposée au sujet des manufactures de soie le bureau examinera avec attention les moyens d'en corriger les abus.

** Que Mr. le Contr. G^{al} a vu dès le mois de Février par le Mémoire du député de Lyon que la suppression des procureurs qui postulent à la conservation de la d. ville seroit non seulement susceptible de beaucoup d'inconvéniens mais qu'il seroit encore difficile de les dépouiller d'un droit pour lequel ils ont payé une Finance considérable qu'ainsi le seul remède qui luy paroîtroit nécessaire en pareil cas seroit de recommander aux juges conservateurs de veiller avec plus d'attention sur tout ce qui peut retarder le jugement des affaires de banque et de Commerce.

(1) Judiriction destinée à régler rapidement les différends entre marchands survenus pendant les foires. Elle fut accusée en effet d'accepter, malgré les règles établies en 1695 pour son fonctionnement, des épices exagérées. M. MARION, *Dictionnaire des Institutions; Conservation de Lyon.*

Avril. 30

*** Qu'il se traite actuellement au bureau de Commerce une question entre le Député de Marseille et celui de Rouen, dont la décision fera règle pour les droits des laines de Barbarie que l'on tire de Marseille, par Lyon ; qu'il y a aussi été observé par les Fermiers Généraux que quoy qu'il n'ait été perçu jusqu'à présent que 56 sols par quintal de poil de chameau sur le pied de 55 l. d'estimation il doit néanmoins 5 l. conformément à l'arrest du 10 Juillet 1703, et que si on le voit marqué à 8 sols dans l'addition du tarif du 27 octobre 1732 cela n'a pu être fait que par connivence de leurs commis avec les marchands cette fixation n'ayant jamais été autorisée par aucun arrest du Conseil ; Qu'enfin, comme M... n'a point indiqué par son Mémoire les ports de mer où l'on exige les droits sur les chapeaux qui sortent de Lyon en tems de Foire, il a déjà fait signer une lettre à M. le Contr. G^{al} pour en demander l'éclaircissement et qu'il luy en présentera encore une nouvelle dans peu, n'ayant point reçu de réponse sur la première.

Que le Consulat de Lyon s'étant aperçu que le dérangement des Fabrique des bas..... [continue p. 173].

f° 53

GÉNÉRALITÉS : LYON, GRENOBLE

M. Rouillé

Observations portées dans les Mémoires de Mrs les Intendans et qui ont été communiquées à Mrs les Commissaires du Conseil.

Dates auxquelles les observations cy-contre, etc.

1732 juin 16 - 1732 May 25

Dates des Lettres par lesquelles, etc.

1733 Avril 3

Lyon. Juin 16

..... Et la quantité de soies teintes et ustenciles de métiers qui se tirent de Lyon par Genève et Nîmes pour les manufactures étrangères, jointes à la mauvaise qualité des bas qui se fabriquent aujourd'huy à

Lyon, ont fait tomber considérablement la Consommation que cette ville en faisoit autrefois au dehors et dans le Royaume ; Et que pour luy rendre ce Commerce il faudroit y faire exécuter les réglemens.

Qu'il sortait autrefois de cette Généralité beaucoup de serges dites Valences pour le Levant, mais que l'infidélité de ceux qui les fabriquent a dérangé ce Commerce et donné lieu aux Anglois de s'en emparer (1).

Grenoble. 1732

Que cette même raison, les établissemens faits par le Roy de Sardaigne, et surtout la Liberté qu'on a laissé de vendre les Draperies du Dauphiné en blanc, ont encore ruiné le Commerce qui s'en faisoit en Suisse, en Italie et en Allemagne (2). Les lionnois et les Genevois qui les enlèvent ne les apprêtant ni les teignant point avec la même fidélité qui se pratique en Dauphiné.

Qu'il seroit à propos pour remédier à ces différens..... [continue p. 174].

M. Rouillé

Réponse de Mons. Rouillé du 31 May 1733 (suite).

..... bas de soie venait du trop grand nombre de maîtres, a pris un parti qui a donné lieu à une instance au Conseil de la part de ces Maîtres; qu'il en a rendu compte au bureau du Commerce et que conformément à la décision qui y a été rendue, il doit présenter incessamment à Mr le Contr. Général un projet d'arrêt dont l'objet sera de diminuer le nombre de ces Maîtres pour l'avenir et de procurer en attendant du travail à ceux qui en manquent. Que le progrès de ce Commerce à l'Etranger dépend de l'exécution des réglemens ; Que le refus que l'on propose de faire aux fabriques étrangères des matières qu'elles tirent de Lyon ne seroit pas avantageux à cette

(1) P. LÉON, *op. cit.* I, p. 128. La décadence de la manufacture à Valence, *ibid.*, p. 116.

(2) *Id, ibid.*, I, p. 129.

ville, puisqu'il donnerait lieu à ces fabriques de chercher les moyens de teindre leurs soies eux-mêmes et qui si au défaut de réussites elles s'avisait de les tirer d'Italie ou de Hollande, cela pourroit engager ces deux nations à perfectionner leurs teintures de manière que venant à égaler nos soies, les leurs moins chargées de droits que les nôtres emporteroient un jour sur elles toute la préférence ; qu'enfin la sortie des instruments propres aux métiers servant à la fabrique des d : bas, est expressément défendue par divers réglemens et notamment par les arrêts des 30 May 1700 et 25 avril 1724.

f° 54

GÉNÉRALITÉS : GRENOBLE ET PROVENCE

M. Rouillé

Observations portées dans les Mémoires, etc...

Dates auxquelles les observations, etc...

1732 May 25

1732 Juin 16

Dates des lettres par lesquelles, etc.

1733 Avril 30

Grenoble. May 25

..... abus de faire observer les réglemens dans les manufactures qui s'en sont écartées, d'empêcher la sortie des étoffes en blanc, de rappeler les teinturiers qui sont sortis, de soutenir ceux qui restent, de rendre les réglemens uniformes dans tout le royaume, et de faire revivre dans le Levant le Commerce des Draperies du Dauphiné (1).

Qu'à cet effet il a ramassé tous les réglemens en un Corps qu'il a envoyé au Conseil dès 1729 avec les articles qu'il a cru y devoir ajouter (2).

Qu'il a aussi envoyé pendant la même année un projet de règlement pour assujettir les papeteries du Dauphiné à ce qui a été fait

(1) P. LÉON, *op. cit.*, I, p. 128 et suiv.(2) *Id.*, *ibid.*, p. 145. Le règlement de Fontanieu fut établi par arrêt du Conseil du 11 mars 1732.

pour l'Auvergne ; la Supériorité de leur travail lui ayant paru mériter quelque attention (1).

Provence. 1732. Juin 16

Que les différentes petites étoffes de Provence qui se consommoient avant le système en Italie et en Bretagne, se distinguant aujourd'hui en plusieurs espèces par les marchands d'Aix qui les achètent, il trouverait à propos pour leur attirer plus de faveur de régler les fils ourdis de la chaîne et de la trème (2) de chacune de ces étoffes sur le pied de la fixation portée dans son Mémoire, de Donner des réglemens particuliers dans tous les lieux et cantons de fabrique de la Province, conformément à la division qu'il en a fait dans ce même mémoire et d'y ajouter encore outre les dispositions des art. 5 et 6 de l'arrêt du Conseil du 27 Mars 1714 servant de règlement pour les Serges de Languedoc toutes les autres précautions qu'on jugera nécessaires. Mais qu'au surplus ces fabriques n'étant que d'une certaine considération et l'Inspecteur qu'il faudroit établir, pour y assurer l'exécution des d: réglemens engageant à une dépense, on peut encore outre les dispositions des art: 5 et 6 de l'arrêt du Conseil du 27 mars 1714 servant de règlement pour les Serges de Languedoc toutes les autres précautions qu'on jugera nécessaires. Mais qu'au surplus ces fabriques n'étant que d'une certaine considération et l'Inspecteur qu'il faudroit établir, pour y assurer l'exécution des d: réglemens engageant à une dépense, on peut n'y pas songer.

Réponse de Mons. Rouillé du 31 May 1733.

Que le corps de réglemens pour les Draperies est sous la presse de l'Imprimerie Royale ; et que comme il croit celui des fabriques de papier entre les mains de M. de Lévignen il s'en informera pour en rendre compte (3).

Que la faible considération de ces fabriques a fait prendre le parti au bureau de ne les point assujettir à des réglemens afin de ménager suivant la réflexion même de Mr. Le Bret la dépense de l'Inspecteur qu'il auroit fallu établir pour en assurer l'exécution.

(1) Le Dauphiné sera soumis, pour la papeterie, au règlement général du 27 janvier 1739. Le projet local de Fontanieu n'aboutira pas.

(2) Trame.

(3) Le Règlement pour la draperie date de 1734. En 1739 l'arrêt du Conseil du 27 janvier portait « règlement pour les différentes sortes de papier qui se fabriquent dans le royaume ».

M. Levignen (1)

GÉNÉRALITÉ : ALENÇON

M. de Lévignen

Observations portées dans les Mémoires de Mrs, etc.

Dates auxquelles les observations, etc...

1732 X^{bre} 19.

Dates des Lettres par lesquelles Mr le Contr. G^{al} a redemandé, etc...

1733 Avril 30.

Que les réglemens faits pour l'Auvergne n'ayant pu s'exécuter dans les manufactures de papier de cette généralité (2) où il n'y a ni Jurande ni maîtrise ni visite, il faudrait assujettir ces Fabriques à ceux de Rouen qui lui paroissent également convenable en ajoutant toutefois les articles suivans :

Alençon

1° ... Que les fabricants seroient tenus de mettre sur chacune feuille de papier au milieu d'icelle, leur marque particulière, et à l'extrémité la première lettre de leur nom et surnom et celui de la Fabrique.

2° ... Que la rame de chaque papier seroit composée de 20 mains et la main de 25 feuilles sans mélange dans les rames d'aucune différente qualité de papier ni feuilles trop courtes, trop minces et trop étroites, cassées ou autrement défectueuses, à peine de confiscation de rames et de cinq cents livres d'amende (3).

(1) Gayardon de Lévignen, baptisé en 1664 devint intendant du commerce en 1724. Démissionnaire en 1734 et remplacé par Doublet de Persan. En 1734 son département comprenait : les généralités d'Orléans ; de Bourges ; de Moulins ; de Limoges ; l'Auvergne ; la Bourgogne, duché et comté ; la Bresse ; l'Alsace ; les Trois Evêchés ; le Commerce de Genève et de Suisse.

(2) Voir G. Rouchon, *Les fabriques de papier de l'Auvergne*, Mém. de l'ac. des sc. b. l. et arts de Clermont-Ferrand, 1928, p. 91-97.

(3) Sur les mesures, le volume, les dimensions, les marques du papier, voir au mot l'*Encyclopédie* et le *Dict. du Commerce* de Savary.

3° ... Que la rame de papier nommée à pot (1) savoir du poids de 9 l. et la li. de 16 onces ; que chaque feuille auroit 11 pouces de hauteur et 14 de largeur ; Et qu'à l'égard de la double mainbrune (2) et autres de ce genre la fabrique pour le poids et la grandeur en seroit continué suivant l'usage des lieux, à la réserve du papier de compte que les Fabriquans pourraient augmenter s'ils étoient requis d'en faire de plus grand ; auquel cas la matière et le poids en seroient pareillement augmentés à proportion de l'étendue d'iceux, afin de donner à ce papier une force raisonnable ;

4° ... Qu'enfin outre les visites qui pourroient être de ces papiers dans les lieux de leur vente, il seroit à propos d'en faire faire de particulières par l'inspecteur de la draperie conjointement avec un marchand, et de leur enjoindre à tous deux, non seulement de saisir dans les magasins et moulins tout ce qu'ils trouveroient en contravention, mais encore d'en poursuivre l'amende devant le juge de police du chef-lieu.

Réponse de Mons. de Lévignen du 11 : May 1733.

Que les réglemens pour les papeteries d'Auvergne sont imprimés et que ceux pour les Fabriques du Limosin, de l'Angoumois et des Gn^{tes} de Rouen, Caën et Alençon sont prêts à rapporter, mais que le bureau attend le retour du S. Baron préposé à la visite de ces sortes d'établissemens pour décider (3).

f° 57

GÉNÉRALITÉS : ALENÇON, CHAÂLONS

Mons : Angran (4)

Observations portées dans les mémoires, etc...

(1) Petite sorte de papier pour cartes à jouer. Sert au côté de la figure.

(2) Papier commun de couleur grise pour la manufacture des cartes à jouer.

(3) Sur ce triomphe de l'esprit étroitement réglementaire et corporatif, E. COORNAERT, *op. cit.*, p. 147.

(4) 1678-1733. Maître des requêtes en 1717. Intendant du Commerce en 1724. En 1733 son département comprenait : la Bretagne ; la Normandie (Généralités de Rouen,

Dates auxquelles les observations, etc...

1732 X^{bre} 19.

Dates auxquelles les observations, etc...

Alençon

Que pour remédier aux abus qui se commettent dans les tanneries de Sa généralité (1), il seroit nécessaire de rendre un règlement, par lequel on pourroit ordonner :

1° ... Que les cuirs de havanne, Brésil (2) et autres gros cuirs ne pourroient être exposés en vente qu'au bout de 3 années entières d'apprêt ;

2° ... Que les dits cuirs resteroient un an dans la chaux vive et 2 : années au tan de taillis et seroient relevés de 6 en 6 mois sans pouvoir en être relevés plus tôt (3) ;

3° ... Qu'aucuns cuirs ne pourroient être exposés en vente par les tanneurs, sans les avoir soumis à la visite et marqués des gardes jurés qui en demeureroient alors responsables en leurs propres et privés noms et qu'outre cela les cuirs défectueux seroient confisqués et les tanneurs qui les auraient fabriqués condamnés en 300 l. d'amende ;

4° ... Que les gardes jurés auroient droit de visite chez les tanneurs de campagne, résidant dans le ressort du chef-lieu de l'établissement.

Et que lorsqu'il s'y trouveroit des cuirs défectueux seroient confisqués et les tanneurs qui les auroient fabriqués seroient sujets aux mêmes peines que dessus.

5° ... Que les d : tanneurs de campagne ne pourroient prendre aucuns apprentis ni se servir d'autres hommes que de ceux qui auroient fait leurs apprentissages dans le chef-lieu de la maîtrise ;

6° ... Qu'enfin aucuns tanneurs de ville et de campagne ne pourroient vendre leurs cuirs ailleurs que dans les halles publiques des villes.

Caen et Alençon) ; la Champagne ; le Poitou ; la généralité de la Rochelle ; la généralité de Tours ; le commerce de Lorraine et des pays de Cologne, Trèves et Mayence.

(1) Il s'agit de celle d'Alençon administrée par Lallemant de Léviguen (voir plus haut, p. 89). A ne pas confondre avec Gayardon de Léviguen, Intendant du Commerce.

(2) et (3) Entendre cuirs « façon » Havane ou Brésil. En fait il s'agit ici de la préparation des cuirs dits de Russie, caractérisée par le débouillage à la chaux et le trempage dans une décoction d'écorces d'essences variées (pin, bouleau, saule, etc.). La teinture s'en fait avec des bois de Pernambouc et de Brésil.

Chaâlons

Que comme la mauvaise qualité des clous qui se fabriquent dans cette Généralité (1) occasionne le dépérissement des choses où on les employe et surtout des bateaux, il conviendrait d'ordonner qu'ils seroient vendus à l'avenir au millier compté, du poids ancien des eaux et forêts, à peine d'amende, afin d'empêcher qu'on ne ménage la matière.

f° 58

GÉNÉRALITÉ : CAËN**M. Angran.**

Observations portées dans les mémoires, etc.

Dates auxquelles les observations, etc... 1733 - Mars 13.

Dates des Lettres par lesquelles...

Caen

Que dans plusieurs villes voisines de Caën comme Falaise et Bayeux non comprises dans le nombre des 18 : villes de fabrique limitées par le règlement de 1708 : on y fait ainsi que dans la Picardie des bas à deux fils et de mauvaise qualité qui se répandent dans le Royaume et dans les Pays étrangers ; et que cet abus contribue beaucoup à la diminution de la manufacture de Caën, qu'il faudroit fixer dans cette même fabrique le nombre des Maîtres sur le pied qu'il est aujourd'huy et défendre de l'excéder (2).

Qu'il conviendrait d'ordonner cinq laisses dans les serviettes ouvrées au lieu de 4 fixées par le règlement de 1693. De donner des statuts à quelques fabriques qui n'en ont point.

Et de faire dire par Sa Majesté que les balles de coton seroient visitées dans les lieux d'où on les tire, attendu le mélange qui s'y trouve souvent.

(1) *Mémoire*, publié par L. DUVAL, *op. cit.*, p. 57, 58, 81, 82.

(2) Cet article se trouve déjà dans la section de Fagon, p. 139.

Que l'on travaille au plan et devis de la Halle, que la ville de Caën a demandé pour la vente de ses toiles; Que les maires et échevins de la ville de Coutance ont présenté une requête par laquelle ils demandent que la manufacture qu'ils avoient autrefois et qu'ils prétendent ne s'être dispersé que par la brigue de quelques villes voisines, soit rétablie dans la d : ville de Coutance ; et que ceux chez qui elle se trouve présentement ayant répondu que les premiers n'en sçauroient imputer la perte qu'à leur tarif, cela occasionne une contestation à juger et qu'elle sera soumise à la décision du Conseil aussitôt qu'elle sera instruite (1).

f° 59

GÉNÉRALITÉ : RIOM

Mons : Trudaine (2)

Observations portées dans les Mémoires, etc...

Dates auxquelles les observation, etc.

1735 - Juin 2.

Dates des Lettres par lesquelles Mr. le Contr., etc...

1736 - Avril 13.

M. Rossignol marque qu'il n'a trouvé aucuns papiers dans le Greffe de l'Intendance qui puisse le mettre en état de répondre à la lettre de Mr. le Contr. G^{al} du 17 mars 1735.

Approuve l'âmas de bled commencé sous le Ministère de M. le Peletier des forts, sur la proposition de M. Trudaine en faveur de la Limagne.

(1) *Id.* Voir p. 139.

(2) Trudaine (Daniel-Charles) 2 Janvier 1703 - 19 janvier 1769. Conseiller au Parlement le 6 mars 1721 ; Maître des requêtes le 25 septembre 1727 ; intendant d'Auvergne en mars 1730 ; intendant des Finances en 1734 ; conseiller d'Etat en 1744. En 1744, chargé de la direction des domaines, des Fermes générales et des Ponts et Chaussées. Par arrêt du Conseil du 9 mai 1749, remplace Rouillé au Bureau du Commerce et devient directeur des affaires du Commerce, aidé par son fils Trudaine de Montigny, à partir de 1757. En 1735, son département comprend : les Domaines et les Etats du Domaine ; les fermes des greffes ; les Parlements ; le domaine d'Occident.

Observe qu'il suit les Comptes que M. Trudaine avoit commencé de faire rendre aux gardes magasins des bleds rendus par les peuples d'Auvergne.

Assure que le charbon de terre de la d : province n'avait perdu sa réputation que parce que l'on le mêlait et qu'il va reprendre son crédit au moyen du projet formé par la Compagnie qui a entrepris les mines d'où on le tire (1).

Riom. Juin 2

Remarque que l'affaire concernant les réparations ordonnées à la digue du Pont du Château, restent toujours dans le même état malgré les arrêts rendus contre ce seigneur. L'avis de M. Trudaine auroit été que M. le Contr. G^{al} l'y eut déterminé par un avertissement.

Que les autres réparations à faire à la rivière de l'Allier ne peuvent s'exécuter qu'avec le secours des ponts et chaussées ainsi que la route passant par St-Flour pour aller jusqu'à Mende par le Gévaudan.

Que la nouvelle route, pour faire communiquer l'Auvergne avec le Languedoc, sera parfaite cette année.

Qu'il ajoutera dans l'ordonnance qu'il renouvellera sur l'arrêt du 8 May 1688 : que M. Trudaine a fait réimprimer portant défenses de faire aucuns défrichement dans les pacages communs, quelques nouvelles dispositions (2) ; et qu'au moyen de cela il croit le nouveau règlement qu'on lui demande inutile.

Qu'à l'égard des fabriques de toiles et papiers de son Départ^t cet objet embrasse un grand travail, il a besoin d'un peu de temps et qu'il en rendra compte au plutôt.

(1) Les compagnies sont nombreuses en Auvergne, surtout dans la seconde moitié du siècle. M. Rouff, *Les mines de charbon*, 1922, p. 213, 259, 289.

(2) L'ordonnance de Rossignol du 23 avril 1735 ajoute à l'arrêt de 1698 (voir plus haut, p. 25) « au cas de récidive sur le même fonds, la confiscation du bétail qui aura été employé à la culture de l'usurpation ». C. TRAPENARD, *op. cit.* p. 48. L'interdiction de défricher et d'usurper les pacages communs se heurta donc à de vives résistances. Après 1760, au contraire, de tels défrichements contraires à l'intérêt des plus pauvres et contredisant la théorie de l'inaliénabilité des communaux, furent favorisés par l'administration sous l'influence de tendances novatrices.

GÉNÉRALITÉ : CAËN

Mons : D'Ormesson (1)

Observations portées dans les Mémoires, etc...

Dates auxquelles les observations, etc.

1733 Mars 13.

Dates des Lettres par lesquelles, etc...

1733 Avril 30.

Que les habitants du bourg de Villedieu demandent un tarif sur les denrées et marchandises qui seroient fabriquées ou qui entreront et se vendront dans le d : bourg pour payer leurs impositions.

Avis

de M^{rs} les Députés du Commerce

Que dès le mois de Mars précédent il a marqué que pareille proposition au rapport de M. Dodun avoir été rejetée au Conseil le 21 Déc. 1723 ; fondée sur l'observation qu'y fut faite qu'avant et du têmes de M. Desmarets les tarifs avaient été refusés, comme contraires à la taille et aux droits d'aides, parce qu'ils engagent les habitans de la campagne à se retirer dans les lieux tariffés (2).

Que M. Dodun a encore confirmé cette décision le 21 novembre 1725 ; Et qu'il n'y a rien eu de nouveau depuis.

(1) Henri François de Paule d'Ormesson, 1681-1756. Beau-frère du chancelier d'Aguesseau, membre du Conseil de Régence, puis intendant des finances. Son fils, Marie-François a été étudié par M. Bloch, *op. cit.*, AHES, 1930, p. 359 et suiv.; et nous-même, *Agronomie et agronomes*, II, p. 1056. En 1763 son département comprend : les tailles et le taillon ; la capitation ; les impositions des provinces de Flandre, de Franche-Comté et d'Alsace ; le dixième de retenue ; les étapes ; les états des finances des pays d'élections ; le clergé ; les poudres et salpêtres ; les détails des Ponts et Chaussées ; l'extraordinaire des guerres ; les états des finances de Bourgogne.

(2) Voir plus haut, p. 128, 129 (Tarif de 8 villes de la généralité de Paris).

f° 61

GÉNÉRALITÉ : CAËN
Mons : De Gaumont (1)

Observations portées dans les Mémoires, de Mrs les Int.

Dates auxquelles les observations, etc.

1733 Mars 13.

Dates des Lettres par lesquelles, etc.

1733 Avril 30

Qu'il y a dans l'Election de Valognes 40 : mil acres de terres incultes dont on pourroit ordonner l'aliénation par partie moyennant une rente domaniale (2).

Avis

de Mrs. les Députés du Commerce

Pour réponse Mr. de Gaumont a remis le relevé qui luy avait été adressé de l'observation cy-contre sur lequel est écrit de sa main que c'est Mr. Baudry qui suit cette proposition (3).

Et au-dessous est l'ordre de Mr. le Contr. G^{al} d'écrire à Mr. de Vatan en conformité ; ce qui a été exécuté le 22 May 1733.

(1) Conseiller d'Etat ordinaire, intendant des Finances. En 1733, son département comprend : les aides et droits y joints ; les domaines et les états du Domaine ; les fermes des greffes ; les Parlements ; le domaine d'Occident.

(2) Cet article déjà introduit dans la section de Baudry, p. 162.

(3) Ci-dessus.

GÉNÉRALITÉ : ALSACE**Mons : Dangervilliers (1)**

Observations portées dans les Mémoires de Mrs les.....

Dates auxquelles les observations, etc.

1733 Juillet 19.

Dates des Lettres par lesquelles, etc.

Que les armes blanches qui se fabriquent à Berchem à 4 lieues de Strasbourg égalant celles d'Allemagne, il seroit à propos d'engager les troupes d'en prendre tous les ans une certaine quantité, si on veut mettre l'entrepreneur de cette fabrique en état de soutenir ses ouvriers; ce qui mérite d'autant plus d'attention qu'il promet de les donner à meilleur marché.

Décision de Mr le Contr. G^{al}.

Néant.

M. d'Hauteroche (2)

(1) 1675-1740. Maître des requêtes en 1697. Commissaire au Conseil de Commerce en 1700. Intendant d'Alençon en 1702, de Grenoble en 1705, de Strasbourg en 1715 et de Paris en 1724. Entré avec voix délibérative au Bureau du Commerce par arrêt du 22 juillet 1726. Conseiller d'Etat en 1720. Secrétaire d'Etat de la guerre en 1728. Ministre d'Etat en 1729. En 1733 il est membre du Conseil royal du Commerce. Son département ministériel comprend : la guerre; le taillon; les maréchaussées; l'artillerie; les pensions, dons et brevets des gens de guerres; tous les Etats-Majors à l'exception des gouverneurs généraux, des lieutenants généraux et des lieutenants de roi des provinces qui ne sont pas de son département. Provinces et généralités : les Trois Evêchés; le Barrois; l'Artois; la Flandre; le Hainaut; l'Alsace; la Franche-Comté; le Roussillon; le Dauphiné.

(2) Anisson d'Hauteroche 1678-1740. Intendant du Commerce en 1724. En 1736 son département comprend : la généralité de Paris à l'exception de la ville; la Normandie (généralités de Rouen, Caen et Alençon); la Bretagne; la Picardie et l'Artois; la généralité de Soissons; la Champagne; le Maine.

f° 64

GÉNÉRALITÉS : CHAALONS, CAËN

Mons. d'Hauteroche

Observations portées dans les Mémoires, etc...

Dates auxquelles les observations, etc...

1732 X^bre 19 - 1736 Avril 13.

Dates des Lettres par lesquelles, etc.

Qu'il s'informe si la capacité de l'entrepreneur de la nouvelle manufacture d'acier de Chaumont en Champagne que Mr. le Peletier de Beaupré dit n'attendre plus que la permission du Roy pour faire ses épreuves répond à l'idée que cet Intendant en donne dans son Mémoire ; luy étant revenu que M. Crozat (1) lui a ôté sa confiance.

Chaâlons

Mr. le Contr. G^{al} n'ayant point eu réponse de M. Angran sur l'observation faite par M. le Peletier de Beaupré dans son mémoire que la mauvaise qualité des clouds qui se fabriquent dans sa généralité occasionne le dépérissement des choses où on les employe et surtout des bateaux, il conviendrait d'ordonner qu'ils seroient vendus à l'avenir au millier compté du poids ancien des Eaux et Forêts à peine d'amende afin d'empêcher qu'on ne ménage la matière (2) ; ce ministre a envoyé au d : S. d'Hauteroche copies des deux projets de réglemens que M. de Beaupré luy a envoyé pour remédier à la mauvaise qualité des clous et des tuiles qui se fabriquent en Champagne.

Caen

Que dans plusieurs villes voisines de Caën comme Falaise et Bayeux non comprises dans le nombre des 18 villes de fabriques limitées par le règlement de 1708 : on y fait ainsi que dans la Picardie des bas à deux fils et de mauvaise qualité qui se répandent dans le....

(1) Joseph Antoine Crozat (1696-1740) maître des requêtes en 1719, fils d'Antoine, fameux financier du règne de Louis XIV.

(2) Déjà dans la section d'Angran, p. 179.

Avis

de Mrs les Députés du Commerce de X^{bre} 1732

Que l'homme dont Mr. le Contr. G^{al} luy parle dans sa lettre ne peut être que le Sr la Haye Dupuy ou un de ses associés, dont le bureau de Commerce a toujours refusé les propositions ; prévenu par M. Crozat que cet entrepreneur lui avait fait dépenser une somme d'argent assez considérable pour la même chose et qu'il l'avoit attrapé.

Que M. le Contr. G^{al} luy a aussi refusé au commencement de l'année le secours en argent qu'il luy a demandé, fondé sur ce que ses projets ne méritoient aucune attention et que le placet présenté nouvellement par le nommé Terrier associé du d : Dupuy pour redemander encore l'épreuve de 6 barreaux d'acier qu'il a fait faire ou la résiliation de la société qu'il a avec le d : Dupuy, ne mérite pas plus de considération que les précédens, ne proposant toujours que la même chose.

Décision de Mr. le Contr. G^{al}

Néant.

f° 65

GÉNÉRALITÉ : CAEN

Mons : D'Hauteroche

Observations portées dans les Mémoires de Mrs les Intendants et qui ont été etc.

Dates auxquelles les observations, etc.

1735 - Juin 23.

Dates des Lettres par lesquelles, etc.

..... Royaume et dans les pays étrangers ; Et que cet abus contribue beaucoup à la diminution de la manufacture de Caën ; qu'il faudroit fixer dans cette même fabrique le nombre des Maîtres sur le pied qu'il est aujourd'huy et défendre de l'excéder.

Caen

Qu'il conviendrait d'ordonner cinq laises dans les serviettes ouvrées au lieu des 4 : fixées par le règlement de 1693 : De donner des statuts à quelques fabriques qui n'en ont point ; et de faire dire par Sa Majesté que les balles de coton seront visitées dans les lieux d'où on les tire, attendu le mélange qui s'y trouve souvent.

Que l'on travaille aux plans et devis de la halle, que la ville de Caën a demandé pour la vente de ses toiles ; Que les Maire et Echevins de la ville de Coutance ont présenté une requête par laquelle ils demandent que la manufacture qu'ils avoient autrefois et qu'ils prétendent ne s'être dispersée que par la brigue de quelques villes voisines, soit rétablie dans la ville de Coutance. Et que ceux chez qui elle se trouve présentement ayant répondu que les 1^{ers} n'en sçauroient imputer la perte qu'à leur tarif cela occasionne une contestation à juger ; et qu'elle sera soumise à la décision du Conseil aussitôt qu'elle sera instruite (1).

Réponse de Mons. Sr d'Hauteroche du 28 juin 1755.

Qu'il doute fort que les réglemens proposés par M. de Vatan pour les fabriques de toiles et de bas au métier ayent été communiqués au bureau du Commerce ; mais qu'il en fera la vérification

Que pour celuy des toiles il n'échappera point, puisqu'il a déjà été rendu un arrest il y a un an avec des dispositions préalables pour y parvenir et que le bureau suit actuellement toutes les manufactures de toiles du Royaume.

Que si le bureau n'a pas encore statué sur celuy des bas au métier il l'y rapportera ; et qu'aussitôt il fera part de la décision qui y aura été rendüe.

Décision de M. le Contr. G^{al}

Néant

f° 66

Mons : de Persan (2)

GÉNÉRALITÉ : ORLÉANS

Observations portées dans les Mémoires, etc...

Dates auxquelles les observations, etc...

1735 Juin 2.

(1) Déjà plus haut, p. 138 et 139.

(2) Doublet de Persan, 1691-1757. Maître des requêtes en 1718. Intendant du Commerce en 1734 à la suite de la démission en sa faveur de Gayardon de Lévignen. En 1736 son département comprend : les généralités d'Orléans, de Bourges, de Moulins (et le Bourbonnais), de Limoges, l'Auvergne, la Bourgogne (Duché et Comté), la Bresse, l'Alsace, les Trois Evêchés, le commerce de Genève et de Suisse.

Dates des Lettres par lesquelles, etc.

1736 Avril 13.

1735

Que les deux verreries établies à Orléans et aux environs et qui viennent d'être abandonnées pourroient toutefois se relever en donnant le privilège à d'autres ; le travail n'en ayant cessé que par l'impuissance de l'entrepreneur (1).

Orléans

Et que si on accorderoit aux raffineries d'Orléans la même franchise dont jouissent les sucres de Rouen, La Rochelle, etc. et si on leur restituoit les 5 l. : 12 : qu'on leur fait payer, cela contribueroit non seulement au soutien des 6 : raffineries qui restent à Orléans mais encore au rétablissement de quelques autres (2).

Réponse de Mons. de Persan du 17 Juin 1735.

Qu'il ignore ce que feu M. de Léviguen (3) a pu faire par rapport aux d. : deux verreries n'ayant trouvé dans ses papiers que les lettres que M. le Contr. G^{al} luy a écrit à ce sujet.

Qu'à l'égard des d : raffineries il a appris et même vu sur le registre plunitif du bureau du Commerce que leur demande avoit été rejetée toutes les fois qu'ils l'avoient renouvelée et notamment en la séance du 22 May 1733 ; attendu qu'on ne pouvoit leur accorder le privilège qu'ils désirent (4) sans le rendre commun pour toutes les autres raffineries du Royaume.

Décision de Mr. le C^r G^{al}.

Néant

Fin de H. 1521.

(1) Remarquons qu'un arrêt du 8 mars 1735 avait défendu à cet entrepreneur, Thévenôt du Vivier « de fabriquer des bouteilles non conformes aux dispositions réglementaires », G. MARTIN, *op cit.*, p. 28.

(2) Plus haut, p. 47 et 130.

(3) Gayardon de Léviguen, mort en 1734.

(4) Voir plus haut, p. 130.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

- AMELOT DE CHAILLOU, p. 77 ; 165-170.
ANGRAN (intendant du Commerce), p. 177-180.
AUBE (Richer d'), p. 43, n. 2.
AUBERT (Grand maître des eaux et forêts, généralité de Caen), p. 88.
BALOSRE (intendant d'Auch), p. 98.
BARON (Le S^r), visiteur des fabriques de papier, p. 177.
BAUDRY (de), p. 103 ; 161-165 ; 183.
BAUPIED (Le S^r), p. 60.
BAUSSAN (intendant d'Orléans), p. 46, 63, 154.
BAYEUX (Le S^r), p. 83.
BERGHEICK, p. 115.
BERNAGE DE SAINT-MAURICE (intendant de Languedoc), p. 95.
BIGNON (intendant de La Rochelle), p. 72 ; 136.
BOUCHER (intendant de Bordeaux), p. 74.
BOUVILLE (intendant d'Orléans), p. 47 ; 155.
BROU (de) (intendant d'Alsace), p. 106.
BRUNEL (Le S^r), résident à Liège, p. 114.
CHAREAU DE LA TOUR (Le S^r), p. 64.
CHAUVELIN (intendant d'Amiens), p. 45.
CREIL (de) (intendant de Metz), p. 102.
CROZAT, p. 185, 186.
DANGERVILLIERS (ministre de la Guerre, Conseiller du Commerce), p. 184.
DESMARETZ (Contrôleur général des Finances), p. 129, 182.
DODUN (Contrôleur général des Finances), p. 157, 129, 182.
DUBOIS (ingénieur), p. 73.
FAGON, p. 121-153.
FALLAIX (de), Grand maître des Eaux et Forêts de Bretagne, p. 165.
FAYET (de), général à Saint-Domingue, p. 136.
FONTANIEU (intendant de Grenoble), p. 50 et suiv.
GAUMONT (intendant des finances), p. 183.
GOLL (Ulrich), entrepreneur, p. 150, 151.
GUYNET (Le S^r), p. 82.
HARLAY (intendant de Paris), p. 41.
HAUTEROCHÉ (d') (intendant du Commerce), p. 126 ; 184.
HÉRAULT (lieutenant général de police), p. 91.
HUOT (Le S^r), p. 72.
JOUTET (Le S^r), interprète, p. 93.
LA BOURDONNAYE (intendant de Rouen), p. 78.
LA BRIFFE (intendant de Bourgogne), p. 101.
LA GALAISIERE (intendant de Soissons), p. 43, 123.
LA GRANDVILLE (intendant de Lille), p. 107.
LA HAYE DUPUY (entrepreneur), p. 186.
LA TOUR (intendant de Provence), p. 72, 93.
LE BRET, p. 55, 175.
LE NAIN (intendant de Poitiers), p. 63.
LE PELLETIER DE BEAUPRÉ (intendant de Châlons), p. 44, 185.
LE PELLETIER DES FORTS (Contrôleur général des Finances), p. 54, 180.
LESSEVILLE (intendant de Tours), p. 47.
LÉVIGNEN (GAYARDON DE), p. 151, 175, 176, 177, 188.
LÉVIGNEN (LALLEMANT DE), (intendant d'Alençon), p. 89-91.
MALET, p. 66.
MAUREPAS, p. 58, 153-161.
MÉGRET DE SERILLY, p. 136.
MORVILLE (ministre des Affaires étrangères), p. 114.
ORMESSON (d'), p. 129, 182.
ORRY (DE VIGNORVY), Contrôleur Général, p. 41 n. 2.
PAJOT (intendant de Montauban), p. 76, 77.

PERSAN (DOUBLET DE), (intendant du Commerce), p. 187-188.

PITHIÈRES (Le S^r), p. 48.

POMEREU, p. 132, 134.

PONT (Baron du), p. 142.

PONTCARRÉ DE VIARME (intendant de Bretagne), p. 92.

RICHEBOURG (Le S^r), p. 72.

ROSSIGNOL (intendant de Riom), p. 60, 180.

ROUGEAULT (Le S^r), p. 72.

ROUILLE (intendant du Commerce), p. 170-175.

SAIGNON et ROUSSEAU (Les S^{rs}) (manufacturiers), p. 147.

SÉCHELLES (intendant de Hainaut), p. 11.

TERRIER (Le S^r), p. 186.

TOURNY (intendant de Limoges), p. 73.

TRUDAINÉ, p. 155, 157, 61, 62, 180-181.

VANOLLES (intendant de Franche-Comté), p. 102.

VATAN (intendant de Caen), p. 79-88, 129, 183.

VAUBAN (Maréchal de), p. 42.

INDEX DES NOMS DE LIEUX ET MATIÈRES

- Acier, 185, 186.
 Agenois, 156.
 Agneaux, défense d'en tuer, 75, 79, 80.
 Agriculture (voir *Bœufs*, *Chèvres*,
Haras, *Défrichements*, *Bouchers*,
Bois, *Blés*, *Vignes*, etc.).
 Aix, 175.
 Alençon, 177.
 Aleth, 97.
 Allemagne, 150, 173, 184.
 Allier, 60, 61, 181.
 Alsace, 148, 150.
 Ambert, papeteries, 62.
 Amboise, 132.
 Amérique, 158.
 Amiens, 166.
 Amirauté, 71.
 Angers, 48, 134, 162.
 Anglais, Angleterre, commerce des sels,
 66 ; amélioration des terres, 81 ;
 commerce du fer, 91 ; commerce
 des harengs, 108 ; tirent des métiers
 par Genève, 135, 141 ; aux colonies,
 157, 158 ; s'emparent du commerce
 des serges du Levant, 173.
 Angoumois, 177.
 Aragno, forge, 101.
 Ardennais, 148.
 Armagnac, 100.
 Armuriers, 149, 150, 184.
 Astarac, 100, 169.
 Auch, 145, 169.
 Auvergne, 61, 91, 175, 176.
 Bailleul, 109.
 Bains, 100.
 Bas, 56, 64, 127, 130, 139, 148, 172, 173,
 179, 185, 187.
 Batistes, 109.
 Baudets, Mulets, 156, 158.
 Baudumont, 116.
 Bayeux, 138.
 Bayles, 53, 136.
 Bayonne, 101.
 Beauvais, 125.
 Belle-Isle, 164.
 Berchem, 184.
 Bergers, 52.
 Berry, 132.
 Bestiaux, 142, 143.
 Bigorre, 100.
 Blé d'Espagne, 74.
 Blémont, 115.
 Bléré, 133.
 Blés, emmagasinement des blés d'Au-
 vergne, du Bourbonnais, du Niver-
 nais et du Poitou, 47 ; de Poitou, 65 ;
 de Guyenne, 74 ; commerce de Pro-
 vence, 93.
 Blois, 128.
 Bœufs, 42, 142.
 Bois, 88, 91, 94, 97, 103, 104, 162, 163,
 164, 165.
 Bonneterie, Dauphiné, 56 ; Poitou, 63,
 64 ; Orléans, 130.
 Bordeaux, 68, 75, 96.
 Bouchain, 109.
 Boucheries, 59.
 Boulangers, 122.
 Bourgetterie, 110.
 Bourgogne, 62, 170.
 Boutonne, 72.
 Brest, 140, 143.
 Bretagne, 92, 134, 140, 164.
 Briançonnais, 59.
 Brouage, 66.
 Bruxelles, 113.
 Bulles, 123.
 Cacaos, 138, 159.
 Caen, 84, 138, 139, 177, 180, 186, 187.
 Café, 159.
 Cambrai, 107.
 Canaux, de Vauban, 42 ; 72.
 Carcassonne, 96.
 Carentan, 83.
 Carhaix, 143.
 Carteret (le havre de), 87.
 Casernes : Sens, 42 ; de Montélimar,
 59 ; en Guyenne, 137.
 Cassel, 109.
 Caux (Pays de), 83.
 Champagne, 11, 163, 185.
 Chanvres, 122, 177, 134, 142.
 Chapeaux, 93, 171, 172.
 Charente, 72.
 Charleville, 149.
 Chateaubriant, 140.
 Château-Gontier, 133, 162.
 Château-Renard, 128.
 Château-Thierry, 116.
 Châtillon (abbaye de), 149.
 Chaumont, 42, 185.
 Cherbourg, 86, 87.
 Chèvres, 94.
 Chinon, 132.
 Clamecy, 154.
 Clin, 72.

- Clisson, 92.
 Clous, 179, 185.
 Colmar, 150.
 Cologne (électeur), 112.
 Colonies, 69, 157. Voir *Saint-Domingue*,
Guinée, *Léogane*, *Petit Gouave*.
 Combours, 143.
 Comminges, 100, 144, 169.
 Communauté, de Languedoc, 98. Voir :
 Maîtrises.
 Compagnie des Indes, 50, 74, 131, 157.
 Compagnies d'aménagements hydrauliques, 76, 77.
 Compiègne, 122, 127, 163.
 Comtat, 95.
 Condé (sur Noiraute), 82.
 Condom, 137, 156.
 Contrebande dans les Indes, 75.
 Corsaires, 87.
 Coton, 139, 179, 186.
 Couade, 61.
 Coutances, 139, 180, 187.
 Croisic (Le), 143.
 Cuir d'originaux, 65, 128, 149, 152, 178.
 Cuivre, 150, 151, 152.
 Dauphiné : sel, 53 ; draperies, 173 ;
 papeteries, 174.
 Défrichements : Auvergne, 62, 181 ;
 Poitou, 63 ; Guyenne, 74, 75 ; Lan-
 guedoc, 77 ; Caen, 79, 80, 88 ; Lor-
 raine, 104, 105 ; Valognes, 162 ;
 Sens, 166, 167, 170.
 Déssechements : Basse-Normandie, 84.
 Dilette, 87.
 Dinan, 115, 116, 152.
 Divette, 86.
 Dordogne, navigabilité, 76.
 Douai, 109.
 Draperies, 78, 94, 106, 113, 128, 140,
 143, 147, 148.
 Dreux, 122.
 Dunois et Perche : haras, 154.
 Dunkerque, 107.
 Dunkerke, 107.
 Eaux-de-vie, 47, 50, 134.
 Ecobuage (brûlis), 81, 103.
 Elevage : Bœufs de Senlis, 42 ; vaches
 et moutons en Bretagne, 93.
 Empereur (Cour de Vienne), 113, 114.
 Epervier, 45.
 Escut, 110.
 Espagne, Espagnols, 90, 99, 144, 145,
 158, 171.
 Etalons : Dauphiné, 58 ; Alençon, 89 ;
 Metz, 103 ; Flandre, 108, 117, 118 ;
 Orléans, 154.
 Etouffes de soie et d'or, 134, 171.
 Falaise, 138.
 Falmagne, 116.
 Falmignoule, 114, 116, 117.
 Farines : de Meviot, 67, 69 ; de Nérac,
 70 ; de Languedoc, 99.
 Faux, 150.
 Fer, Forges : Alençon, 91 ; Fougères,
 93 ; Comminges, 100 ; Lorraine, 103,
 105.
 Fermier généraux, 151, 152.
 Figeac, 77.
 Fils, 109, 134, 150.
 Filets de pêche : Normandie, 85, 157.
 Flamands, 48.
 Flandre, 108.
 Foires franches à Tours, 50 ; Pont-
 l'Abbé, 142.
 Forges, 93, 100, 105, 163.
 Fougères, 93, 140.
 Foulons, 104, 133.
 Fresquel, 96.
 Fumeraux, 115.
 Gants (de Vendôme), 47.
 Genève, 135, 172.
 Gersey, 87.
 Gévaudan, 61, 143, 181.
 Gien, 154.
 Givet, 111, 113, 115, 116, 117, 152.
 Gourfaleur, 82.
 Grains (commerce), 22.
 Granville, 87.
 Greniers d'abondance : Dauphiné, 51,
 52 ; Guyenne, 74 ; Limagne, 180.
 Grenoble, 57.
 Guinée, 158.
 Guingamp, 140.
 Hainaut, 170.
 Hambourg, 150.
 Haras : Lorraine, 105 ; Flandre, 107,
 116, 117, 118 ; dans le département
 du comte de Maurepas, 153, 161.
 Haraucourt, 105.
 Harengs (commerce), 107.
 Hollande, Hollandais, 66, 107, 109, 111,
 112, 115, 135, 157, 174.
 Honfleur, 83.
 Hôpitaux, 44, 94.
 Houille (charbon), 105, 150, 170, 181.
 Huiles, 144, 146.
 Ile Royale, 158.
 Iles (Antilles), 99, 135, 142, 157, 158 ;
 monnaies et change, 158.
 Ille (rivière), 75.
 Indigo, 136.
 Indre, 48, 133.
 Industrie. Voir : *Draps*, *Bas*, *Textiles*,
Règlements, *Laines*, *Verres*, *Cuivre*,
Forges, etc.
 Ingrande, 48, 158.
 Inspecteurs aux boissons, 50.
 Inspecteurs des Manufactures, 71, 126
 (projet d'un inspecteur pour les bas,
 p. 127), 130, 133, 141.
 Irlande, 152.
 Islande, 158, 159.
 Italie, 144, 148, 173, 174.
 Jersey, 87.
 Joigny, pâturages, 153.
 Josselin, 93.
 Juifs, 145, 147.
 Labour (pays de), 100, 165, 169.
 La Hogue, 85.
 Laines : de Dauphiné, 54 ; de Poitou,
 64 ; de Beauvais, 125 ; d'Espagne,
 144 ; de Barbarie, p. 172.
 Landerneau, 142.
 Languedoc, 61, 96, 160, 161, 175.
 Lannes, 169.
 La Rochelle, 68, 130, 135, 142, 188.
 Laval, 133, 134.
 Le Havre, 83.

- Le Mans, 133.
 Léogane, 157.
 Levant, 144, 173.
 L'Hers, 95, 96.
 Liège, 105, 111, 112, 113, 115, 116, 148.
 Lille, 109.
 Limagne, 62, 180.
 Limbourg, 113.
 Limousin, 177.
 Lins, 109, 123, 134, 142, 151.
 Loches, 132.
 Lodève, 138.
 Loire, 159.
 Lomagne, 169.
 Longe (rivière), 99.
 Longwy, 104.
 Lorraine, 148.
 Louviers, 78.
 Lude (le), 133.
 Lyon, 94, 131, 171, 172, 173.
 Maestricht, 112.
 Maltrises (Jurandes), 124, 130, 132, 137, 139, 173.
 Malestroît, 140.
 Malte, 144.
 Manche, 87.
 Mantes, 42.
 Manufactures : de Marseille, 54 ; de Piémont, 55 ; de Poitiers, 63, 65 ; de Provence, 94 ; de Beauvais, 126, 127 ; de Montoire, 130 ; de Tours, 132 ; de Bretagne, 140 ; de Languedoc, 143 ; d'Auch, 144, 145 ; de Bourgogne, 146, 147 ; de Metz, 147.
 Marseille, Marseillais : marchands, 54 ; soies, 94, 95 ; privilèges, 96 ; droits sur les chapeaux, 171 ; laines, 172.
 Martinique, 159.
 Melun, Haras, 153.
 Mende, 61, 181.
 Metz, 147.
 Meuniers, 71.
 Meuse, 112, 113, 114, 170.
 Miel, 138.
 Montargis, 154.
 Montauban, 145.
 Montdidier, 163.
 Montdieu (chartreuse de), 149.
 Montreuil-Bellay, 50.
 Morlaix, 141.
 Morues, 68, 70, 155, 156, 158.
 Morvillard, 159.
 Moselle, 104.
 Moulins, 95, 104.
 Mousselines, 109.
 Moyenvick, 103.
 Namur (comté de) 11, 116, 152.
 Nantes, 70, 92, 142, 159.
 Nebouzan, 99.
 Nègrepelisse, 138.
 Nègres : des Antilles, 135, 137 ; de Guinée, 157.
 Nérac, 71.
 Nîmes, 172.
 Niort, 65.
 Nive (rivière), 145.
 Normandie, 68.
 Octrois, Montélimar, 59 ; Lyon, 131.
 Offices municipaux, 44, 45.
 Oloron, 144.
 Omonville, 87.
 Ore (vallée d'), 144.
 Origny (île d'), corsaires, 87.
 Orléans, Orléanais, 70, 130, 130, 142, 155.
 Orne, p. 83, 84.
 Orval (Abbaye d'), 149.
 Papiers, Papeteries : Auvergne, 62, 181 ; Alençon, 92 ; Auch, 100 ; Tours, 131 ; Dauphiné, 174 ; Alençon, 176, 177.
 Paris, 70, 153.
 Pâturages, 48, 154.
 Pau, 145.
 Pays-Bas, 115, 116.
 Pêches : sardines en Aunis et Saintonge, 68 ; morue, 68, 155, 158 ; huîtres, 85 ; baleine, 93 ; hareng, 108.
 Pépinières, Alsace, 106.
 Périgord, 76, 156.
 Petit Gouave, 157.
 Picardie, 139.
 Piémont : sel, 53 ; transhumance, laines, 54.
 Plombs de contrôle, 125, 138.
 Poitiers, Poitou, 63, 91, 155.
 Pont-Audemer, 78, 79.
 Pont-de-Cé, 48.
 Pont-du-Château, 60, 61, 181.
 Pont-l'Abbé, 142, 164.
 Port de la claye, 67, 71.
 Portugal, droits sur les sels, p. 67.
 Ports, La Hougue, 85 ; Cherbourg, 86 ; St-Jean-de-Luz, 101 ; Bayonne, 101.
 Provence, Provençaux, 54, 94, 175.
 Prunes, 138.
 Pulvéragé (droit de), 53.
 Quatre-Vallées, 99.
 Québec, 154.
 Quillan, 97.
 Quimperlé, 140.
 Raffineries, Orléans, 47, 130, 142, 188, Règlements, Beauvais, 125, 126, 127 ; Orléans, 128 ; Tours, 132 ; Bordeaux, 136 ; Bourgogne, 146 ; Caen, 187.
 Reims, 116.
 Rivières, généralité de Paris, 41 ; débordement de l'Indre, 48 ; Allier, 60, 61 ; Charente et Clin, 72 ; de l'Ille, 75 ; débordement en Languedoc, 76 ; de Saint-Lô, 82 ; Orne et Carentan, 83 ; Divette, 86 ; Serre, 92 ; Languedoc, 95, 96, 99 ; Moselle, 104 ; Alsace, 106 ; Escaut, 110 ; Indre, 133.
 Rivière-Verdun, 169.
 Rochefort, 69, 140.
 Romorantin, 125.
 Ronchamp, 152.
 Rouen, 83, 91, 92, 130, 142, 172, 176, 177, 188.
 Roussillon, 164.
 Routes, d'Auvergne en Languedoc, 61 ; chaussée de Saint-Faguet, 92 ; de

- Saint-Flour à Mende, 181; du Hainaut aux Pays-Bas, 112.
 Sables-d'Olonne, 66, 68, 70.
 Saint-Aignan, 128.
 Saint-Domingue, 135, 136, 160.
 Saint-Esprit, 145.
 Saint-Faguet, 92.
 Saint-Flour, 61, 181.
 Saint-Gaudens, 145.
 Saint-Géniez, 138.
 Saint-Germain, 163.
 Saint-Girons, 145.
 Saint-Jean-de-Luz, 101.
 Saint-Jean-Pied-de-Port, 145.
 Saint-Laurent, 158.
 Saint-Léon, 160.
 Saint-Malo, 87, 93, 142, 159.
 Saint-Nazaire, 159.
 Saint-Papoul, 95, 96.
 Saint-Quirin, 103.
 Saint-Secundin, 64.
 Saint-Trond, 113.
 Salbris, 128.
 Salve (rivière), 99.
 Sambre, 114, 170.
 Sardines, 68.
 Sarlat, 137.
 Sarrelouis, 104.
 Sarthe, 154.
 Saumur, 50.
 Sayetterie, 110.
 Sedan, 148, 149.
 Sel (subdélégation), 141.
 Sels, 53, 66, 103, 142, 143.
 Semur-en-Auxois, 147.
 Senlis, 153.
 Sens, 122, 128, 166.
 Serges, 44, 125, 128, 173, 175.
 Serviettes, 139, 179, 186.
 Signy, 105.
 Soies, 94, 131, 172, 174.
 Strasbourg, 106, 184.
 Sucres, 136, 138, 159.
 Suif, 92.
 Suisse, 148, 173.
 Tabac, 100.
 Tailles, 90, 156, 166.
 Tangué, 82.
 Tanneries, 90, 128, 149, 152.
 Tapisseries, 107.
 Tarifs, 128, 129, 182.
 Terres incultes (voir Défrichements).
 Textile échappant au contrôle, Champagne, 44, 45 ; Provence, 94 ; Languedoc, 138.
 Teinturiers, 147.
 Terre-Neuve, 158.
 Thiers, papeteries, 62.
 Thuyé, 169.
 Tirlémont, 113.
 Tirol, 150.
 Toiles, 44, 48, 56, 62, 76, 77, 90, 106, 109, 127, 134, 139, 140, 142, 181, 187.
 Tonneliers, 134, 137.
 Tonnerre, 128.
 Tonte des moutons, réglementation, 133.
 Toul, 104.
 Toulouse, 95, 96.
 Tours, 131, 154, 162.
 Tramesaigues, forge, 101.
 Transhumance, de Dauphiné en Piémont, 53 ; Quatre-Vallées et Nébouzan, 99.
 Tréboul, 96.
 Tréguier, 160.
 Troupeaux, Guyenne, 75.
 Troyes, 128.
 Université de Valence, 57.
 Valence, 57, 150 ; serges dites Valencés, 173.
 Valenciennes, 151, 152.
 Valognes, 88, 156, 183.
 Veaux, 79, 142.
 Velours, 148.
 Vendôme, Vendômois, 129, 154.
 Verreries, Lorraine, 103 ; Fresne, 118 ; Orléans 188.
 Vignes, Champagne, 45 ; Bordeaux, 75 ; Auch, 169.
 Villedieu, 88, 182.
 Villefranche, 77.
 Villemur, 76.
 Vins, Touraine, Anjou, 48 ; Poitou et Angoumois, 65, 68 ; Languedoc, 96.
 Vire, 82, 88.
 Vosges, 103.

TABLE DES MATIÈRES

<i>Introduction</i>	7-39
Généralité de Paris, M. de Harlay	41
Généralité de Soissons, M. de la Galaisière	43
Généralité de Chalons, M. Le Peletier de Beaupré	44
Généralité d'Amiens, M. Chauvelin	45
Généralité d'Orléans, M. de Baussan	46
Généralité de Tours, M. de Lesseville	47
Généralité de Grenoble, M. de Fontanieu	50
Généralité de Riom, M. Rossignol	60
Généralité de Poitiers, M. le Nain	63
Généralité de La Rochelle, M. Bignon	72
Généralité de Limoges, M. de Tourny	73
Généralité de Bordeaux, M. Boucher	74
Généralité de Montauban, M. Pajot	76
Généralité de Rouen, M. de la Bourdonnaye	78
Généralité de Caen, M. de Vatan	79
Généralité d'Alençon, M. de Lévignen	89
Province de Bretagne, M. Pontcarré de Viarme	92
Département de Provence, M. de la Tour	93
Département du Languedoc, M. Bernage de Saint Maurice	95
Généralité d'Auch, M. de Balosre	98
Département de Bourgogne, M. de la Briffe	101
Département de Besançon, M. de Vanolles	102
Département de Metz, M. de Creil	102
Département d'Alsace, M. de Brou	106
Département de Lille, M. de la Grandville	107
Département du Hainaut, M. de Séchelles	111
Monsieur Fagon	153
M. le Comte de Maurepas	153
M. Baudry	161
M. Amelot de Chaillou	165

M. Rouillé	170
M. Léviguen	176
M. Angran	177
M. Trudaine	180
M. d'Ormesson	182
M. de Gaumont	183
M. d'Angervilliers	184
M. d'Hauteroche	184
M. de Persan	187
<i>Index des noms de personnes</i>	189
<i>Index des noms de lieux et des matières</i>	191
<i>Table des matières</i>	195

Vu, le 19 mars 1959,
Le Doyen de la Faculté des Lettres
et Sciences Humaines
de l'Université de Paris,
ANDRÉ AYMARD.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
JEAN SARRAILH.

